

**MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES**

SECRETARIAT GENERAL

**DIRECTION GENERALE DU TRESOR
ET DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE**

**DIRECTION DU SUIVI DES
OPERATIONS FINANCIERES DE
L'ETAT**



BURKINA FASO

*La Patrie ou la Mort,
nous Vaincrons*

**RAPPORT SUR LES OPERATIONS
FINANCIERES DES COLLECTIVITES
TERRITORIALES SUR LA PERIODE
2019-2023**

Septembre 2024



Les Collectivités territoriales (CT), que sont les régions et les communes, sont des entités dotées de la personnalité juridique et de l'autonomie financière émanant du processus de décentralisation au Burkina Faso. Pour un meilleur suivi de leurs opérations financières, la Direction générale du trésor et de la comptabilité publique (DGTCP) les accompagne par une assistance et une supervision accrue dans leur gestion financière et comptable.

Inscrivant l'obligation de rendre compte comme une valeur cardinale de sa gouvernance, la DGTCP s'est engagée à communiquer et à rendre accessible l'information sur ses activités à ses partenaires et usagers. Fort de cette vision de bonne gouvernance économique et d'aide à la prise de décision, la disponibilité et la fiabilité de l'information sur la gestion financière et comptable figurent au rang des priorités de notre administration.

Ainsi, depuis 2022, la DGTCP met en lumière l'exécution des opérations financières des CT à travers l'élaboration annuelle et la diffusion d'un rapport couvrant une période de 5 ans. Au regard de l'intérêt suscité par les dernières productions statistiques, la DGTCP a tenu à s'inscrire dans la dynamique de pérenniser la production et la publication de ce rapport.

Dans cette logique, le présent rapport décrit de manière exhaustive l'évolution des opérations financières des CT de 2019 à 2023. Il permet également d'aider à une meilleure orientation des actions pour l'atteinte de résultats substantiels, gage d'un impact socio-économique durable au profit des populations.

En rappel, l'exécution des budgets locaux sur la période 2019-2023 reste marquée

notamment par la Covid 19, la crise sécuritaire et ses conséquences humanitaires ainsi que les changements institutionnels. De même, la circulaire n°2023-01795/MEFP/MATDS du 15 juin 2023 portant orientations pour la gestion budgétaire et financière 2023 des CT a eu un impact sur leurs investissements.

La DGTCP, malgré toutes ces contraintes, a su faire preuve de résilience pour répondre avec efficacité aux préoccupations des CT grâce au dévouement et à l'engagement de son personnel et des différents partenaires.

Cette édition a été rendue possible grâce à un processus participatif impliquant les structures de la DGTCP intervenant dans la chaîne de l'exécution budgétaire des CT qui, grâce aux contributions multiformes, ont permis de disposer des données financières riches et diversifiées. Aussi me paraît-il opportun d'adresser mes sincères remerciements à tous mes collaborateurs pour l'esprit d'abnégation et de détermination qu'ils ont fait montre dans la collecte des données financières des CT dans des conditions souvent difficiles.

En définitive, afin de relever les défis à venir, il nous appartient de redoubler d'ardeur autour de la vision et des valeurs de la DGTCP dans l'accomplissement de nos missions pour demeurer une administration toujours plus performante au service des CT.

**Le Directeur Général du Trésor
et de la Comptabilité Publique**



SIGLES ET ABREVIATIONS

ADCT	: Agence nationale d'appui au développement des collectivités territoriales
ANANF	: Acquisitions nettes d'actifs non financiers
BF	: Besoin de financement
CAEF	: Commission affaires économiques et financières
CAF	: Capacité d'autofinancement
CAST	: Conférence annuelle des services du trésor
CCF	: Consommation de capital fixe
CF	: Capacité de financement
CGCT	: Code général des collectivités territoriales
CU	: Commune urbaine
CRU	: Commune rurale
CT	: Collectivités territoriales
DELF	: Direction des études et de la législation financière
DGI	: Direction générale des impôts
DGF	Dotation globale de fonctionnement
DGE	Dotation globale d'équipement
DGTCP	: Direction générale du trésor et de la comptabilité publique
DSOFE	: Direction du suivi des opérations financières de l'Etat
EAF	: Effort d'autofinancement
EB	: Epargne budgétaire
EPE	: Etablissement public de l'Etat
FCFA	: Francs de la communauté financière africaine
FMDL	: Fonds minier de développement local
FPDCT	: Fonds permanent pour le développement des collectivités territoriales
LMT	: Long et moyen terme
MB	: Marge brute
MEFP	: Ministère de l'économie, des finances et de la prospective
MINEFID	: Ministère de l'économie, des finances et du développement
MSFP	: Manuel de statistiques de finances publiques
OPS	: Organisme de protection sociale
PACT	: Programme d'appui aux collectivités territoriales
PNDRP	: Programme national de développement rural productif
PNGT	: Programme national de gestion des terroirs
PTF	: Partenaires techniques et financiers

RAFL	: Revue annuelle des finances locales
R-BM	: Région de la Boucle du Mouhoun
RGPH	Recensement général de la population et de l'habitat
R-C	: Région du Centre
R-CAS	: Région des Cascades
R-CE	: Région du Centre-Est
R-CN	: Région du Centre-Nord
R-CO	: Région du Centre-Ouest
R-CS	: Région du Centre-Sud
R-E	: Région de l'Est
R-HB	: Région des Hauts-Bassins
R-N	: Région du Nord
R-PC	: Région du Plateau Central
R-S	: Région du Sahel
R-SO	: Région du Sud-Ouest
SNG	: Solde net de gestion
TOF-CT	: Tableau des opérations financières des collectivités territoriales
TOFE	: Tableau des opérations financières de l'Etat
TR	: Trésoreries régionales
UEMOA	: Union économique et monétaire ouest africaine

SOMMAIRE

GLOSSAIRE	v
LISTE DES TABLEAUX.....	viii
LISTE DES FIGURES	x
RESUME ANALYTIQUE	i
DEMARCHE METHODOLOGIQUE	3
INTRODUCTION.....	5
CHAPITRE I : PROCEDURE BUDGETAIRE ET PROCESSUS D'ELABORATION DU TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DES COLLECTIVITES TERRITORIALES	7
CHAPITRE II : RECETTES DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES.....	14
CHAPITRE III : DÉPENSES DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES.....	29
CHAPITRE IV : TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DES COLLECTIVITES TERRITORIALES	41
CHAPITRE V : COMPTE DE PATRIMOINE ET INDICATEURS.....	60
CONCLUSION	81
ANNEXES	82

GLOSSAIRE

Concepts	Définitions
Actif	Ensemble des biens meubles et immeubles, des disponibilités et des créances d'une entité donnée
Bilan	Document d'ordre financier qui fournit l'information sur la situation financière d'une CT établi à la fin de la période comptable
Capacité d'Autofinancement	Ensemble des ressources internes dégagées par la CT pour financer ses investissements. Il correspond aux ressources propres d'investissement dont le prélèvement obligatoire sur les ressources propres de fonctionnement.
Commune	Collectivité Territoriale de base, elle est organisée en secteurs et /ou en villages. On distingue deux (02) types de communes : la commune rurale et la commune urbaine.
Commune à statut particulier	Commune urbaine dont l'agglomération principale atteint une population d'au moins quatre cent mille (400 000) habitants et mène des activités économiques permettant de générer des ressources budgétaires propres annuelles d'au moins un milliard (1 000 000 000) FCFA (article 23 du CGCT). La commune urbaine à statut particulier est découpée en arrondissements regroupant plusieurs secteurs et villages. Seules les communes urbaines de Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso bénéficient de ce statut
Commune rurale	Regroupement de villages qui a une population d'au moins cinq mille (5 000) habitants et dont les activités économiques permettent de générer des ressources budgétaires propres annuelles d'au moins cinq millions (5 000 000) FCFA (article 27 du CGCT). Il existe trois cent deux (302) communes rurales au Burkina Faso.
Commune urbaine	Aux termes de l'article 19 du CGCT, la commune urbaine est une entité territoriale comprenant au moins une agglomération permanente de vingt-cinq mille (25 000) habitants et dont les activités économiques permettent de générer des ressources budgétaires propres annuelles d'au moins vingt-cinq millions (25 000 000) FCFA. Nonobstant ces critères, tous les chefs-lieux de provinces sont érigés en communes urbaines. Il existe quarante-neuf (49) communes urbaines dont deux (02) à statut particulier.
Effort d'autofinancement	Capacité des CT à financer leur investissement par le prélèvement des recettes propres de fonctionnement. Il est mesuré par le ratio de la capacité d'autofinancement sur les investissements
Epargne budgétaire	Capacité d'autofinancement disponible pour accroître les recettes de la section d'investissement. Elle traduit la capacité de la collectivité territoriale à financer ses investissements sur ses ressources de fonctionnement
Indicateur	Grandeur spécifique observable et mesurable qui peut servir à montrer les changements obtenus ou les progrès accomplis par un programme en vue de la réalisation d'un effet spécifique.
Marge brute	Aussi appelé marge d'autofinancement courante, elle correspond à l'excédent des recettes de fonctionnement sur les dépenses de fonctionnement.
Passif	Obligation actuelle de la CT résultant d'événements passés et dont le règlement attendu se traduira pour la CT par une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques

Receveur des CT	Comptable public en deniers et valeurs de la Commune ou de la Région. C'est un comptable direct du Trésor régulièrement habilité pour effectuer à titre exclusif, au nom de la CT, des opérations de recettes, de dépenses, de maniement de titres, soit au moyen de fonds et valeurs dont il a la garde, soit par virement interne d'écritures, soit par l'intermédiaire d'autres comptables.
Région	A la fois CT et Circonscription administrative, elle a vocation en tant que CT à être un espace économique et un cadre d'aménagement, de planification et de coordination du développement. Elle est constituée de l'ensemble des communes qui la composent. Il existe treize (13) régions au Burkina Faso.
Définition selon le Manuel de statistiques de finances publiques (MSFP-2014)	
Acquisitions nettes d'actifs non financiers (ANANF)	Transactions des administrations publiques qui modifient leur investissement net en actifs non financiers. Les actifs non financiers sont des actifs économiques autres que les actifs financiers. Ils constituent des réserves de valeur et procurent des avantages, soit par le biais de leur utilisation dans la production de biens et de services, soit sous la forme de revenus de la propriété et de gains de détention.
Autres recettes	Toutes les recettes à recevoir à l'exception des impôts, des cotisations sociales et des dons.
Charges	Transactions qui diminuent la valeur nette. Selon la définition figurant dans les SFP, elles ont des entrées de contrepartie, sous forme soit d'une baisse des actifs, soit d'une hausse des passifs, ce qui a pour effet de réduire la valeur nette.
Consommation de capital fixe (CCF)	Transaction interne qui représente la diminution de la valeur des actifs fixes due à leur utilisation répétée ou continue dans le processus de production.
Dépenses	Ensemble des charges et des transactions sur actifs non financiers
Dons	Transferts que les unités d'administration publique reçoivent d'autres unités d'administration publique, résidentes ou non résidentes, ou d'organisations internationales et qui ne satisfont pas à la définition d'un impôt, d'une subvention ou d'une cotisation sociale.
Recettes	Transactions qui augmentent la valeur nette. Les transactions de recettes, telles que définies dans les SFP, ont des entrées de contrepartie, sous forme soit d'une hausse des actifs, soit d'une baisse des passifs, qui ont pour effet d'accroître la valeur nette.
Recettes fiscales	Montants obligatoires sans contrepartie que les unités d'administration publique doivent recevoir des unités institutionnelles, en espèces ou en nature. Seule une unité d'administration publique peut recevoir des recettes sous la forme d'impôts.
Résidence	Correspond au territoire économique où l'unité institutionnelle a le plus d'attaches (autrement dit, là où se trouve son principal centre d'intérêt économique). Selon les recommandations statistiques internationales, la résidence ne repose pas sur des critères de nationalité ou sur des critères juridiques, encore qu'elle puisse être analogue aux concepts de résidence retenus dans de nombreux pays pour le contrôle des changes, la fiscalité ou autres objectifs.
Solde net de gestion	Représente les recettes moins les charges. Il est aussi égal à la variation de la valeur nette due aux transactions. C'est un indicateur synthétique de la viabilité des opérations financières de l'État.

Tableau des Opérations Financières de l'Etat	Instrument statistique cohérent qui permet de mesurer d'une part, l'activité des administrations publiques et leur impact sur les autres secteurs de l'économie et d'autre part, l'interaction entre les finances publiques et les différents agrégats macro-économiques (balance des paiements, situation monétaire, épargne et investissement). Il est essentiel pour la formulation, le suivi et la coordination des politiques budgétaires.
Transactions sur actifs financiers et passifs	Transactions qui modifient les actifs financiers et les passifs des administrations publiques.

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Taux de couverture des données collectées	3
Tableau 2: Evolution des recettes globales par nature des collectivités territoriales (en millions de FCFA).....	83
Tableau 3 : Evolution des recettes globales par type de collectivités territoriales (en millions de FCFA).....	83
Tableau 4 : Evolution des recettes globales de fonctionnement et d'investissement (en millions de FCFA).....	83
Tableau 5 : Evolution des recettes de fonctionnement des communes rurales (en millions de FCFA)	84
Tableau 6 : Evolution des recettes de fonctionnement des communes urbaines (en millions de FCFA)	84
Tableau 7 : Evolution des recettes de fonctionnement des régions (en millions de FCFA)....	84
Tableau 8 : Evolution des recettes d'investissement des communes rurales (en millions de FCFA)	85
Tableau 9 : Evolution des recettes d'investissement des communes urbaines (en millions de FCFA)	85
Tableau 10 : Evolution des recettes d'investissement des régions (en millions de FCFA)	85
Tableau 11 : Evolution des recettes de fonctionnement, d'investissement et le prélèvement des communes a statut particulier (en millions de FCFA)	86
Tableau 12 : Liste des communes urbaines pouvant être déclassées en communes rurales....	86
Tableau 13 : Liste des communes rurales pouvant être fusionnées ou supprimées.....	86
Tableau 14 : Liste des communes rurales pouvant être érigées en communes urbaines	86
Tableau 15 : Liste des données manquantes	109
Tableau 16 : Dépenses selon la nature (en millions de FCFA).....	109
Tableau 17 : Dépenses de fonctionnement par nature (en millions de FCFA).....	109
Tableau 18 : Dépenses d'investissement par nature (en millions de FCFA).....	109
Tableau 19 : Dépenses par type de collectivités territoriales (en millions de FCFA)	110
Tableau 20 : Dépenses des régions administratives par nature (en millions de FCFA)	110
Tableau 21 : Dépenses des communes rurales par nature (en millions de FCFA)	111
Tableau 22 : Dépenses des communes urbaines par nature (en millions de FCFA).....	112
Tableau 23 : Dépenses des régions collectivités par nature (en millions de FCFA)	112
Tableau 24 : tableaux des opérations financières des collectivités territoriales de 2019 à 2023	113
Tableau 25: Epargne budgétaire des CT (en millions de FCFA).....	115
Tableau 26 : Effort d'autofinancement des CT (en millions de FCFA)	115
Tableau 27: Marge brute des CT (en millions de FCFA)	116
Tableau 28 : Mieux-être/habitant.....	116
Tableau 29 : Effort d'équipement/habitant.....	116
Tableau 30 : Structuration de l'actif au 31 décembre 2023 (en millions de FCFA)	117
Tableau 31 : Composition de l'actif immobilise au 31 décembre 2023 (en millions de FCFA)	117
Tableau 32 : Evolution de l'actif des CT de 2019 à 2023 (en millions de FCFA)	117
Tableau 33 : Structure du passif des collectivités territoriales au 31 décembre 2023 (en millions de FCFA).....	118
Tableau 34 : Structure des capitaux permanents de l'ensemble des CT au 31 décembre 2021 (en millions de FCFA)	118
Tableau 35 : Structure de la dette de l'ensemble des collectivités territoriales au 31 décembre 2023 (en millions de FCFA)	118
Tableau 36 : Evolution du passif des collectivités territoriales (en millions de FCFA).....	119
Tableau 37: Liste de présence de l'atelier de collecte des données des collectivités territoriales et de finalisation de la base sur les opérations financières des ct de 2019 à 2023	120

Tableau 38: Liste de présence de l’atelier d’élaboration du rapport sur les opérations financières des collectivités territoriales de 2019 à 2023	121
Tableau 39: Liste de présence de l’atelier de validation du rapport sur les opérations financières des collectivités territoriales de 2019 à 2023	122

LISTE DES FIGURES

Graphique 1 : Evolution des recettes globales des CT (en millions de FCFA)	15
Graphique 2 : Evolution des recettes globales de fonctionnement et d'investissement des CT (en millions de FCFA)	16
Graphique 3 : Evolution des recettes globales de fonctionnement des CT (en millions de FCFA)	17
Graphique 4: Evolution des principales ressources externes de fonctionnement des CT (en millions de FCFA)	17
Graphique 5 : Evolution des recettes globales d'investissement des CT (en millions de FCFA)	18
Graphique 6: Evolution des principales ressources externes d'investissement des CT (en millions de FCFA)	18
Graphique 7 : Evolution des recettes par type de collectivités territoriales (en millions de FCFA)	19
Graphique 8 : Evolution des recettes globales de fonctionnement et d'investissement des communes rurales (en millions de FCFA)	19
Graphique 9 : Evolution des recettes de fonctionnement des communes rurales (en millions de FCFA).....	20
Graphique 10 : Evolution des principales ressources externes de fonctionnement des communes rurales (en millions de FCFA)	20
Graphique 11 : Analyse des principales recettes d'investissement des communes rurales (en millions de FCFA)	21
Graphique 12 : Evolution global des recettes des communes urbaines (en millions de FCFA)	22
Graphique 13 : Evolution des recettes de fonctionnement des communes urbaines (en millions de FCFA).....	23
Graphique 14 : Evolution des principales ressources externes de fonctionnement des communes urbaines (en millions de FCFA)	23
Graphique 15 : Evolution des recettes d'investissement des communes urbaines (en millions de FCFA).....	24
Graphique 16 : Evolution des recettes globales de fonctionnement et d'investissement des régions (en millions de FCFA).....	24
Graphique 17 : Evolution des recettes de fonctionnement des régions (en millions de FCFA)	25
Graphique 18 : Evolution des principales ressources externes de fonctionnement des régions (en millions de FCFA)	25
Graphique 19 : Evolution des principales recettes d'investissement des Régions (en millions de FCFA)	26
Graphique 20 : Recettes moyennes des CT par région administrative (en millions de FCFA)	27
Graphique 21 : Evolution des dépenses des collectivités territoriales (en millions de FCFA).....	30
Graphique 22 : Evolution des dépenses par type de collectivités territoriales (en millions de FCFA)	31
Graphique 23 : Evolution comparée des dépenses des CT par section (en millions de FCFA)	31
Graphique 24 : Poids des grandes natures des dépenses de fonctionnement en 2023 (en %).....	33
Graphique 25 : Proportions des principales natures des dépenses d'investissement en 2023 (en %).....	34
Graphique 26 : Structure des dépenses selon la section et le type de collectivités territoriales en 2023 (en millions de FCFA)	35
Graphique 27 : Evolution des dépenses des communes rurales par section (en millions de FCFA)	36

Graphique 28 : Evolution des dépenses de fonctionnement des communes urbaines (en millions de FCFA).....	37
Graphique 29 : Evolution des dépenses d'investissement des communes urbaines (en millions de FCFA).....	37
Graphique 30 : Dépenses par région (en millions de FCFA).....	38
Graphique 31 : Evolution des dépenses des régions par section (en millions de FCFA)	39
Graphique 32 : Dépenses des collectivités territoriales (en millions de FCFA) par région administrative.....	40
Graphique 33 : Poids des régions administratives en fonction des dépenses (en %)	40
Graphique 34 : Evolution des recettes par nature (en millions de FCFA).....	42
Graphique 35 : Evolution de la structure des recettes par nature (en %).....	43
Graphique 36 : Structure des recettes par nature en 2023 (en %).....	43
Graphique 37 : Evolution des recettes par type de CT (en millions de FCFA)	44
Graphique 38 : Structure des recettes par type de collectivités territoriales (en %)	45
Graphique 39 : Recettes des CT par région administrative (en millions de FCFA).....	46
Graphique 40 : Evolution des dépenses des CT par nature (en millions de FCFA)	46
Graphique 41 : Structure des dépenses des CT en %.....	47
Graphique 42 : Structure des charges des CT en 2023	48
Graphique 43 : Evolution des dépenses par type de collectivités (en millions de FCFA).....	49
Graphique 44 : Structure des dépenses par type de collectivités (en %)	49
Graphique 45 : Dépenses des collectivités par région administrative (en millions de FCFA)	50
Graphique 46 : Evolution des acquisitions nettes d'actifs financiers et des accumulations nettes de passifs (en millions de FCFA).....	51
Graphique 47 : Transactions sur actifs financiers et passifs par type de CT (en millions de FCFA)	53
Graphique 48 : Acquisition nette des actifs financiers des collectivités par région administrative (en millions de FCFA)	54
Graphique 49 : Accumulation nette de passifs des collectivités par région administrative (en millions de FCFA)	55
Graphique 50 : Evolution des soldes caractéristiques des TOF-CT	56
Graphique 51 : Soldes nets de gestion par type de collectivité territoriale (en millions de FCFA)	57
Graphique 52 : Capacité/besoin de financement par type de collectivité territoriale (en millions de FCFA).....	57
Graphique 53 : Solde net de gestion par région administrative (en millions de FCFA).....	58
Graphique 54 : Capacité/besoin de financement des collectivités par région administrative (en millions de FCFA)	59
Graphique 55 : Structuration de l'actif des collectivités territoriales au 31 décembre 2023 (en millions de FCFA)	60
Graphique 56 : Répartition de l'actif par type de CT au 31 décembre 2023.....	61
Graphique 57 : Structuration de l'actif immobilisé au 31 décembre 2023 (en millions de FCFA)	62
Graphique 58 : Répartition de l'actif immobilisé par type de CT au 31 décembre 2023.....	63
Graphique 59 : Répartition de l'actif circulant par type de ct	64
Graphique 60 : Situation de la trésorerie-actif par type de CT au 31 décembre 2023.....	65
Graphique 61 : Evolution de l'actif des CT (en millions de FCFA)	66
Graphique 62 : Evolution des taux de progression de l'actif par type de CT en %.....	66
Graphique 63 : Structuration du passif par type de collectivité au 31 décembre 2023 (en millions de FCFA)	68
Graphique 64 : Répartition du passif par type de CT au 31 décembre 2023 (en millions de FCFA)	68
Graphique 65 : Structuration des capitaux permanents au 31 décembre 2023 (en millions de FCFA)	69

Graphique 66 : Structuration des dettes au 31 décembre 2023 (en millions de FCFA)	70
Graphique 67 : Evolution du passif des collectivités territoriales (en millions de FCFA)	71
Graphique 68 : Evolution du taux de progression du passif par types de CT	72
Graphique 69 : Evolution de l'épargne budgétaire par type de CT	73
Graphique 70 : Poids des types de CT dans la constitution de l'épargne budgétaire	74
Graphique 71 : Progression de la marge brute (en millions de FCFA)	75
Graphique 72 : Evolution de l'effort d'autofinancement	77
Graphique 73 : Mieux-être par habitant (en FCFA)	78
Graphique 74 : Effort d'équipement par habitant (en FCFA)	79

RESUME ANALYTIQUE

Le présent rapport a pour objectif principal de rendre compte de l'exécution des opérations financières des Collectivités territoriales (CT) du Burkina Faso sur la période 2019-2023.

Il analyse les performances des CT en matière de mobilisation de ressources et d'exécution des dépenses ; sans occulter l'évolution de leur patrimoine. Il fait également l'analyse du Tableau des opérations financières des CT (TOF-CT), produit selon le Manuel de statistiques de finances publiques 2014 (MSFP 2014) qui constitue actuellement la référence méthodologique pour l'élaboration des Statistiques de finances publiques (SFP).

Au titre des opérations budgétaires et des indicateurs

Les recettes mobilisées au profit des CT sont passées de 148 594,44 millions de FCFA en 2019 à 192 914,29 millions de FCFA en 2023, soit un taux d'accroissement moyen annuel de 6,74%. Les recettes de fonctionnement sont passées de 89 839,66 millions de FCFA en 2019 à 104 181,54 millions de FCFA en 2023, affichant un taux d'accroissement moyen annuel de 3,77%. Quant aux recettes d'investissement, elles ont connu une hausse moyenne annuelle de 10,86% pour se situer à 88 732,75 millions de FCFA en 2023.

Pour ce qui concerne les dépenses globales des CT, elles sont passées de 130 668,73 millions de FCFA en 2019 à 150 752,09 millions de FCFA en 2023 avec une progression moyenne de 3,64%. Les dépenses de fonctionnement sont passées de 81 499,29 millions de FCFA en 2019 à 93 011,38 millions de FCFA en 2023 et les dépenses d'investissement de 49 169,44 millions de FCFA en 2019 à 57 740,71 millions de FCFA en 2023.

L'actif, de 576 396,62 millions de FCFA en 2019, a atteint la valeur de 937 947,00 millions de FCFA en 2023, soit un taux d'accroissement annuel moyen de 12,94%.

Le passif est passé de 578 445,75 millions de FCFA en 2019 à 937 947,00 millions de FCFA en 2023, soit un taux d'accroissement annuel moyen de 12,84%.

Au titre des indicateurs budgétaires, l'épargne budgétaire se chiffre à 94 956,38 millions de FCFA sur la période sous revue, ce qui représente un taux de 30,12% des ressources propres. Cette épargne a permis d'atteindre un effort d'autofinancement de 30,86%. Aussi, il se dégage une marge brute de 46 599,73 millions de FCFA sur la période.

Pour ce qui concerne les indicateurs d'activités, les dépenses de fonctionnement des CT ont contribué pour 3 778,88 FCFA en moyenne au bien-être de chaque habitant sur la période. L'ensemble des CT a consenti un effort d'équipement par habitant d'un montant de 2 778,68 FCFA en moyenne sur la période sous revue.

Au titre du tableau des opérations financières

Les recettes mobilisées au profit des CT sont passées de 130 263,85 millions de FCFA en 2019 à 172 614,61 millions de FCFA en 2023, soit une hausse annuelle moyenne de 7,29%.

Pour ce qui concerne les dépenses, de 112 043,89 millions de FCFA en 2019, elles sont passées à 130 200,70 millions de FCFA en 2023 avec une progression annuelle moyenne de 3,83%. Les charges sont passées de 63 260,62 millions de FCFA en 2019 à 72 711,33 millions de FCFA en 2023 ; tandis que les acquisitions nettes d'actifs non financiers (dépenses d'investissement) sont passées de 48 783,27 millions de FCFA à 57 489,36 millions de FCFA.

Les transactions sur actifs financiers et passifs ont évolué de 18 189,06 millions de FCFA en 2019 à 42 413,91 millions de FCFA en 2023.

Le solde net de gestion est resté positif sur l'ensemble de la période passant de 67 003,23 millions de FCFA à 99 903,27 millions de FCFA.

Aussi, les collectivités territoriales enregistrent une capacité de financement sur la période, excepté en 2022 où elles présentent un besoin de financement de 1 055,32 millions de FCFA.

DEMARCHE METHODOLOGIQUE

La principale source de données utilisée pour l'élaboration du présent rapport est la balance des comptes produite par les receveurs de CT. Afin de faciliter l'exploitation de ces informations financières et la production du TOF-CT, une base de données a été élaborée en 2021 par la Direction du suivi des opérations financières de l'Etat (DSOFE) à partir des balances annuelles de l'ensemble des CT de 2015 à 2020. Cette base de données est mise à jour annuellement.

L'exécution des budgets des CT en 2023 a été faite conformément au décret n°2019-0575/PRES/PM/MINEFID/MATDC du 05 juin 2019 portant régime financier et comptable des CT. Ce nouveau régime, entré en vigueur à partir du 1^{er} janvier 2023, a apporté des innovations majeures qui ont impacté des outils tel que le canevas de la balance. En prélude aux activités relatives à l'élaboration du rapport sur les opérations financières des CT, la DSOFE a tenu du 14 au 23 avril 2024 à Koudougou, un atelier consacré au reversement¹ des opérations des balances des CT de 2015 à 2022 dans le nouveau canevas de la balance issu du décret sus-cité.

Les balances définitives des CT de l'année 2023 ont été collectées et la base de données a été mise à jour au cours d'un atelier tenu à Koudougou du 18 au 24 août 2024. Cet atelier a regroupé les acteurs chargés de la compilation des données au sein des Trésoreries régionales (TR), de la Direction des études et de la législation financière (DELFI), de la DSOFE ainsi que des personnes ressources. Au cours de l'atelier, les données ont été passées en revue collectivement par collectivité afin de s'assurer de leur qualité.

Sur les 364 balances attendues annuellement, le tableau suivant met en exergue le taux de couverture des données.

TABLEAU 1 : TAUX DE COUVERTURE DES DONNEES COLLECTEES

Libellé	2019	2020	2021	2022	2023
Nombre de CT traitées	363	354	364	364	364
Taux de couverture	99,73%	97,25%	100,00%	100,00%	100,00%

Source : DSOFE, Base de données des CT, septembre 2024

Au cours de la stabilisation et de la validation de la base de données des opérations financières, diverses difficultés ont été rencontrées. Il s'agit principalement :

- des balances non produites ;

¹ Les opérations financières de 2015 à 2022 contenues dans l'ancien canevas de balance ont été transposées, conformément au guide de reversement des soldes des comptes et au tableau de concordance des comptes, dans le nouveau canevas de balance.

- du non-respect du principe de l'intangibilité du bilan ;
- des balances déséquilibrées ;
- de la non-comptabilisation du prélèvement dans les balances ;
- de la mauvaise comptabilisation du résultat ordinaire reporté ;
- des comptes à soldes anormaux (notamment les comptes financiers et de tiers) ;
- des erreurs d'imputation ;
- de l'incohérence des données des balances avec celles des comptes de gestion ;
- de la non prise en compte du prélèvement et son imputation dans les comptes appropriés.

Afin de surmonter ces difficultés, certaines balances ont fait l'objet de reconstitution ou de corrections. Le point des données manquantes et des balances qui ont fait l'objet de reconstitution est présenté en annexe (Tableau 15).

Un atelier tenu du 08 au 17 septembre 2024 à Koudougou, a été consacré à la rédaction du rapport proprement dit. Cet atelier a regroupé les représentants des services des CT des Trésoreries Régionales, de la DELF, de la DSOFE et de la CAT ainsi que des personnes ressources.

Ainsi, les analyses des recettes et des dépenses ont été faites sur la base des opérations de gestion. Concernant le compte de patrimoine et les indicateurs, leurs analyses se sont basées respectivement sur les soldes de la balance d'entrée et de clôture ainsi que sur les recettes et dépenses propres de fonctionnement de la gestion. Quant au TOF-CT, les soldes des opérations de la gestion (opérations de débit moins crédit ou crédit moins débit en fonction des codes MSFP 2014 attribués) ont servi à l'analyse.

Pour l'illustration des analyses, le choix est accordé aux graphiques ; les tableaux étant déclinés en annexe. Néanmoins, certains tableaux, au regard de leur spécificité, apparaissent dans le corps du document.

INTRODUCTION

Aux termes de l'article 2 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), la décentralisation consacre le droit des Collectivités territoriales (CT) à s'administrer librement et à gérer leurs affaires propres, en vue de promouvoir le développement à la base et de renforcer la gouvernance locale. Selon les dispositions de l'article 8 du même code, « la collectivité territoriale est une subdivision du territoire dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière. Elle constitue une entité d'organisation et de coordination du développement. Les collectivités territoriales sont : la région et la commune ». La décentralisation appelle un accompagnement conséquent des administrations déconcentrées impliquées dans la gestion des CT.

A ce titre, la DGTCP apparaît comme un acteur clé dans la gestion financière et comptable des CT à travers leurs Receveurs. Ces derniers ont en charge entre autres la mobilisation des ressources, le paiement des dépenses, la garde et la conservation des fonds et valeurs des CT, la tenue de la comptabilité des opérations, la conservation des pièces justificatives et la production des comptes de gestion en fin d'exercice. Ainsi, les Receveurs des CT produisent des situations périodiques qui permettent de mesurer la santé financière des CT et de guider le choix des décideurs afin de garantir une saine gestion des finances locales.

En outre, la DGTCP a en charge la production des fiches, notes et rapports périodiques sur l'évolution de la situation des finances publiques ainsi que l'élaboration du Tableau des opérations financières de l'Etat (TOFE). De ce fait, le décret N°2016-602/PRES/PM/MINEFID du 08 juillet 2016, portant tableau des opérations financières de l'Etat dispose en son article 9 que le champ du TOFE est le secteur des administrations publiques. Ce secteur est composé des sous-secteurs de l'administration centrale et ses unités extrabudgétaires (notamment les Etablissements publics de l'Etat), des CT et des Organismes de protection sociale (OPS) conformément à l'article 10.

L'examen du TOF-CT permet de faire une analyse économique des opérations financières de ces CT et de mesurer l'impact de leurs activités sur le reste de l'économie.

Dans le cadre du renforcement de la transparence dans la gestion des CT, l'analyse de leur santé économique et financière exige de la DGTCP, l'élaboration périodique d'un rapport relatif à leurs opérations financières, accessible à tous les acteurs intervenant dans le développement local. C'est ainsi qu'un rapport sur les opérations financières des CT couvrant la période 2017- 2021 a été élaboré et publié en 2022 et cela après les années de rupture (2015-2020) de la production et de la diffusion de la "Revue Annuelle des Finances Locales (RAFL)".

Le présent rapport se veut une analyse complète de l'ensemble des opérations financières annuelles des CT et de leur patrimoine. Cette analyse, qui est faite à la fois sous l'angle budgétaire, patrimonial et suivant le TOF-CT, couvre la période 2019-2023 et s'articule autour de cinq (05) chapitres : (I) Procédure budgétaire et processus d'élaboration du Tableau des opérations financières des CT, (II) Recettes des CT, (III) Dépenses des CT, (IV) Tableau des opérations financières des CT et (V) Compte de patrimoine et indicateurs.

CHAPITRE I : PROCEDURE BUDGETAIRE ET PROCESSUS D'ELABORATION DU TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Ce chapitre décline d'une part, la procédure budgétaire selon la réglementation en vigueur et, d'autre part, le processus d'élaboration du Tableau des opérations financières des CT (TOF-CT) au Burkina Faso.

I.1 Procédure budgétaire des collectivités territoriales

La procédure budgétaire des collectivités territoriales est encadrée par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur. Dans ce corpus juridique, on peut citer :

- la loi n°055-2004/AN du 21 décembre 2004 portant code général des collectivités territoriales au Burkina Faso, ensemble ses modificatifs ;
- la loi 014-2006/AN du 09 mai 2006 portant détermination des ressources et des charges des CT au Burkina Faso ;
- le décret n°2019-0575/PRES/PM/MINEFID/MATDC du 05 juin 2019 portant régime financier et comptable des collectivités territoriales au Burkina Faso ;
- le décret n°2019-0621/PRES/PM/MINEFID/MATDC du 14 juin 2019 portant nomenclature budgétaire des collectivités territoriales du Burkina Faso et son modificatif n°2021-1272/PRES/PM/MINEFID/MATD du 09 décembre 2021.

Ce dernier décret décline l'ensemble des comptes utilisés dans la gestion budgétaire des CT. Il les décrit selon:

- ✓ une classification par nature qui définit 4 classes de comptes: 1, 2, 6 et 7;
- ✓ une classification fonctionnelle qui distingue 9 divisions.

Conformément aux dispositions du régime financier et comptable des collectivités territoriales, la procédure budgétaire des collectivités territoriales comprend l'élaboration, l'adoption, l'approbation et l'exécution du budget local.

I.1.1 Elaboration, adoption et approbation du budget local

Le budget local est élaboré par le président du conseil de CT, adopté par ledit conseil et approuvé par l'autorité de tutelle après examen par la commission technique d'approbation des budgets de CT.

I.1.1.1 Elaboration du budget des collectivités territoriales

Le processus de l'élaboration du budget de CT est déclenché par la diffusion de la circulaire budgétaire conjointe des ministres chargés des finances et des collectivités territoriales.

La circulaire budgétaire fixe les conditions dans lesquelles se préparent et s'exécutent les budgets des collectivités territoriales pour l'année considérée. Elle contient des indications visant une bonne prévision budgétaire et paraît au plus tard le 30 juin de l'année précédant celle donnant son nom au budget.

A la réception de la circulaire budgétaire, l'ordonnateur convoque une réunion interne en vue de son appropriation et de son exploitation. Une circulaire interne est initiée et adressée aux différentes structures de la collectivité territoriale ainsi que les services partenaires pour encadrer leurs propositions de recettes et de dépenses.

A la réception des propositions des différentes structures, l'ordonnateur convoque la commission technique d'arbitrage du budget qui statue sur celles-ci et arrête l'avant-projet de budget équilibré en recettes et en dépenses.

I.1.1.2 Adoption du budget des collectivités territoriales

Avant le vote du projet de budget de la CT par le conseil de CT, celui-ci est soumis à l'examen de la « Commission des affaires économiques et financières (CAEF) ». Cette commission examine et soumet au conseil, un rapport faisant état de ses principaux constats ainsi que des propositions concrètes facilitant son vote et son adoption.

Après l'étape de la CAEF, le projet de budget est soumis au conseil de CT qui se réunit en session ordinaire dans les conditions définies par les textes législatifs et réglementaires pour son adoption. Le vote du budget se fait toujours à la majorité des conseillers présents.

I.1.1.3 Approbation du budget des collectivités territoriales

Les budgets votés sont transmis à l'autorité de tutelle pour approbation. Dans cette optique, les commissions techniques d'approbation mises en place sont saisies pour l'examen des différents documents budgétaires. Les budgets des CT sont par la suite approuvés conjointement par le Ministre chargé des finances et celui chargé des collectivités territoriales qui peuvent déléguer ce pouvoir à leurs représentants au niveau local.

I.1.2 Exécution du budget local

Le budget d'une CT est constitué des opérations de recettes et de dépenses et son exécution fait appel à des acteurs.

I.1.2.1 Les acteurs chargés de l'exécution du budget

Les acteurs chargés de l'exécution du budget sont principalement les ordonnateurs et les comptables publics.

L'ordonnateur de la commune est le maire, celui de la région est le Président du conseil régional². L'ordonnateur est le principal responsable de l'exécution du budget de la commune ou de la région.

Les ordonnateurs du budget de CT prescrivent l'exécution des recettes et des dépenses de la collectivité territoriale. En effet, ils assurent les opérations administratives d'exécution des budgets (l'engagement et/ou les opérations d'assiettes, les liquidations et les ordonnancements). Outre ces opérations, l'ordonnateur émet les ordres de mouvements affectant les biens et matières de la CT soit par cession ou par nouvelle acquisition.

En fin de gestion, l'ordonnateur élabore le compte administratif qui est soumis à l'organe délibérant en même temps que le compte de gestion du receveur de CT.

Le receveur de CT est le comptable principal de la CT. A ce titre, il assure le recouvrement des recettes, le paiement des dépenses et la tenue de la comptabilité en deniers et valeurs de ces dernières conformément à l'arrêté n°2021-415/MINEFID/SG/DGTCP/DELF du 28 juillet 2021 portant plan comptable des collectivités territoriales du Burkina Faso, entré en vigueur à partir du 1^{er} janvier 2023.

Ce nouveau plan comptable est composé de comptes regroupés par catégories homogènes dénommées classe qui comprennent :

- cinq (5) classes de comptes de bilan numérotées de 1 à 5 ;
- deux (2) classes de comptes de résultat numérotées de 6 à 7 ;
- une (1) classe de comptes des engagements hors bilan et de comptes non budgétaires numérotée 8.

La codification des comptes du plan comptable est fondée sur le principe de la décimalisation.

Chaque classe est subdivisée en comptes identifiés par des codes ou spécifications numériques et établie en fonction des besoins d'informations comptables, l'arborescence et les principes d'élaboration.

² Toutefois, en situation de délégation spéciale, l'ordonnateur est le président de la délégation spéciale.

La codification de base des comptes d'imputation retenue est limitée à quatre (4) chiffres au maximum comme suit :

- les chapitres à deux (2) chiffres ;
- les articles à trois (3) chiffres ;
- les paragraphes à quatre (4) chiffres.

Le plan comptable ne tient pas compte de la nomenclature fonctionnelle.

En tant que comptable principal, le receveur de CT produit un compte de gestion qu'il soumet au juge des comptes.

Outre ces deux principaux acteurs, l'exécution du budget fait intervenir d'autres catégories d'acteurs que sont les acteurs de la Direction générale du contrôle des marchés publics et des engagements financiers (DGCMEF) et de la Direction générale des impôts (DGI), les régisseurs, les comptables des matières, les personnes responsables des marchés et les responsables du service des affaires budgétaires et financières de la CT.

I.1.2.2 Les sources de financement des budgets des collectivités territoriales

En termes de financement, les CT s'appuient principalement sur les recettes propres, les transferts et subventions de l'Etat, les ressources issues des coopérations et les emprunts.

Les CT disposent de recettes propres pour assurer leur fonctionnement et fournir à leurs administrés les services nécessaires. Ces recettes proviennent des impôts et taxes, de l'exploitation des services et du domaine, de revenus divers et des produits de la fiscalité partagée.

En outre, elles bénéficient de transferts de la part de l'Etat à savoir les subventions et dotations liées aux compétences transférées dans le cadre de la décentralisation ainsi que d'autres transferts et subventions (ressources du fonds minier de développement local, dotations globales, subventions, etc.).

Aussi, elles reçoivent des appuis financiers sous forme de subventions et de dotations provenant des PTF, des jumelages, etc.

Les emprunts constituent également un moyen de financement pour le développement des CT. Ils pourraient servir à combler l'insuffisance des ressources au niveau local.

I.1.2.3 La typologie des charges financières des collectivités territoriales

Les charges financières des CT comprennent des dépenses ordinaires ou de fonctionnement et des dépenses extraordinaires ou d'investissement. Les dépenses de fonctionnement ont un caractère

permanent et permettent à la CT de faire face à ses charges et obligations courantes. Les dépenses d'investissement permettent la réalisation des équipements, bâtiments et autres infrastructures, la réhabilitation de ces équipements et infrastructures ainsi que l'acquisition de matériels relatifs à ces travaux.

Les dépenses des CT sont obligatoires ou facultatives. Sont obligatoires pour les CT, les dépenses mises à leur charge par la loi³. Les dépenses obligatoires doivent nécessairement figurer au budget. Elles doivent faire l'objet d'ouverture de crédits suffisants avant qu'il ne soit possible à la CT d'inscrire des dépenses facultatives. Une dépense facultative ne peut être inscrite au budget que lorsqu'elle présente un caractère d'intérêt local.

Les dépenses d'investissement des CT doivent représenter au moins le tiers du montant total des prévisions de dépenses.

I.2 Processus d'élaboration du Tableau des opérations financières des collectivités territoriales

La production du Tableau des opérations financières des collectivités territoriales (TOF-CT) s'inscrit dans le cadre du décret n°2016-602/PRES/PM/MINEFID du 08 juillet 2016 portant tableau des opérations financières de l'Etat (TOFE), opérationnalisé par l'arrêté n°2019-00342/MINEFID/SG/DGTCP/DSOFE du 31 juillet 2019 portant création, composition, attributions et fonctionnement du Comité d'élaboration et de validation des Statistiques de Finances Publiques (COMITE-SFP).

L'année 2018 marque le début effectif de l'élaboration du TOF-CT avec la production d'un TOF-CT expérimental sur la base des données de l'année 2017. Depuis lors, le processus s'est poursuivi et s'est amélioré. A ce jour, une série de TOF-CT portant sur la période 2015 à 2023 est disponible.

I.2.1 Sources des données pour la production du TOF-CT

Le Manuel des Statistiques de Finances Publiques (MSFP) 2014 constitue la référence méthodologique pour l'élaboration du TOF-CT.

La principale source de données utilisée pour l'élaboration du TOF-CT est la balance des comptes⁴ des collectivités territoriales produite par les receveurs des CT. Les budgets, les situations détaillées de recettes et de dépenses ainsi que les états financiers de la gestion de la CT sont

³ Loi n°014-2006/AN du 09 mai 2006 portant détermination des ressources et des charges des collectivités territoriales au Burkina Faso.

⁴ Conformément à l'article 7 du décret n°2016-602/PRES/PM/MINEFID du 08 juillet 2016 portant tableau des opérations financières de l'Etat.

également collectés afin de corriger les éventuelles insuffisances de la balance et de produire le TOF-CT prévisionnel.

I.2.2 Méthodologie d'élaboration du Tableau des opérations financières des collectivités territoriales

Le TOF-CT est directement produit à partir de la base de données par l'intermédiaire d'une table de passage. Cette dernière constitue le nœud central de l'élaboration du TOF-CT. Elle contient une colonne dédiée aux codes du MSFP 2014 selon la nature économique de chaque opération. Ces codes permettent de traduire les opérations comptables de la balance à la nomenclature du Tableau des opérations financières.

Les opérations sont codifiées suivant leur nature économique et le sens de fonctionnement de chaque compte. Cette codification s'est faite sur la base du lexique de la nomenclature budgétaire des CT et des circulaires budgétaires des CT. Elle a été affinée avec l'aide des receveurs de CT et des chefs du service de l'action financière et des chefs du service des CT des Trésoreries régionales à l'occasion des ateliers d'échanges et de renforcement des capacités desdits acteurs sur les statistiques des CT.

Les retraitements dans le TOF-CT concernent essentiellement :

- l'ensemble des opérations qui ne sont pas des transactions au sens du MSFP 2014. Elles ne sont pas codifiées. Il s'agit principalement du compte de report à nouveau, du résultat de fonctionnement, de l'excédent ordinaire capitalisé, du prélèvement sur recettes de fonctionnement ;
- la réaffectation de certaines recettes pour tenir compte des principes du MSFP 2014. En effet, selon le manuel, l'impôt est attribué à l'unité d'administration publique qui exerce le pouvoir de lever l'impôt, fixe et modifie en dernière instance le taux d'imposition. Ainsi, les recettes décidées par l'Etat central mais recouvrées pour le compte des CT sont enregistrées en dons courants provenant des autres administrations publiques dans le TOF-CT ;
- les produits de cessions des éléments du patrimoine. Ils ne sont pas enregistrés comme des recettes mais des diminutions d'actifs non financiers avec en contrepartie une augmentation d'actifs financiers ;
- les annulations de titres de paiement et les versements ne sont pas des recettes mais une réduction des dépenses ;

- les dégrèvements et restitutions sur impôts ainsi que les remboursements de trop perçu constituent des diminutions de recettes et non des dépenses ;
- les titres de paiement atteints par la déchéance quadriennale sont enregistrés en recettes ;
- les subventions ainsi que les transferts reçus de la part de l'Etat par les CT pour leur fonctionnement sont enregistrés en dons courants ;
- les subventions ainsi que les transferts reçus de la part de l'Etat par les CT pour l'investissement sont enregistrés en dons en capital ;
- les emprunts ne constituent pas des recettes mais des augmentations de passifs

CHAPITRE II : RECETTES DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Les ressources des Collectivités territoriales (CT) sont régies par la loi 014-2006/AN du 09 mai 2006 portant détermination des ressources et des charges des CT au Burkina Faso. Ces ressources comprennent l'ensemble des moyens dont disposent les CT en vue de faire face à leurs dépenses de fonctionnement et d'investissement. Elles sont constituées des recettes ordinaires ou de fonctionnement et des recettes extraordinaires ou d'investissement. Elles peuvent également être regroupées en ressources internes et en ressources externes.

Les ressources internes de fonctionnement comprennent les ventes de produits et services, les recettes fiscales dont la fiscalité partagée, les recettes non fiscales, les produits financiers et produits assimilés ainsi que les recettes exceptionnelles tandis que celles d'investissements sont essentiellement constituées de l'excédent de fonctionnement capitalisé et des différences sur réalisation des biens meubles et immeubles.

Les ressources externes de fonctionnement sont constituées des dotations liées aux compétences transférées, des dotations globales de fonctionnement (DGF), des subventions, transferts, dons et legs ainsi que les fonds de concours.

Concernant les ressources externes d'investissement, elles comprennent les fonds de concours, les dons et legs en capital, les subventions, les emprunts, les revenus des prises de participations, dépôts et cautionnement reçus et les dotations dont la dotation globale d'équipement (DGE). Les subventions sont composées essentiellement des dotations liées aux compétences transférées, des ressources du Fonds minier de développement local (FMDL), des ressources issues des instruments de financement décentralisé tels que l'Agence nationale d'appui au développement des collectivités territoriales (ADCT), le Programme national de développement rural productif (PNDRP) et le Programme d'appui aux collectivités territoriales (PACT).

II.1. Aperçu général des recettes des collectivités territoriales

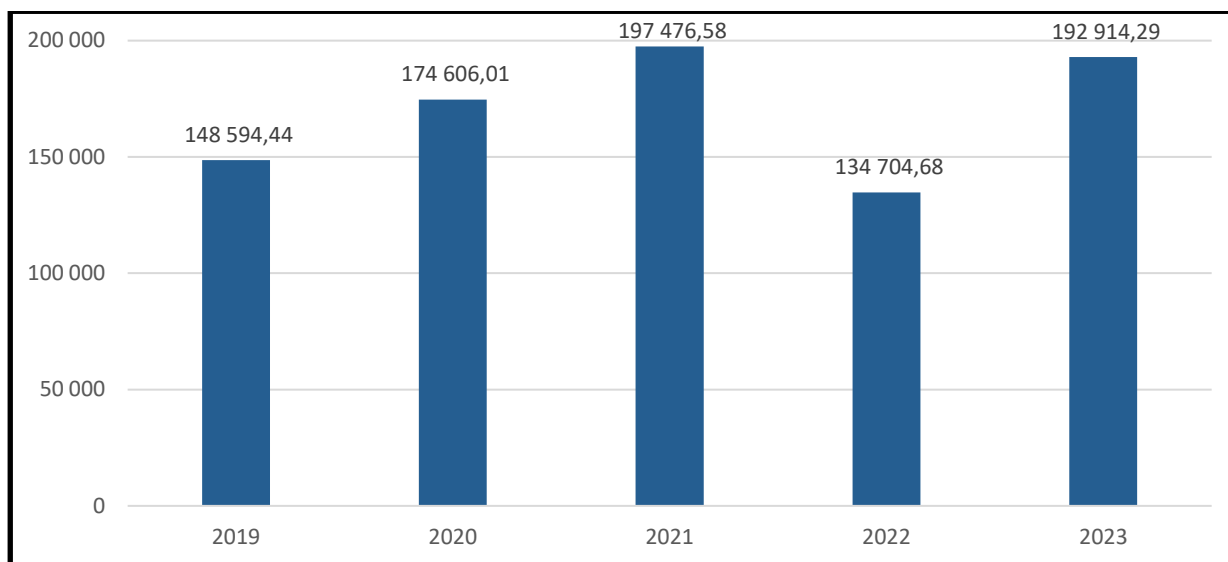
Au cours de la période sous revue, les recettes mobilisées au profit des budgets des collectivités territoriales sont passées de 148 594,44 millions de FCFA en 2019 à 192 914,29 millions de FCFA en 2023, soit un taux d'accroissement annuel moyen de 6,74%. Aussi, elles enregistrent un accroissement continu sur la période 2019-2021 avec un taux d'accroissement annuel moyen de l'ordre de 15,28%. Cette augmentation peut être attribuée au FMDL et aux ressources transférées. Toutefois, elles connaissent une baisse de 31,79% entre 2021 et 2022, due entre autres :

- à la persistance de la crise sécuritaire ;
- au non-transfert des ressources du FMDL en 2022 ;

- et à la crise socio-politique qui a occasionné la dissolution des conseils de CT et la mise en place tardive des délégations spéciales.

Entre 2022 et 2023, les recettes mobilisées ont connu une augmentation de 43,21% due essentiellement au reversement des ressources du FMDL de 2022, intervenu en 2023.

GRAPHIQUE 1 : EVOLUTION DES RECETTES GLOBALES DES CT (EN MILLIONS DE FCFA)



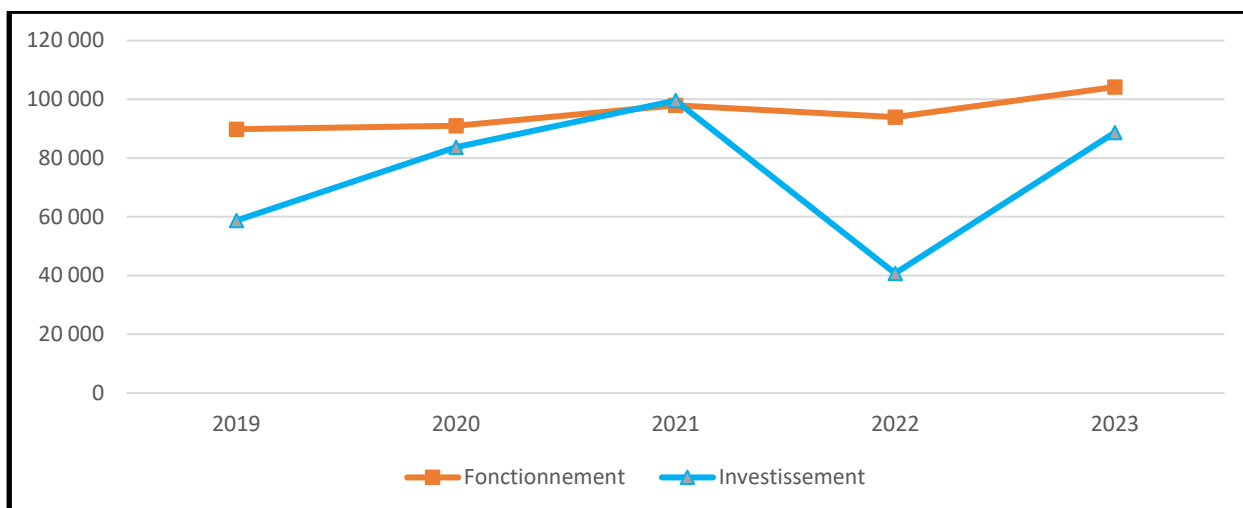
Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

II.1.1 Analyse comparative des recettes par section

L'analyse des recettes de la section de fonctionnement fait ressortir un taux de croissance annuel moyen de 3,77%. Les recettes de la section d'investissement connaissent également une hausse en moyenne annuelle de 10,86% sur la période avec toutefois une baisse de 22,57% entre 2021 et 2022.

L'analyse de la structure des recettes totales montre que la part des recettes de fonctionnement est supérieure à celle des recettes d'investissement. En effet, sur la période sous revue, la part des recettes de fonctionnement est de 56,21%. Toutefois, la part des recettes d'investissement représente 50,42% des recettes globales en 2021.

GRAPHIQUE 2 : EVOLUTION DES RECETTES GLOBALES DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT DES CT (EN MILLIONS DE FCFA)



Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

II.1.2 Analyse des recettes de fonctionnement des collectivités territoriales

Les recettes de fonctionnement des CT sont passées de 89 839,66 millions de FCFA en 2019 à 104 181,54 millions de FCFA en 2023, soit un taux d'accroissement annuel moyen de 3,77%. Le poids moyen des ressources internes (ressources propres) entre 2019 et 2023 est de 66,12% tandis que celui des ressources externes est de 33,88%.

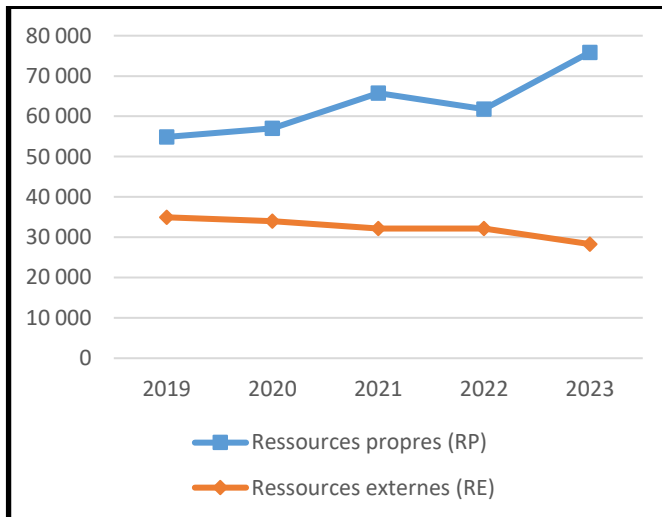
Les recettes propres sont passées de 54 887,34 millions de FCFA en 2019 à 75 875,01 millions de FCFA en 2023, soit un taux d'accroissement annuel moyen de 8,43% avec cependant une baisse de 6,00% entre 2021 et 2022. Cet accroissement est expliqué principalement par une hausse, en moyenne annuelle, des recettes fiscales de 9,04% pour atteindre 57 999,86 millions de FCFA en 2023, des recettes non fiscales de 6,72% atteignant 13 332,18 millions de FCFA en 2023, des recettes exceptionnelles de 7,23% avec un niveau de 1 908,27 millions de FCFA en 2023.

En 2023, les recettes propres sont constituées essentiellement des recettes fiscales (76,44%), des recettes non fiscales (17,57%) et des ventes de produits et services (3,31%).

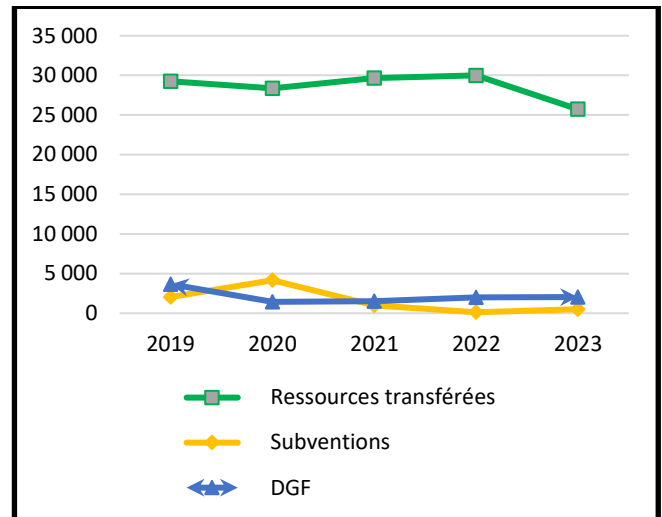
S'agissant des recettes externes, elles ont connu une baisse annuelle moyenne de 5,14% passant de 34 952,32 millions de FCFA en 2019 à 28 306,53 millions de FCFA en 2023. Cette baisse est imputable essentiellement à celle des subventions qui ont enregistré une diminution annuelle moyenne de 28,78% due au reclassement de la Taxe sur les produits pétroliers (TPP) dans les ressources propres.

L'analyse de la structure des ressources externes en 2023 montre que les dotations liées aux compétences transférées représentent 90,86% des ressources externes suivies de la DGF (7,16%) et des subventions (1,84%).

GRAPHIQUE 3 : EVOLUTION DES RECETTES GLOBALES DE FONCTIONNEMENT DES CT (EN MILLIONS DE FCFA)



GRAPHIQUE 4 : EVOLUTION DES PRINCIPALES RESSOURCES EXTERNES DE FONCTIONNEMENT DES CT (EN MILLIONS DE FCFA)



Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

II.1.3 Analyse des recettes d'investissement des CT

Les recettes d'investissement des CT passent de 58 754,78 millions de FCFA en 2019 à 88 732,75 millions de FCFA en 2023, soit une hausse en moyenne annuelle de 10,86%.

La principale recette propre d'investissement des CT est le prélèvement (99,98% en poids moyen) qui passe de 18 301,99 millions de FCFA en 2019 à 19 909,95 millions de FCFA en 2023, soit un taux d'accroissement annuel moyen de 2,13%.

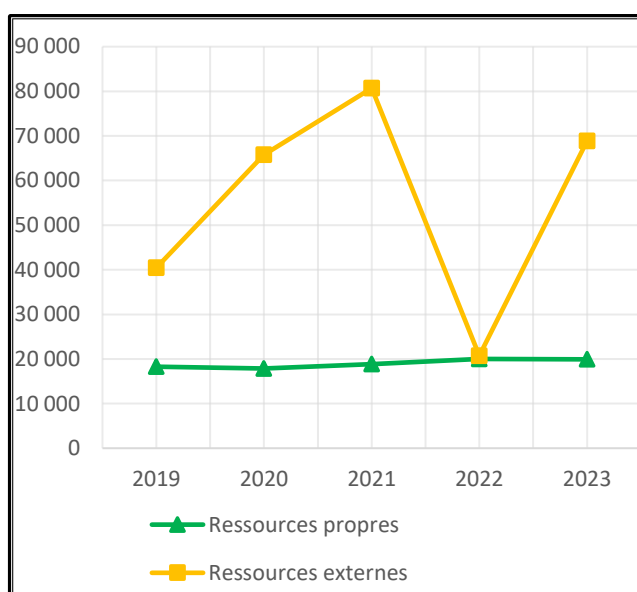
S'agissant des recettes externes d'investissement, elles sont passées de 40 452,79 millions de FCFA en 2019 à 68 822,80 millions de FCFA en 2023, soit une hausse annuelle moyenne de 14,21%. Cependant, par rapport à 2021, il est enregistré en 2022 une baisse drastique de 74,29% des recettes externes d'investissement. Cette régression s'explique par le non-transfert des ressources du Fonds minier de développement local (FMDL) en 2022 ainsi que la baisse des ressources des instruments de financement décentralisé.

Au cours de la période sous revue, les recettes externes d'investissement représentent 74,43% des recettes totales d'investissement.

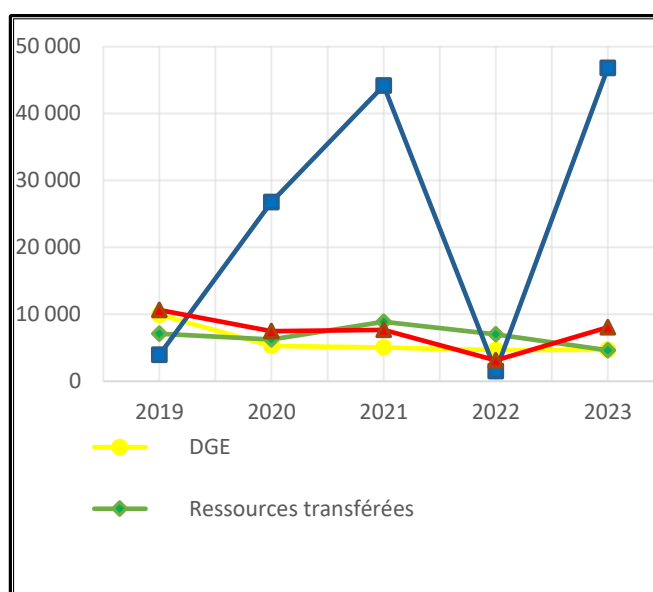
Cet état de fait interpelle les acteurs sur leurs rôles en matière de mobilisation des recettes propres pour le financement des investissements des CT à travers entre autres :

- le renforcement des capacités opérationnelles des structures en charge du recouvrement (effectifs des agents en charge du recouvrement, mise à disposition des moyens adéquats, etc.) ;
- la forte implication des membres de la délégation spéciale ainsi que de la société civile ;
- l'utilisation des moyens de paiement électroniques qui nécessiterait une relecture du dispositif réglementaire. En effet, les difficultés d'accès à certaines localités dues à l'insécurité justifient la nécessité de la modernisation des moyens de paiement.

GRAPHIQUE 5 : EVOLUTION DES RECETTES GLOBALES D'INVESTISSEMENT DES CT (EN MILLIONS DE FCFA)



GRAPHIQUE 6: EVOLUTION DES PRINCIPALES RESSOURCES EXTERNES D'INVESTISSEMENT DES CT (EN MILLIONS DE FCFA)

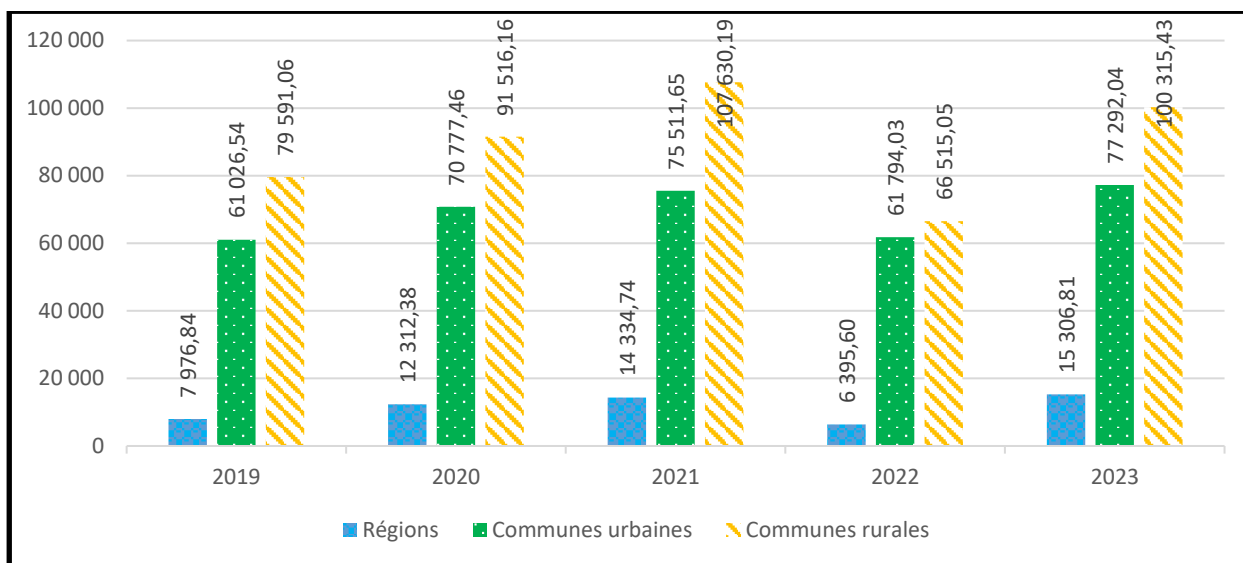


Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

II.2. Analyse des recettes par type de collectivités territoriales

Les recettes des communes rurales représentent un poids moyen de 52,53% de l'ensemble des recettes au cours de la période, suivies des communes urbaines avec 40,84%. Les régions ferment la marche avec un poids moyen de 6,64%.

GRAPHIQUE 7 : EVOLUTION DES RECETTES PAR TYPE DE COLLECTIVITES TERRITORIALES (EN MILLIONS DE FCFA)

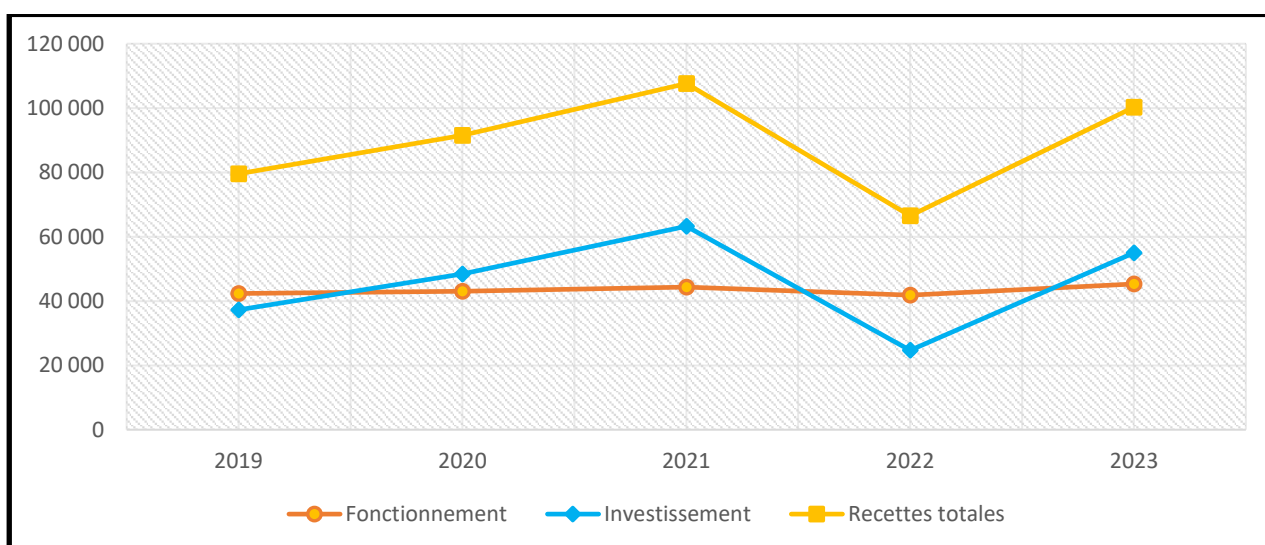


Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

II.2.1 Analyse des recettes des communes rurales

Les recettes totales des communes rurales enregistrent une hausse annuelle moyenne de 5,96% de 2019 à 2023, passant de 79 591,06 millions de FCFA à 100 315,43 millions de FCFA. Après avoir observé une tendance haussière entre 2019 et 2021, les recettes totales des communes rurales affichent une baisse de 38,2% en 2022 avant d'augmenter de 50,82% en 2023. Cette évolution est imprimée par celle des recettes d'investissement avec un taux d'accroissement annuel moyen de 10,22%, les recettes de fonctionnement ne s'étant accrues que de 1,72%.

GRAPHIQUE 8 : EVOLUTION DES RECETTES GLOBALES DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT DES COMMUNES RURALES (EN MILLIONS DE FCFA)



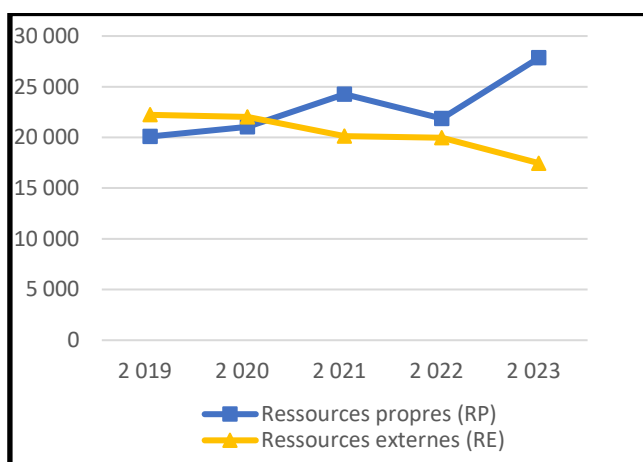
Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

II.2.1.1 Analyse des recettes de fonctionnement

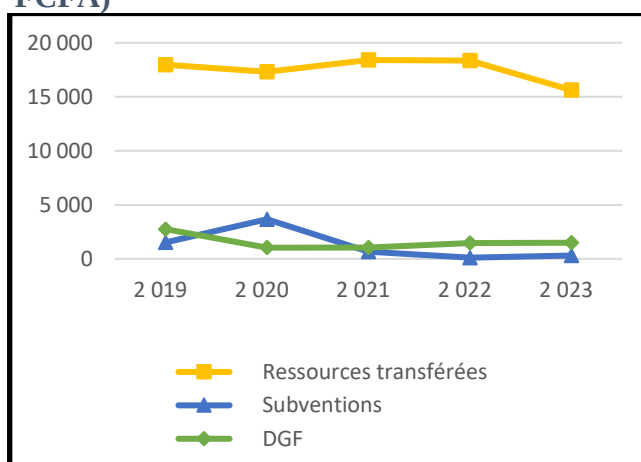
Les recettes de fonctionnement des communes rurales passent de 42 322,10 millions de FCFA en 2019 à 45 310,52 millions de FCFA en 2023, soit un taux d'accroissement annuel moyen de 1,72%. Les recettes propres de fonctionnement affichent un taux d'accroissement annuel moyen de 8,50% tandis que les ressources externes de fonctionnement observent une baisse annuelle moyenne 5,86%.

Au cours de la période sous revue, la proportion annuelle moyenne des ressources propres représente 53,07% et celle des ressources externes est de 46,93%. En 2019 et 2020, les poids moyens des ressources propres sont respectivement de 47,48% et 48,85%.

GRAPHIQUE 9 : EVOLUTION DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DES COMMUNES RURALES (EN MILLIONS DE FCFA)



GRAPHIQUE 10 : EVOLUTION DES PRINCIPALES RESSOURCES EXTERNES DE FONCTIONNEMENT DES COMMUNES RURALES (EN MILLIONS DE FCFA)



Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

II.2.1.2 Analyse des recettes d'investissement

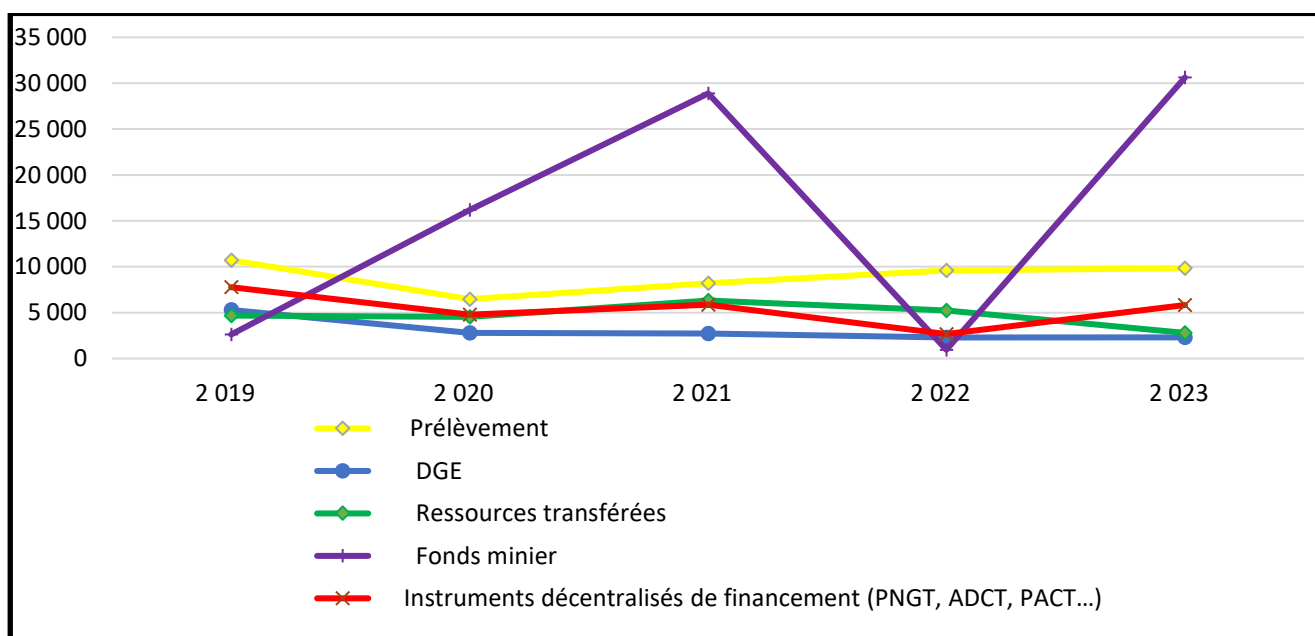
Les recettes d'investissement des communes rurales passent de 37 268,96 millions de FCFA en 2019 à 55 004,92 millions de FCFA en 2023, soit une hausse annuelle moyenne de 10,22%. Cependant, par rapport à 2021, ces recettes enregistrent une baisse de 60,97% en 2022 avant d'augmenter de 122,84% en 2023. Cette baisse est due au non-transfert des ressources du FMDL.

Les recettes propres d'investissement proviennent essentiellement des prélèvements avec un poids moyen de 99,97%, passant de 10 716,65 millions de FCFA en 2019 à 9 824,52 millions de FCFA en 2023, soit une régression annuelle moyenne de 2,15%. Toutefois, après une forte baisse de 39,61% en 2020, les recettes propres d'investissement connaissent une augmentation continue sur la période 2021-2023 avec un taux d'accroissement moyen annuel de 9,50%. La baisse des prélèvements entre 2019 et 2020 pourrait s'expliquer principalement par :

- les dispositions de la circulaire N°2020-1082/MINEFID/MATDC du 29 avril 2020 portant mesures de rationalisation de la gestion budgétaire 2020 des collectivités territoriales face au COVID-19 suspendant l'obligation d'opérer le prélèvement de 20% sur les recettes propres en 2020 (138 communes rurales n'ont pas opéré de prélèvement) ;
- les effets dus à la crise sécuritaire qui impactent négativement le recouvrement des recettes.

Les ressources externes d'investissement passent de 26 552,32 millions de FCFA en 2019 à 45 180,39 millions de FCFA en 2023, soit une progression annuelle moyenne de 14,21%. Toutefois, elles observent en 2022, par rapport à 2021, une régression de 72,58%. Cette régression est imputable principalement à la baisse des ressources du FMDL (-96,69%) et des instruments décentralisés de financement (-54,56%).

GRAPHIQUE 11 : ANALYSE DES PRINCIPALES RECETTES D'INVESTISSEMENT DES COMMUNES RURALES (EN MILLIONS DE FCFA)



Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

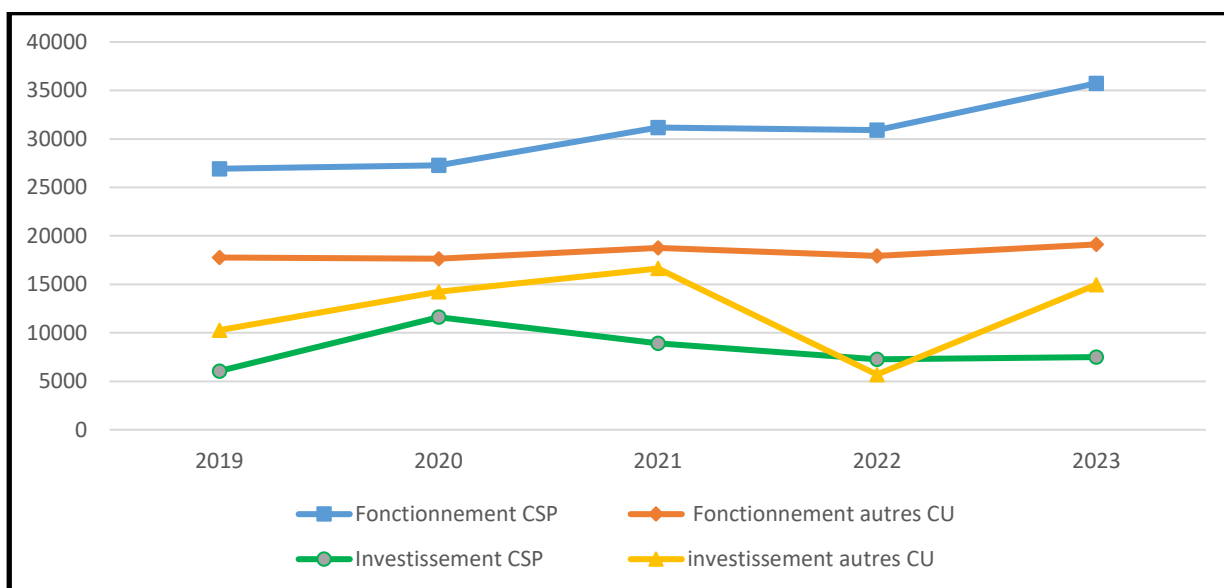
II.2.2 Analyse des recettes des communes urbaines

Les recettes totales des communes urbaines passent de 61 026,54 millions de FCFA en 2019 à 77 292,04 millions de FCFA en 2023, soit un taux de progression annuel moyen de 6,09%. Les deux (02) communes à statut particulier (CSP), à savoir Ouagadougou et Bobo-Dioulasso, mobilisent chaque année plus de 50% des recettes totales des quarante-neuf (49) communes urbaines et la commune de Ouagadougou, à elle seule, mobilise une proportion annuelle moyenne de 44,43% au cours de la période.

Les recettes de fonctionnement des communes urbaines représentent en moyenne 70,23% de leurs recettes totales mobilisées avec un accroissement annuel moyen de 5,24%. Quant aux recettes

d'investissement, elles représentent 29,77% des recettes totales avec un taux d'accroissement annuel moyen de 8,30%.

GRAPHIQUE 12 : EVOLUTION GLOBAL DES RECETTES DES COMMUNES URBAINES (EN MILLIONS DE FCFA)



Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

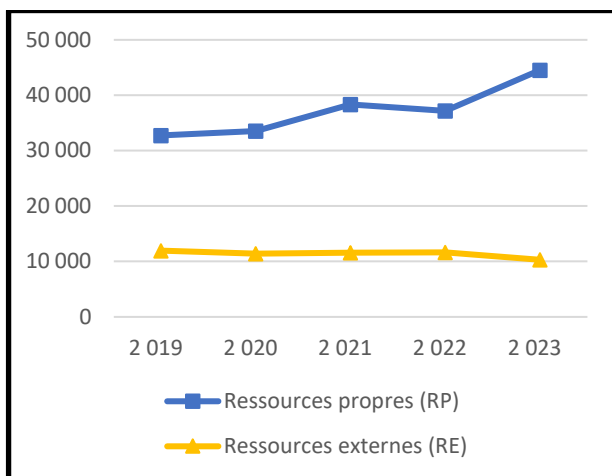
II.2.2.1 Analyse des recettes de fonctionnement

Les recettes de fonctionnement des communes urbaines sont passées de 44 710,61 millions de FCFA en 2019 à 54 850,82 millions de FCFA en 2023, soit un taux d'accroissement annuel moyen de 5,24%. Sur la période, les recettes propres de fonctionnement des CU représentent 76,60% des recettes de fonctionnement contre 23,40% pour les ressources externes de fonctionnement. Cette prédominance des recettes propres pourrait être renforcée au regard des potentialités fiscales et non fiscales dont disposent ces CT, notamment les CSP.

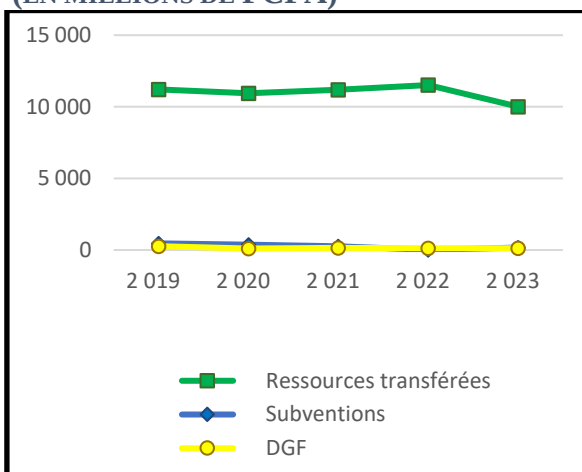
Les recettes propres de fonctionnement affichent un taux d'accroissement annuel moyen de 7,99%, passant de 32 750,88 millions de FCFA en 2019 à 44 542,11 millions de FCFA en 2023. Quant aux ressources externes de fonctionnement, elles enregistrent une baisse annuelle moyenne de 3,65% sur la période.

Les ressources transférées, représentant 96,37% des recettes externes de fonctionnement, sont passées de 11 217,67 millions en 2019 à 10 012,07 millions de FCFA en 2023, soit une baisse annuelle moyenne de 2,80%.

GRAPHIQUE 13 : EVOLUTION DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DES COMMUNES URBAINES (EN MILLIONS DE FCFA)



GRAPHIQUE 14 : EVOLUTION DES PRINCIPALES RESSOURCES EXTERNES DE FONCTIONNEMENT DES COMMUNES URBAINES (EN MILLIONS DE FCFA)



Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

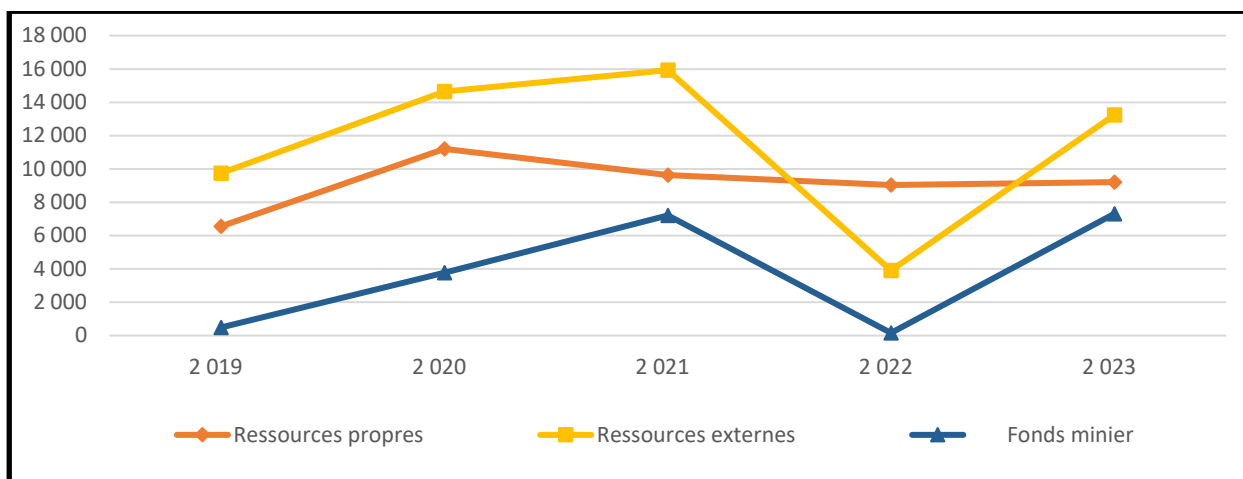
II.2.2.2 Analyse des recettes d'investissement

Sur la période 2019-2023, les recettes d'investissement des communes urbaines passent de 16 315,93 millions de FCFA à 22 441,22 millions de FCFA, soit un taux d'accroissement annuel moyen de 8,30%. Cet accroissement tire sa source tant des ressources propres que des ressources externes. En effet, de 6 560,49 millions de FCFA en 2019, les ressources propres d'investissement passent à 9 200,63 millions de FCFA en 2023, soit une progression annuelle moyenne de 8,82%. Quant aux ressources externes d'investissement, elles passent de 9 755,44 millions de FCFA en 2019 à 13 240,59 millions de FCFA en 2023, soit un taux d'accroissement annuel moyen de 7,94%. Elles représentent 55,75% des recettes d'investissement des communes urbaines.

Ces ressources externes d'investissement dominent les ressources propres au cours de la période à l'exception de 2022. La prédominance des ressources propres en 2022 se justifie par le non-transfert des ressources du FMDL. Toutefois, un montant de 158,90 millions de FCFA dû à des régularisations comptables a été enregistré.

Les ressources du FMDL sont passées de 493,58 millions de FCFA en 2019 à 7 313,76 millions de FCFA en 2023, soit un taux d'accroissement annuel moyen de 96,20%.

GRAPHIQUE 15 : EVOLUTION DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DES COMMUNES URBAINES (EN MILLIONS DE FCFA)



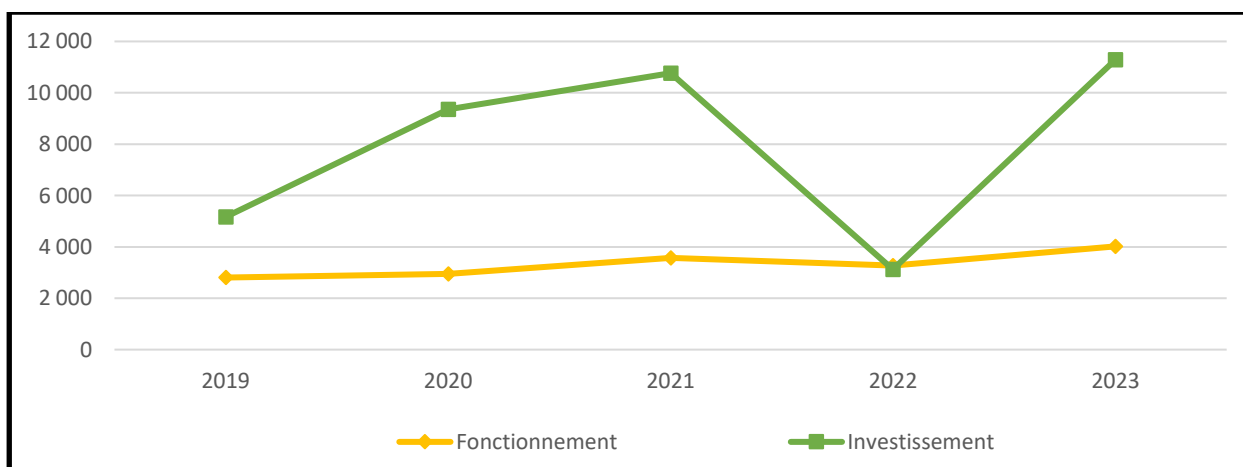
Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

II.2.3 Analyse des recettes des régions

Les recettes totales des régions passent de 7 976,84 millions de FCFA en 2019 à 15 306,81 millions de FCFA en 2023, soit une hausse annuelle moyenne de 17,70%. Cependant, en 2022, les recettes totales des régions ont enregistré une baisse de 55,38% par rapport à 2021, consécutive à celle des recettes d'investissement (-70,97%). La baisse des recettes d'investissement est expliquée par le non-transfert des ressources du FMDL.

Les recettes d'investissement dominent les recettes de fonctionnement avec des proportions annuelles moyennes respectives de 70,48% et de 29,52% sur la période. Cette situation s'explique par la faiblesse des recettes fiscales des régions qui reposent essentiellement sur l'assiette fiscale des communes et du taux de répartition des recettes fiscales entre les communes et les régions.

GRAPHIQUE 16 : EVOLUTION DES RECETTES GLOBALES DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT DES REGIONS (EN MILLIONS DE FCFA)



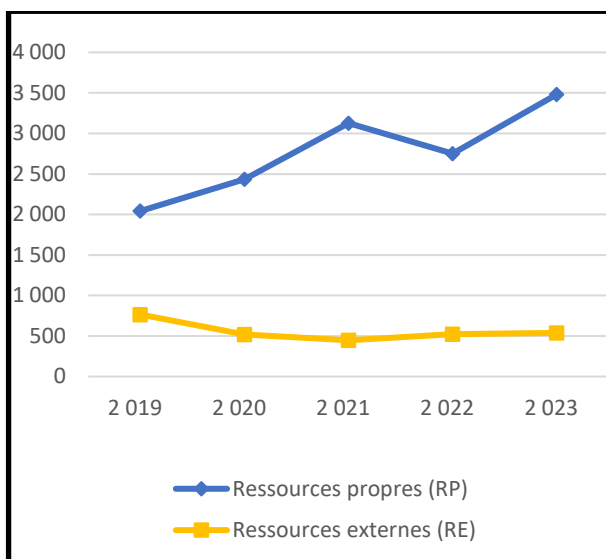
Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

II.2.3.1 Analyse des recettes de fonctionnement

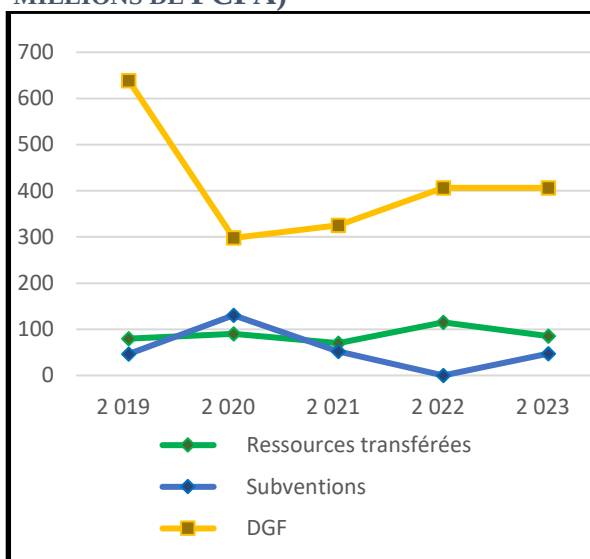
Les recettes de fonctionnement des régions affichent une tendance haussière de 2019 à 2023, passant de 2 806,95 millions de FCFA à 4 020,20 millions de FCFA avec un taux d'accroissement annuel moyen de 9,40%. Ce taux est porté par l'accroissement des ressources propres de 14,26% en moyenne annuelle, les recettes externes ayant baissé en moyenne annuelle de 8,38%.

Les recettes de fonctionnement sont largement dominées par les ressources propres avec un poids moyen de 83,22%. Les recettes propres de fonctionnement sont constituées majoritairement des recettes issues de la répartition des impôts et taxes entre les communes et les régions.

GRAPHIQUE 17 : EVOLUTION DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DES REGIONS (EN MILLIONS DE FCFA)



GRAPHIQUE 18 : EVOLUTION DES PRINCIPALES RESSOURCES EXTERNES DE FONCTIONNEMENT DES REGIONS (EN MILLIONS DE FCFA)



Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

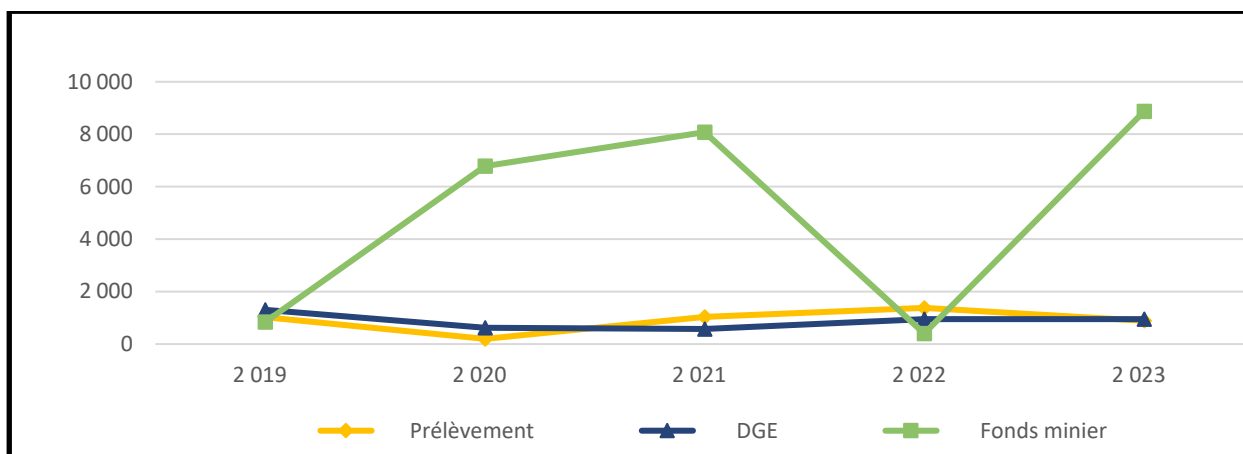
II.2.3.2 Analyse des recettes d'investissement

Les recettes d'investissement des régions passent de 5 169,89 millions de FCFA en 2019 à 11 286,61 millions de FCFA en 2023, soit une progression moyenne annuelle de 21,55%.

Les ressources du FMDL constituent la première source de financement des investissements avec une part relative de l'ordre de 62,94%, suivies du prélèvement et de la DGE avec des poids moyens respectifs de 11,41% et 11,07%.

Le prélèvement a évolué de manière erratique, passant de 1 024,85 millions de FCFA en 2019 à 884,80 millions de FCFA en 2023.

GRAPHIQUE 19 : EVOLUTION DES PRINCIPALES RECETTES D'INVESTISSEMENT DES REGIONS (EN MILLIONS DE FCFA)



Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

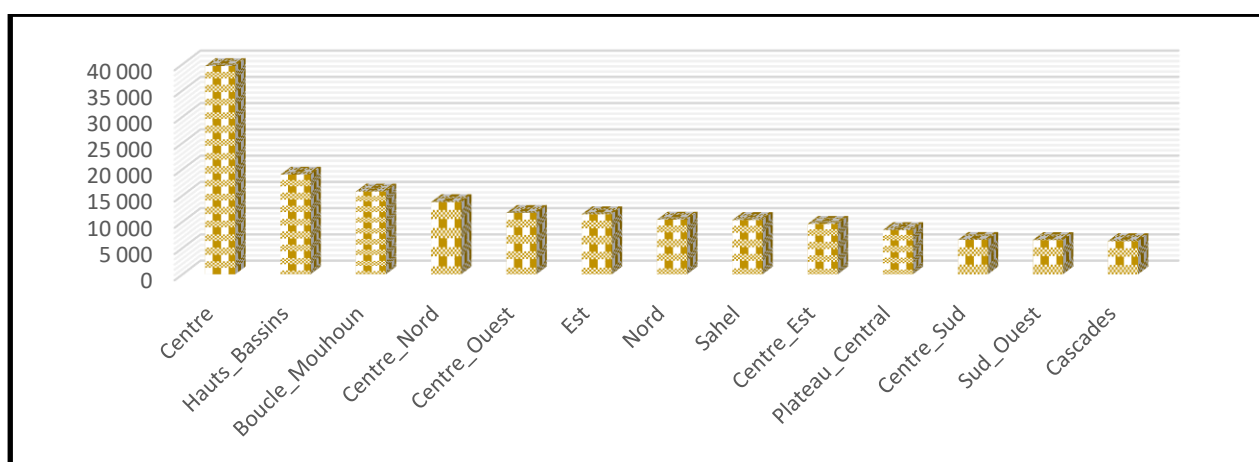
Au regard de l'importance des ressources du FMDL dans le financement des investissements des collectivités territoriales, l'Etat devrait prendre les mesures nécessaires au renforcement de la maîtrise d'ouvrage au niveau des CT.

II.3. Analyse des recettes des CT par région administrative

Sur la période sous revue, les moyennes annuelles des recettes des régions administratives montrent que la région du Centre vient en première position avec un volume moyen de recettes mobilisées de 39 660,63 millions de FCFA suivie de la région des Hauts-Bassins avec 18 991,47 millions de FCFA. La région des Cascades vient en dernière position avec 6 339,11 millions de FCFA.

En termes d'accroissement des recettes, la région des Cascades vient en première position avec un taux d'accroissement annuel moyen de 17,58% suivie de la région du Plateau Central (+15,02%) et de la région du Sahel (+12,13%) sur la période sous revue. Cependant, les recettes des régions du Centre-Nord et de l'Est enregistrent des régressions moyennes annuelles de respectives de 0,28% et 3,99%.

GRAPHIQUE 20 : RECETTES MOYENNES DES CT PAR REGION ADMINISTRATIVE (EN MILLIONS DE FCFA)



Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

II.4. Analyse de la typologie des communes selon les critères du Code général des collectivités territoriales

Le Code général des collectivités territoriales (CGCT) dispose en son article 13 modifié par la loi 065-2009/AN du 21 décembre 2009 que la création, la dénomination, le découpage, la détermination du chef-lieu, la suppression, la fusion ou la scission, l'organisation et le fonctionnement de la collectivité territoriale, ainsi que le régime électoral applicable, sont déterminés par la loi.

Des dispositions du CGCT, il ressort que les communes du Burkina Faso sont classifiées en commune urbaine, commune urbaine à statut particulier et commune rurale en fonction des critères liés à la population et aux ressources propres.

La commune urbaine⁵ est une entité territoriale comprenant au moins une agglomération permanente de **vingt-cinq mille (25 000) habitants** et dont les activités économiques permettent de générer des ressources budgétaires propres annuelles d'au moins **vingt-cinq millions (25 000 000) de FCFA**.

La commune urbaine peut être érigée en **commune à statut particulier⁶** lorsque l'agglomération principale atteint une population d'au moins **quatre cent mille (400 000) habitants** et mène des activités économiques permettant de générer des ressources budgétaires propres annuelles d'au moins **un milliard (1 000 000 000) de FCFA**.

⁵ Article 19 du CGCT

⁶ Article 23 du CGCT

La commune rurale⁷ est un regroupement de villages qui a une population d'au moins **cinq mille (5 000) habitants** et dont les activités économiques permettent de générer des ressources budgétaires propres annuelles d'au moins **cinq millions (5 000 000) de FCFA**.

Au regard des critères ci-dessus définis, il ressort de l'analyse des données financières des CT sur la période 2019-2023 que :

- aucune autre commune urbaine n'a rempli les conditions d'une commune urbaine à statut particulier ;
- une (01) commune urbaine, en l'occurrence Gayéri, n'a pas rempli la condition du critère des ressources propres en 2019 nonobstant son statut de chef-lieu de province (Tableau 12) ;
- quatre (04) communes rurales n'ont pas rempli les conditions du critère des ressources propres d'une commune rurale (Tableau 13) ;
- deux cent quarante-cinq (245) communes rurales ont rempli les conditions d'une commune urbaine (Tableau 14).

Toutefois, la situation de la plupart des CT ne remplissant pas les critères définis par le CGCT trouve son explication dans le contexte sécuritaire du pays qui handicape le recouvrement des recettes des CT. En effet, il convient de noter que ces communes sont dans des zones à forts défis sécuritaire où le fonctionnement des services chargés du recouvrement est moins fonctionnel ou quasi inexistant.

Au regard de ce qui précède, il sied de :

- ✓ **respecter les critères de classification des communes tels que définis par le CGCT ;**
- ✓ **redéfinir les critères de classification des CT ;**
- ✓ **préciser les conditions de création, de reclassement, de déclassement, de suppression, de fusion et de scission des communes sans occulter la périodicité et les cas de force majeure.**

⁷ Article 27 du CGCT

CHAPITRE III : DÉPENSES DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Les dépenses des CT sont financées par les ressources mobilisées. Ces dépenses servent à la mise en œuvre des plans régionaux et communaux de développement. Elles participent à l'autonomisation des CT et à l'amélioration des conditions de vie des populations. Les dépenses effectuées par les différents types de collectivités territoriales sont constituées de dépenses de fonctionnement et d'investissement. L'importance des dépenses varie suivant le type des collectivités territoriales et selon la région administrative.

III.1 Analyse des dépenses globales des collectivités territoriales

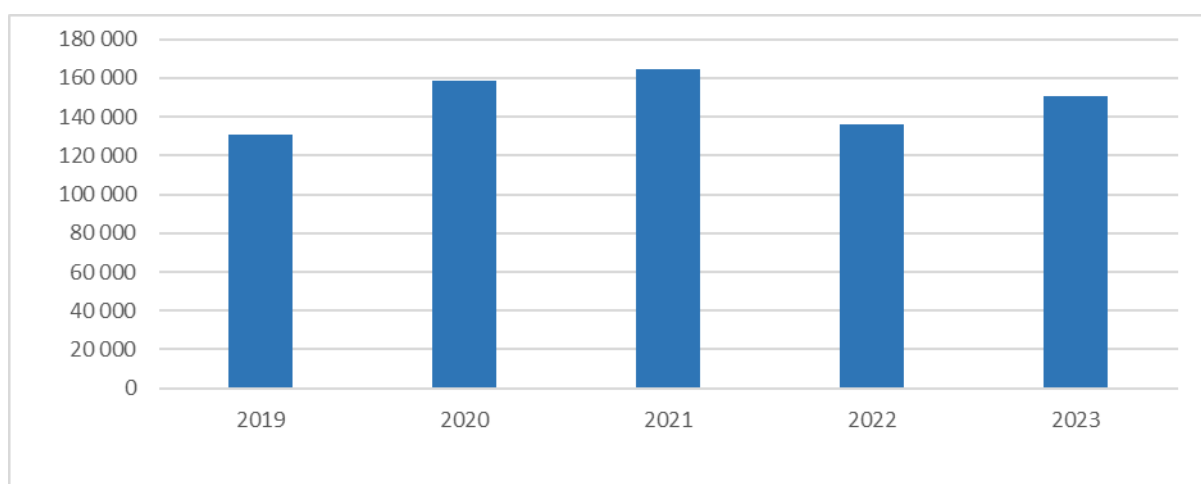
Les dépenses des collectivités territoriales évoluent de façon erratique sur la période 2019-2023, passant de 130 668,73 millions de FCFA à 150 752,09 millions de FCFA, avec une progression moyenne de 3,64% par an. En effet, elles enregistrent une hausse moyenne annuelle de 12,13% sur la période 2019-2021, suivie d'une baisse de 17,14% en 2022 et d'une reprise de 10,73% en 2023. La hausse continue des dépenses sur la période 2019-2021 est due à la mise en œuvre de l'article 25 de la loi N°036-2015/CNT portant code minier au Burkina Faso et du décret N°2017-0024/PRES/PM/MEMC/MINEFID/MATDSI portant organisation, fonctionnement et modalités de perception du Fonds minier de développement local (FMDL).

La baisse de 2022 est imputable aux dépenses d'investissement (-35,14%). Cette contraction des investissements s'explique entre autres par l'instabilité institutionnelle engendrant l'absence momentanée d'ordonnateurs et la suspension temporaire des dépenses d'investissements⁸, la persistance de la situation sécuritaire ainsi que le non-transfert des ressources provenant du FMDL et de l'Agence nationale d'appui au développement des collectivités territoriales (ADCT).

La hausse des dépenses en 2023 est liée à l'emploi des ressources du FMDL du deuxième semestre de l'année 2021 et du premier semestre de l'année 2022 qui devrait normalement intervenir en 2022.

⁸ Circulaire n°2022-00395/MEFP/SG/DGDT du 15 février 2022 portant précision sur les orientations pour la gestion budgétaire et financière 2022 dans le cadre de l'expédition des affaires courantes.
Circulaire n°2022-00625/MEFP/SG/DGDT du 06 mai 2022 portant modification de la circulaire n°2022-00395/MEFP/SG/DGDT du 15 février 2022.

GRAPHIQUE 21 : EVOLUTION DES DEPENSES DES COLLECTIVITES TERRITORIALES (EN MILLIONS DE FCFA)



Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

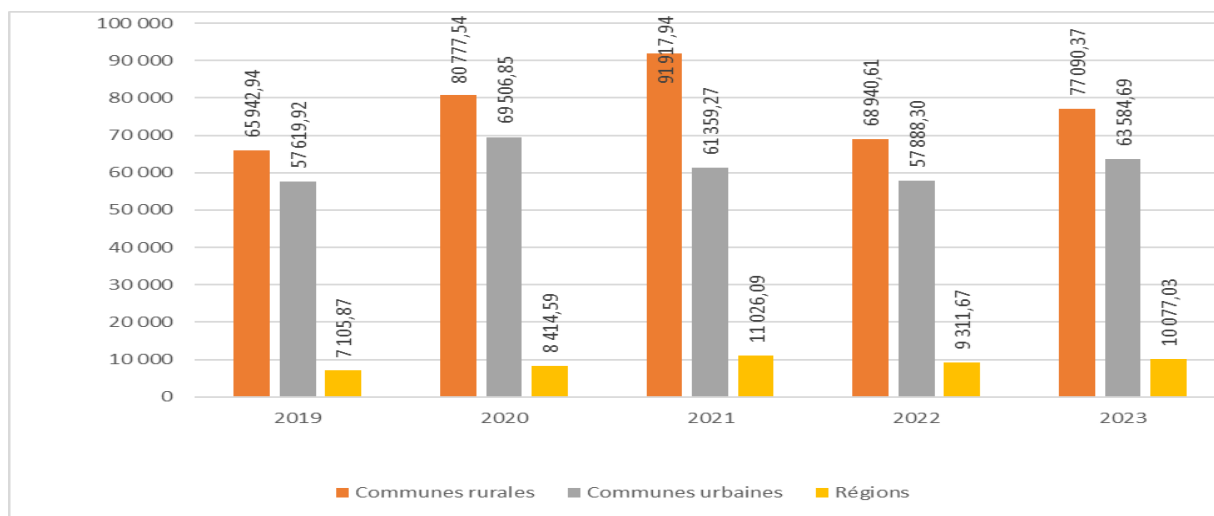
Les dépenses sont constituées en moyenne de 58,78% de dépenses de fonctionnement et de 41,22% de dépenses d'investissement. Par type de collectivités territoriales, il est noté une prédominance des dépenses des communes rurales (51,82%), suivies de celles des communes urbaines (41,99%) et des régions (6,20%).

Les dépenses des communes rurales évoluent de façon erratique et en hausse sur la période 2019-2023. En effet, de 65 942,94 millions de FCFA en 2019, elles enregistrent une hausse moyenne annuelle de 18,06% sur la période 2019-2021, suivie d'une baisse en 2022 de 25,00% puis d'une nouvelle hausse de 11,82% entre 2022 et 2023 pour atteindre 77 090,37 millions de FCFA

En ce qui concerne les communes urbaines, leurs dépenses se situent en moyenne à 61 593,58 millions de FCFA par an. Toutefois, en 2020 elles ont atteint 69 506,85 millions de FCFA. En 2023, les dépenses des communes urbaines se sont accrues de 9,84% par rapport à 2022 pour s'établir à 63 584,69 millions de FCFA.

Quant aux dépenses des régions, elles augmentent de 9,13% en moyenne annuelle sur la période sous revue. Toutefois, l'année 2022 enregistre une baisse de 17,14% par rapport à 2021 pour se situer à 9 311,67 millions de FCFA.

GRAPHIQUE 22 : EVOLUTION DES DEPENSES PAR TYPE DE COLLECTIVITES TERRITORIALES (EN MILLIONS DE FCFA)



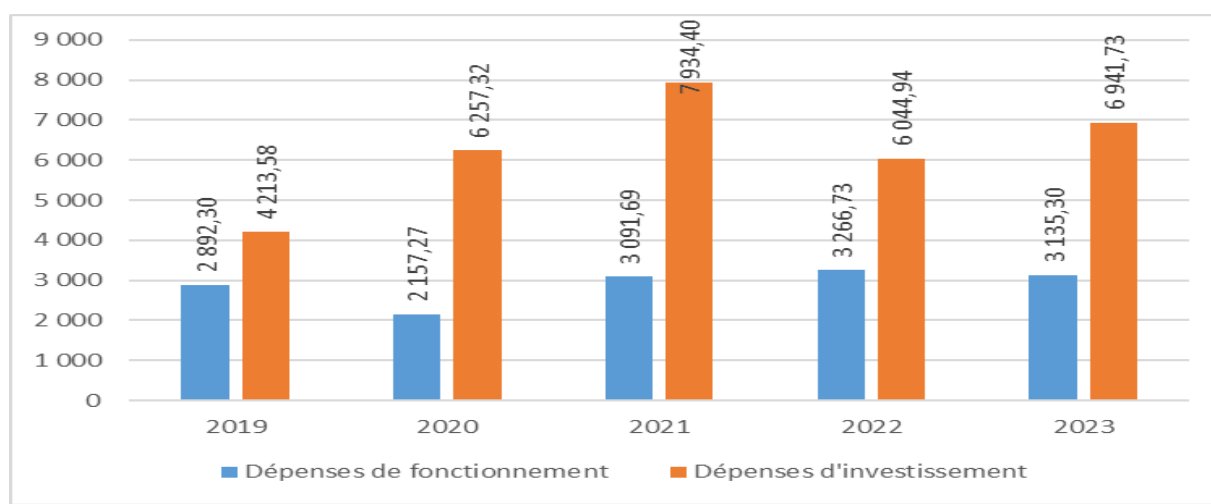
Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

III.1.1 Analyse des dépenses par section

Au cours de la période sous revue, les dépenses de fonctionnement présentent une tendance haussière (+3,36% en moyenne par an) avec toutefois des replis en 2021 et 2022. En 2023, les dépenses de fonctionnement progressent de 8,76% par rapport à 2022. Quant aux dépenses d'investissement, elles varient de façon erratique. Par rapport à 2022, elles augmentent de 14,06% en 2023.

En termes de proportion, les dépenses d'investissement restent en deçà de celles destinées au fonctionnement sur l'ensemble de la période avec un poids moyen de 41,55% par an se situant au-delà de la condition du tiers prescrite par la réglementation.

GRAPHIQUE 23 : EVOLUTION COMPAREE DES DEPENSES DES CT PAR SECTION (EN MILLIONS DE FCFA)



Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

III.1.2 Analyse des dépenses de fonctionnement des collectivités territoriales

Les dépenses de fonctionnement passent de 81 499,29 millions de FCFA en 2019 à 93 011,38 millions de FCFA en 2023 avec des baisses consécutives en 2021 et 2022, respectivement de 0,34% et 0,85%. La baisse de 2021 est liée non seulement aux dépenses relatives à la cantine scolaire mais aussi à la baisse du taux de prélèvement en 2021 (27,64%) par rapport à 2020 (36,72%). Celle de 2022 est liée essentiellement à la diminution des dépenses de prise en charge des commissions. En effet, la dissolution des conseils de collectivité, la mise en place tardive des délégations spéciales et la suspension temporaire des dépenses d'investissement ont eu un impact sur le volume des travaux des commissions d'attribution et de réception des marchés, des commissions ad hoc, etc.

En 2023, les dépenses de fonctionnement augmentent de 8,76% par rapport à 2022. Cette hausse est due essentiellement à celle des dépenses d'achats de biens (+2 918,70 millions de FCFA), des autres services (+1 965,26 millions de FCFA), des charges exceptionnelles (+1 389,42 millions de FCFA) ainsi que des dépenses d'acquisitions des services (+1 242,48 millions de FCFA).

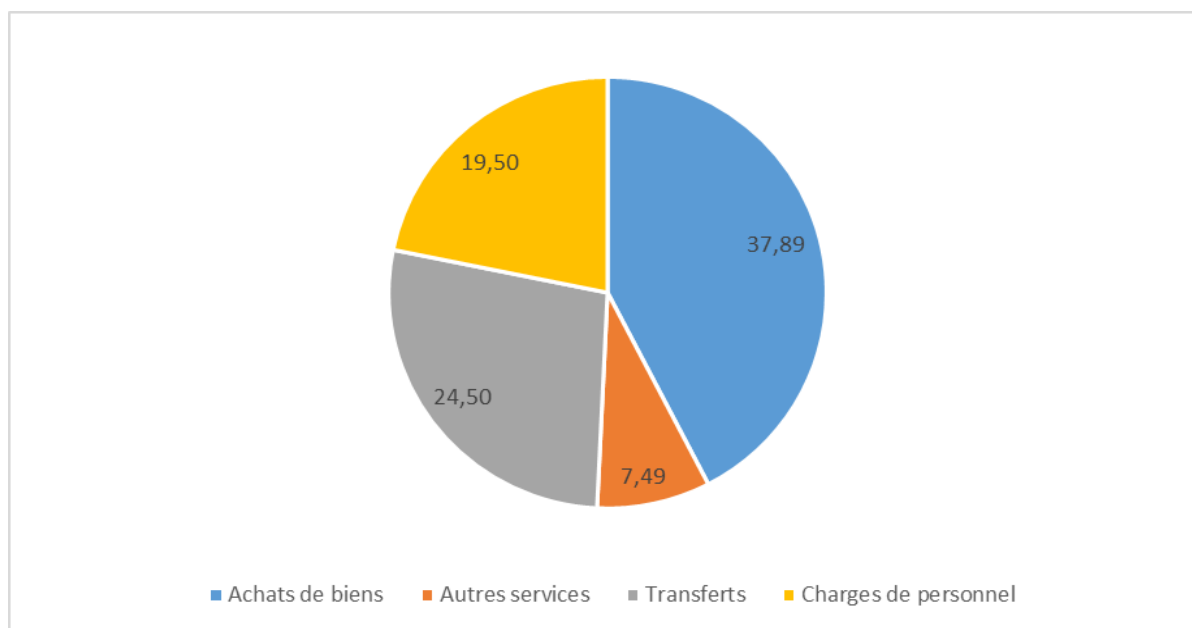
Les dépenses de fonctionnement, regroupées en dix (10) chapitres, sont principalement dominées en moyenne annuelle par les dépenses d'achats de biens (38,08%), les transferts (25,03%) et les charges de personnel (19,11%). (Tableau 21).

Les dépenses d'achats de biens progressent de 3,50% en moyenne annuelle sur la période pour s'afficher à 35 238,95 millions de FCFA en 2023. Toutefois, en 2021, elles baissent de 7,64% par rapport à 2020.

Concernant les dépenses de transfert, elles s'accroissent de 2,55% en moyenne par an avec toutefois des contractions en 2020 (-0,88%) et en 2023 (-2,02%). Ces dépenses sont constituées essentiellement des prélèvements sur les recettes de fonctionnement avec un poids moyen annuel de 87,67%. En 2023, le prélèvement s'est situé à 19 909,95 millions de FCFA, soit 87,37% des transferts.

Quant aux dépenses de personnel, elles progressent de 4,72% en moyenne annuelle pour se situer à 18 132,59 millions de FCFA en fin de période. Par rapport à 2022, elles se sont accrues de 4,18%.

GRAPHIQUE 24 : POIDS DES GRANDES NATURES DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT EN 2023 (EN %)



Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

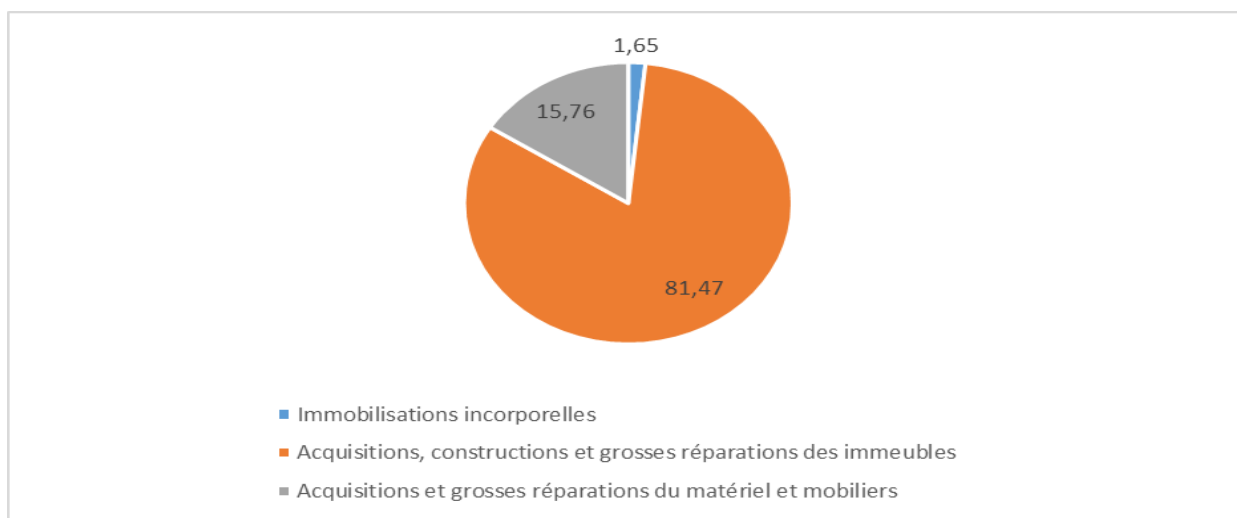
III.1.3 Analyse des dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement passent de 49 169,44 millions de FCFA en 2019 à 57 740,71 millions de FCFA en 2023, soit une hausse de 4,10% en moyenne annuelle. Cependant, en 2022, elles enregistrent une baisse de 35,14% comparativement à 2021. Cette baisse est expliquée, notamment par la baisse des acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles (-20 873,64 millions de FCFA) et celle des acquisitions et grosses réparations du matériel et mobiliers (-5 470,13 millions de FCFA) en lien avec l'instabilité institutionnelle, la persistance de la situation sécuritaire ainsi que le non-transfert de certaines ressources.

En 2023, les investissements se sont accrus de 14,06% par rapport à 2022. Cette reprise des investissements s'explique essentiellement par celle des acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles (+5 490,79 millions de FCFA) ainsi que des acquisitions et grosses réparations du matériel et mobiliers (+1 211,62 millions de FCFA). Ces accroissements sont liés à la reprise des investissements exécutés sur les ressources du FMDL et de l'ADCT.

Les natures de dépenses les plus représentatives en 2023 concernent les « acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles » avec un poids de 81,47% ainsi que les « acquisitions et grosses réparations du matériel et mobiliers » avec une proportion de 15,76%.

GRAPHIQUE 25 : PROPORTIONS DES PRINCIPALES NATURES DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT EN 2023 (EN %)



Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

III.2 Analyse des dépenses par type de collectivités territoriales

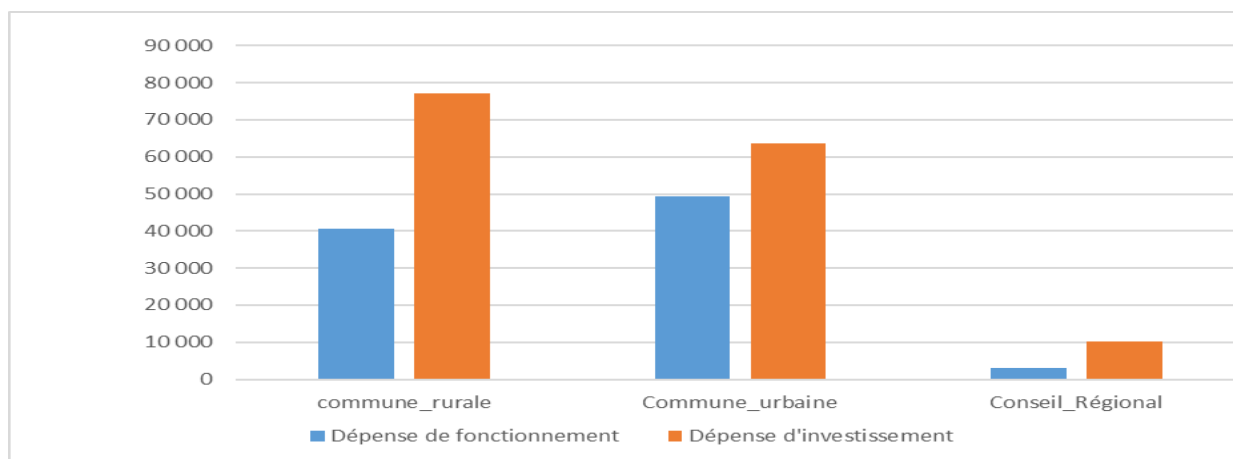
Sur la période sous revue, les dépenses d'investissement des communes rurales et des régions sont plus importantes que leurs dépenses de fonctionnement. En effet, les dépenses d'investissement des communes rurales et des régions représentent respectivement 50,16% et 68,34% de la totalité de leurs dépenses. Cette capacité d'investissement provient essentiellement du FMDL dont la plus grosse part revient aux communes rurales et aux régions pour le financement des investissements structurants.

A contrario, les communes urbaines enregistrent des dépenses de fonctionnement qui surplombent leurs dépenses d'investissement. En effet, elles représentent 73,10% de leurs dépenses totales. Cette prépondérance des dépenses de fonctionnement s'explique par l'importance des dépenses de personnel et des dépenses liées aux compétences transférées.

L'analyse des dépenses de fonctionnement par type de collectivités montre, en moyenne, une prédominance de celles des communes urbaines (52,32%), suivies des communes rurales (44,31%) (Tableau 19).

En termes d'évolution sur la période, les dépenses d'investissement des régions et des communes rurales connaissent respectivement, en moyenne annuelle, une progression de 13,29% et de 6,05%, tandis que les dépenses des communes urbaines régressent au taux annuel moyen de 2,94%.

GRAPHIQUE 26 : STRUCTURE DES DEPENSES SELON LA SECTION ET LE TYPE DE COLLECTIVITES TERRITORIALES EN 2023 (EN MILLIONS DE FCFA)



Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

En 2023, les dépenses des CT augmentent de 10,73%. Cette augmentation est impulsée par la hausse des dépenses des communes rurales (+11,82%), des dépenses des communes urbaines (+9,84%) et de celles des régions (+8,22%).

III.2.1 Analyse des dépenses des communes rurales

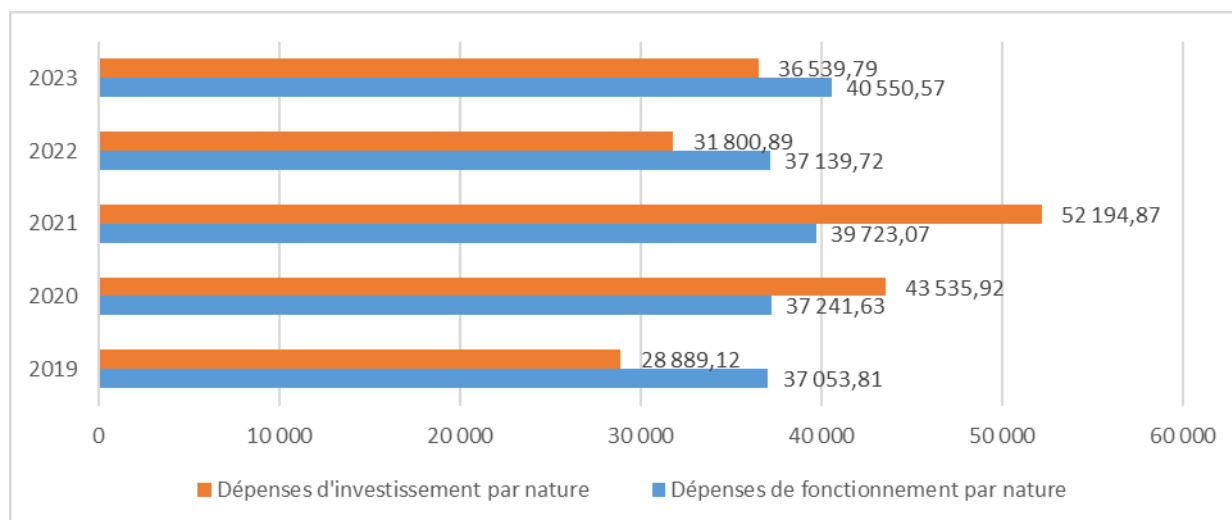
Les dépenses des communes rurales constituent en moyenne 51,82% par an de l'ensemble des dépenses des CT sur la période sous revue. Elles sont composées de 50,40% de dépenses de fonctionnement et 49,60% de dépenses d'investissement. Au cours de la période, elles sont en hausse de 3,98%, en moyenne annuelle, pour se situer à 77 090,37 millions de FCFA en 2023.

La moyenne des dépenses par commune rurale et par an s'élève à 254,74 millions de FCFA avec un minimum de 55,83 millions de FCFA pour la commune de Oursi et un maximum de 3 339,95 millions de FCFA pour la commune de Sabcé. Soixante-dix-neuf (79) communes rurales ont des dépenses au-dessus de la moyenne.

En 2023, la moyenne des dépenses par commune rurale s'affiche à 255,27 millions de FCFA avec une minimale de 18,86 millions de FCFA pour la commune de Kombori et une maximale de 3 173,84 millions de FCFA pour la commune de Sabcé.

Par section, les dépenses de fonctionnement et d'investissement des communes rurales augmentent respectivement de 2,28% et de 6,05% en moyenne par an pour se situer respectivement à 40 550,58 millions de FCFA et 36 539,79 millions de FCFA en 2023.

GRAPHIQUE 27 : EVOLUTION DES DEPENSES DES COMMUNES RURALES PAR SECTION (EN MILLIONS DE FCFA)



Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

Les dépenses de fonctionnement sont dominées en moyenne annuelle par les achats de biens (45,41%), suivis des transferts (25,75%) et des dépenses de personnel (12,96%).

S'agissant des dépenses d'investissement, « les acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles » et les « acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier » représentent respectivement 80,77% et 16,95% des dépenses d'investissement.

III.2.2 Analyse des dépenses des communes urbaines

Les dépenses des communes urbaines constituent en moyenne 41,99% de l'ensemble des dépenses des CT de la période d'analyse. Elles sont composées de 73,25% de dépenses de fonctionnement et 26,75% de dépenses d'investissement.

Ces dépenses ont connu une hausse, en moyenne annuelle de 2,49% pour se situer à 63 584,69 millions de FCFA en 2023. Elles enregistrent toutefois une baisse de 3 470,98 millions de FCFA en 2022 expliquée par celle des dépenses d'investissement qui se contractent de 5 143,67 millions de FCFA (-28,70%).

La moyenne des dépenses par commune urbaine et par an s'élève à 1 265, 14 millions de FCFA avec un minimum de 163,23 millions de FCFA pour la commune de Sindou et un maximum de 27 683,95 millions de FCFA pour la commune de Ouagadougou. Seules six communes urbaines ont des dépenses au-dessus de la moyenne sur la période.

En 2023, la moyenne des dépenses par commune urbaine s'affiche à 1 297,65 millions de FCFA avec une minimale de 38, 99 millions de FCFA pour la commune de Pama et une maximale de 27 568,60 millions de FCFA pour la commune de Ouagadougou.

Par section, les dépenses de fonctionnement des communes urbaines connaissent une hausse de 4,38% en moyenne annuelle, passant de 41 553,18 millions de FCFA en 2019 à 49 325,50 millions de FCFA en 2023, avec toutefois une baisse en 2021 (-7,87%). Elles sont dominées, en moyenne annuelle, par les achats de biens (33,01%), suivis des charges de personnel (24,60%) et des transferts (23,79%). Par ailleurs, les dépenses de fonctionnement des communes à statut particulier représentent 33,26% en moyenne par an de l'ensemble des dépenses de fonctionnement des CT et 63,14% en moyenne annuelle de celles des communes urbaines.

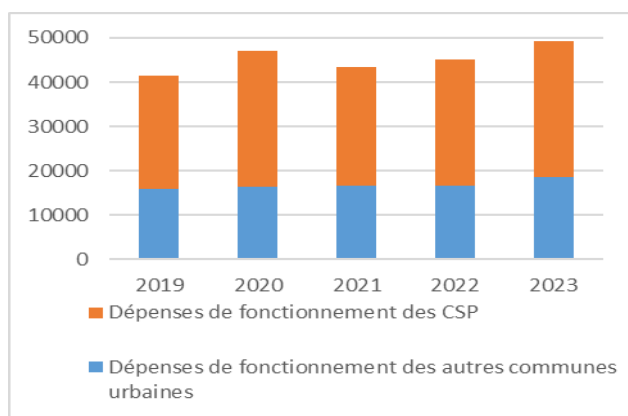
S'agissant des dépenses d'investissement, elles baissent au taux annuel moyen de 2,94% sur la période pour se situer à 14 259,19 millions de FCFA en 2023. Toutefois, elles s'accroissent de 39,15% en 2020 par rapport à 2019 et de 11,61% entre 2022 et 2023.

Les dépenses d'investissement sont composées essentiellement des acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles (79,46% en moyenne annuelle), acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier (15,67% en moyenne annuelle).

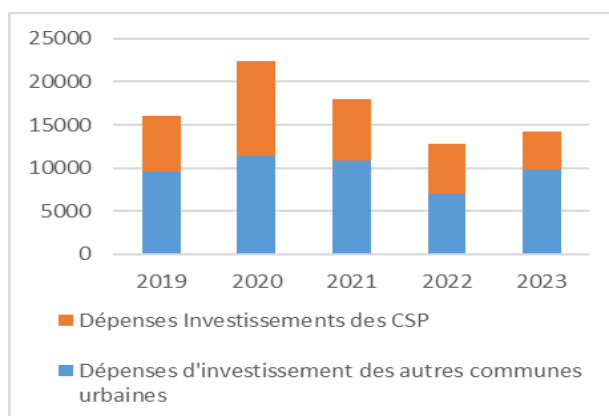
En 2023, les acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles, en progression de 12,08% par rapport à 2022, représentent 81,53% des dépenses d'investissement. De même, les acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier ont connu une hausse de 2,79% par rapport à 2022, avec un poids de 14,10%.

Les dépenses d'investissement des communes à statut particulier représentent 10,92% de l'ensemble des dépenses d'investissement des CT et 41,54% de celles des communes urbaines.

GRAPHIQUE 28 : EVOLUTION DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DES COMMUNES URBAINES (EN MILLIONS DE FCFA)



GRAPHIQUE 29 : EVOLUTION DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES COMMUNES URBAINES (EN MILLIONS DE FCFA)



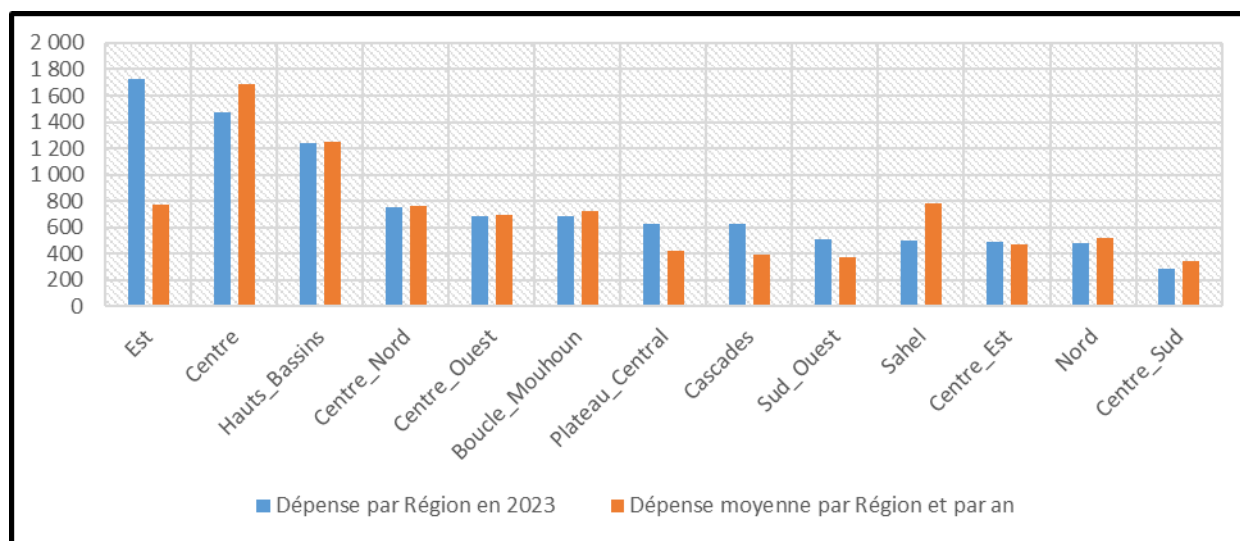
Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

III.2.3 Analyse des dépenses des régions

Les dépenses des régions constituent en moyenne 6,20% de l'ensemble des dépenses des collectivités de la période sous revue. La moyenne des dépenses par région et par an se chiffre à 738,71 millions de FCFA avec un minimum de 346,00 millions de FCFA détenu par la région du Centre-Sud et un maximum de 1 690,23 millions de FCFA pour la région du Centre.

En 2023, la moyenne des dépenses par région se chiffre à 775,16 millions de FCFA avec un minimum de 288,33 millions de FCFA détenu par la région du Centre-Sud et un maximum de 1 721,90 millions de FCFA pour la région de l'Est.

GRAPHIQUE 30 : DEPENSES PAR REGION (EN MILLIONS DE FCFA)



Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

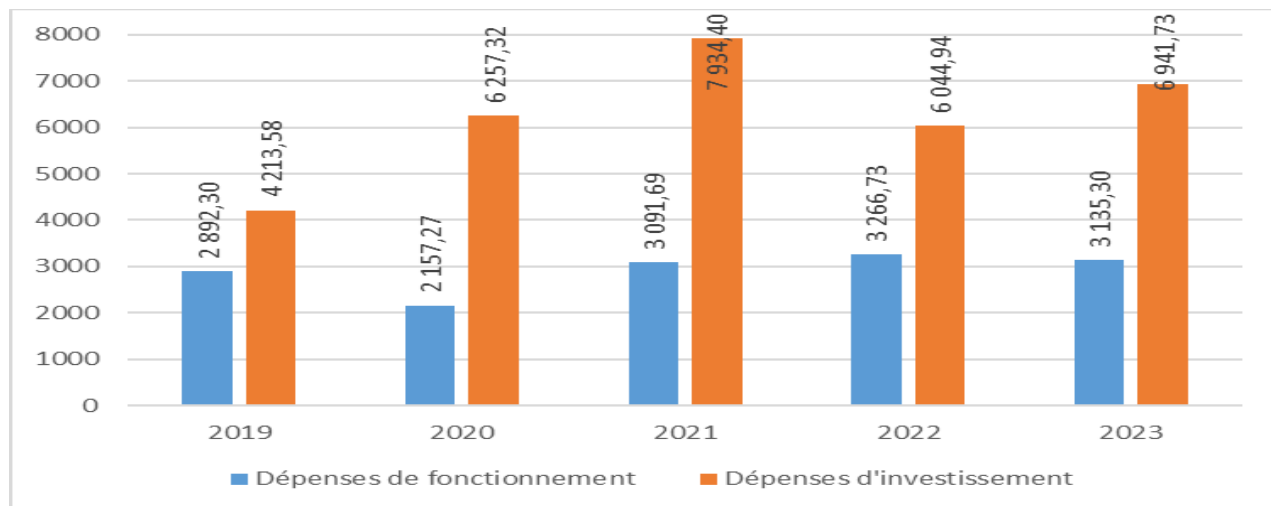
En termes de structure, les dépenses des régions se composent de 32,12% de dépenses de fonctionnement et de 67,88% de dépenses d'investissement.

Ainsi, les dépenses de fonctionnement sont en hausse de 2,04% en moyenne annuelle, passant de 2 892,30 millions de FCFA en 2019 à 3 135,30 millions de FCFA en 2023. Toutefois, elles se sont contractées de 25,41% en 2020 par rapport à 2019 et de 4,02% entre 2022 et 2023. Ces dépenses sont dominées, en moyenne annuelle, par les transferts (32,52%), suivis des achats de biens (21,28%) et des charges de personnel (15,50%).

Les dépenses d'investissement des régions enregistrent un taux de croissance annuel moyen de 13,29% sur la période pour se situer à 6 941,73 millions de FCFA en 2023. Toutefois, elles sont en contraction en 2022 de 23,81% par rapport à 2021.

En termes de composition, les « acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles » et les « acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier » représentent respectivement en moyenne annuelle 77,21% et 17,77% des dépenses d'investissement.

GRAPHIQUE 31 : EVOLUTION DES DEPENSES DES REGIONS PAR SECTION (EN MILLIONS DE FCFA)



Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

III.3 Analyse des dépenses des collectivités territoriales par région administrative

Une analyse des dépenses des CT suivant les régions administratives fait ressortir une prépondérance pour les régions abritant les CSP avec un poids moyen annuel de 35,07%.

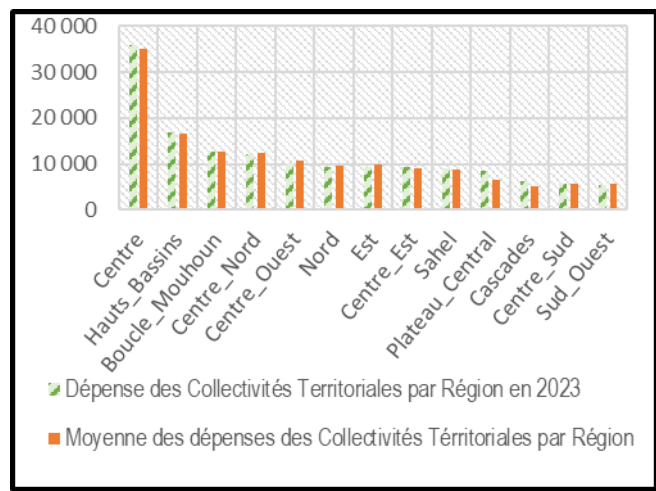
De même en termes de moyenne de dépenses par région, les régions du Centre et des Hauts-Bassins affichent des proportions moyennes respectives de 23,84% et 11,23%, tandis que les régions des Cascades et du Centre-Sud présentent les plus faibles proportions moyennes avec respectivement 3,49% et 3,75% sur la période.

En 2023, les dépenses des régions du Centre et des Hauts-Bassins s'affichent respectivement à 36 028,39 millions de FCFA (23,90%) et à 16 918,02 millions de FCFA (11,22%) contre 5 680,38 millions de FCFA (3,77%) pour le Centre-Sud et 5 509,74 millions de FCFA (3,65%) pour le Sud-Ouest (Tableau 20).

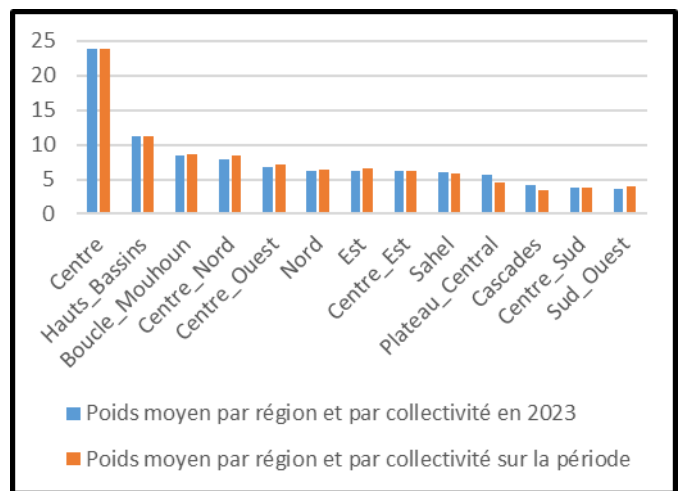
En termes de progression, la région des Cascades vient en premier avec un taux d'accroissement moyen annuel de 17,89%, suivie de la région du Plateau Central avec un taux de 12,14%. En revanche, les régions de l'Est et du Centre-Ouest présentent des taux d'accroissement moyens annuels respectifs de -1,41% et de -0,34%.

En 2023, les régions du Sahel et de l’Est sont les plus dynamiques avec respectivement des taux d’accroissement de 41,67% et 31,47% par rapport à 2022. A contrario, la région du Centre-Nord enregistre une baisse de 3,46%.

GRAPHIQUE 32 : DEPENSES DES COLLECTIVITES TERRITORIALES (EN MILLIONS DE FCFA) PAR REGION ADMINISTRATIVE



GRAPHIQUE 33 : POIDS DES REGIONS ADMINISTRATIVES EN FONCTION DES DEPENSES (EN %)



Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

CHAPITRE IV : TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Le Tableau des opérations financières des collectivités territoriales (TOF-CT) fait apparaître de façon homogène les transactions relatives à l'exécution des flux financiers des CT. Ces transactions sont regroupées en agrégats en vue d'appréhender leur impact sur les autres sous-secteurs de l'économie. La classification de ces agrégats (recettes, charges, transactions sur actifs non financiers, transactions sur actifs financiers et passifs) permet d'établir des soldes dans les conditions définies par le décret N°2016-602/PRES/PM/MINEFID du 8 juillet 2016 portant Tableau des opérations financières de l'Etat (TOFE).

La présente analyse s'articule autour de quatre points : recettes, dépenses, transactions sur actifs financiers et passifs ainsi que les soldes caractéristiques du TOF-CT.

IV.1 Recettes des collectivités territoriales

Il s'agit d'analyser les recettes par nature, par type de CT et par région administrative.

IV.1.1 Recettes par nature de collectivités territoriales

Conformément à la nomenclature du TOFE selon le Manuel de statistiques de finances publiques de 2014 (MSFP-2014), les recettes sont regroupées en recettes fiscales, cotisations sociales, dons et autres recettes.

Au niveau des CT, trois natures de recettes sont recouvrées à savoir les recettes fiscales, les dons et les autres recettes. Les cotisations sociales relèvent du domaine des Organismes de protection sociale (OPS).

Sur la période, le rythme d'accroissement des recettes des CT est davantage soutenu par celui des dons, particulièrement ceux reçus d'autres unités d'administrations publiques qui en composent la plus grande part. Les recettes mobilisées au profit des CT sont passées de 130 263,85 millions de FCFA en 2019 à 172 614,61 millions de FCFA en 2023, soit une hausse annuelle moyenne de 7,29%.

De 2019 à 2021, les recettes des CT connaissent un accroissement annuel moyen de 17,15%. En effet, elles passent de 130 263,85 millions de FCFA en 2019 à 178 773,81 millions de FCFA en 2021. Toutefois, entre 2021 et 2022, elles connaissent une baisse de 35,87% avant de s'accroître de 50,56% en 2023. C'est ainsi que les dons au profit des CT connaissent une progression annuelle moyenne de 17,87%, passant de 115 999,54 millions de FCFA en 2019 à 161 161,17 millions de FCFA en 2021. Aussi, ils enregistrent à l'image des recettes une baisse de 37,91% entre 2021 et 2022 due à une diminution drastique des dons en capital reçus d'autres unités d'administrations

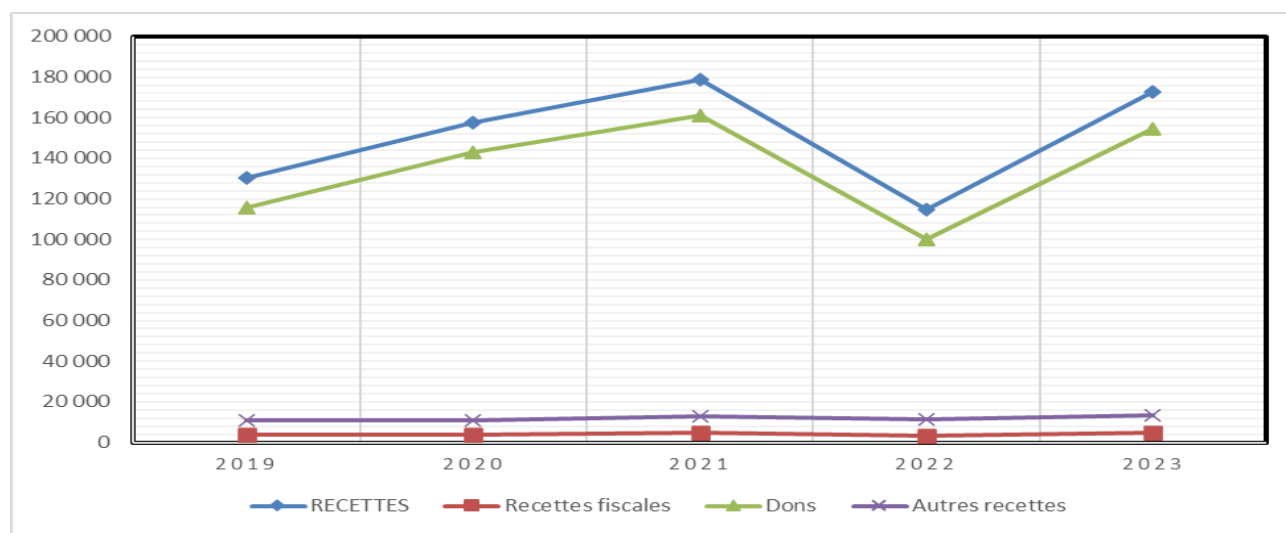
publiques de 74,35% pour se situer à 20 731,56 millions de FCFA. Cette baisse est due au non-transfert des subventions d'équipement et des ressources des compétences transférées en 2022.

En 2023, les dons ont connu une hausse de 54,58% pour s'établir à 154 699,31 millions de FCFA. Cette augmentation est principalement induite par celle des dons en capital reçus d'autres unités d'administration publique de 47 956,81 millions de FCFA. Cette situation s'explique par le transfert des subventions d'équipements externes (PREGOLS, ADCT, etc.), des ressources du FMDL en 2023 et le transfert d'une partie des ressources de l'ADCT de 2022 en 2023.

Concernant les recettes fiscales, elles connaissent une tendance quasi-stationnaire sur la période. Néanmoins, par rapport à 2022, les recettes fiscales ont progressé de 40,28% en 2023 atteignant un niveau de 4 708,14 millions de FCFA.

De même, les autres recettes suivent la même tendance que les recettes fiscales et se situent à 13 207,15 millions de FCFA en 2023 contre 10 622,44 millions de FCFA en 2019.

GRAPHIQUE 34 : EVOLUTION DES RECETTES PAR NATURE (EN MILLIONS DE FCFA)



Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

En termes de structure, les recettes sont dominées sur l'ensemble de la période par les dons, particulièrement ceux reçus des autres unités d'administration publique. En moyenne, les dons représentent 89,37% des recettes par an et sont constitués de dons courants et dons en capital.

Les dons courants intègrent les impôts et taxes qui ne sont pas institués par délibération du conseil de CT, les contributions directes du budget de l'Etat (dotations liées aux compétences transférées pour le fonctionnement, la dotation globale de fonctionnement, etc.) et la taxe de jouissance, en application du principe d'attribution des recettes conformément au MSFP 2014. En effet, ce principe stipule que l'impôt est attribué à l'unité d'administration publique qui exerce le pouvoir

de lever l'impôt, fixe et modifie en dernière instance le taux d'imposition. Les dons courants représentent 60,68% des dons reçus par les CT sur la période.

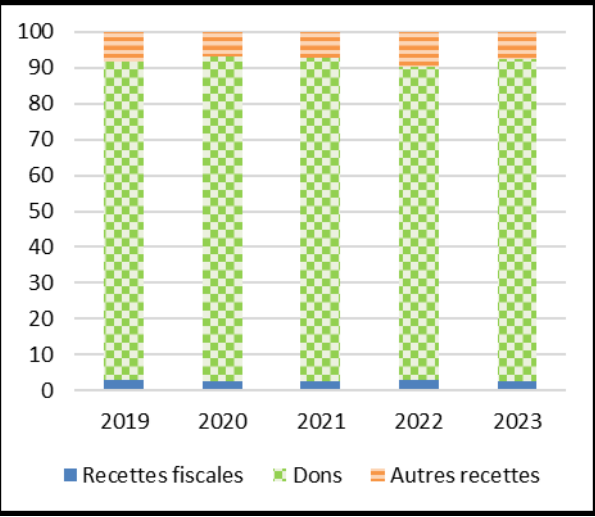
Les dons en capital sont constitués principalement des dotations d'investissements dans le cadre des transferts de ressources aux CT (dotations liées aux compétences transférées pour l'investissement, dotation globale d'équipement, etc.) et des subventions d'équipements externes (PACT, ADCT, PNDRP, FMDL, etc.). Ils représentent 39,30% des dons reçus par les CT sur la période.

S'agissant des recettes fiscales, elles sont essentiellement composées des taxes sur le spectacle, le cinéma, la publicité, les jeux ainsi que des autres impôts et taxes et représentent 2,70% des recettes en moyenne par an. En 2023, elles représentent 2,73% des recettes. Cette faible proportion des recettes fiscales est liée entre autres à l'étroitesse de l'assiette fiscale, à l'incivisme fiscal, à la non-appropriation des enjeux de la décentralisation par les populations et à la crise sécuritaire.

Quant aux « autres recettes », composées principalement des ventes de biens et services, des amendes et pénalités, elles représentent en moyenne 7,93% des recettes par an.

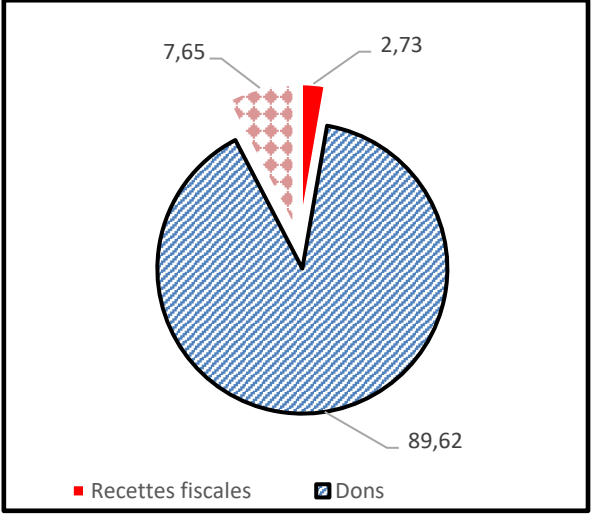
En 2023, en termes de composition, les recettes sont constituées de 89,62% de dons contre 2,73% de recettes fiscales.

GRAPHIQUE 35 : EVOLUTION DE LA STRUCTURE DES RECETTES PAR NATURE (EN %)



Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

GRAPHIQUE 36 : STRUCTURE DES RECETTES PAR NATURE EN 2023 (EN %)



Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

IV.1.2 . Recettes par type de collectivités territoriales

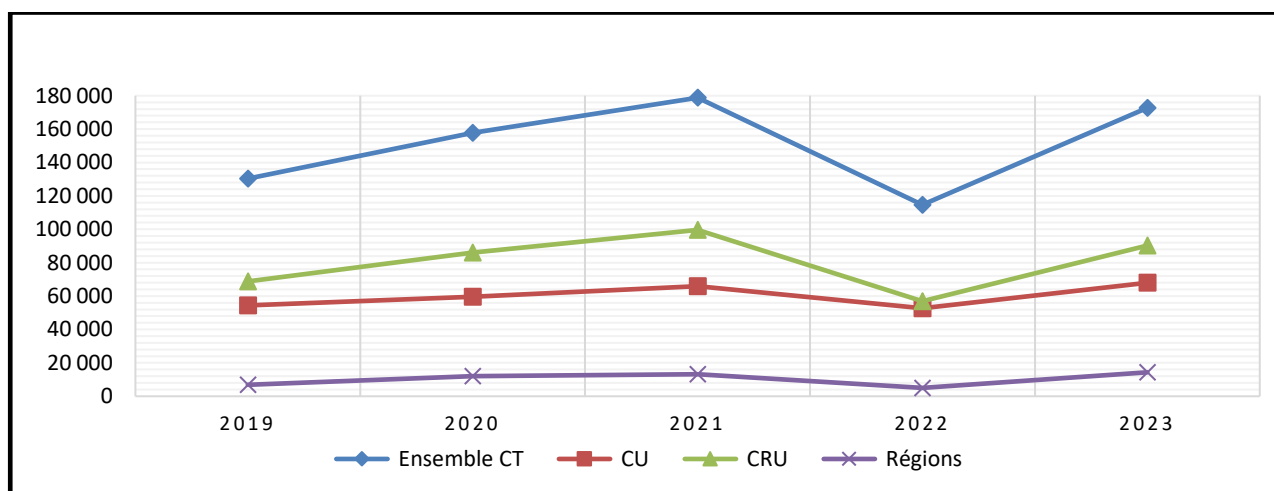
Pour tous les types de CT, les recettes connaissent une tendance haussière de 2019 à 2021. En 2023, leur niveau enregistre une hausse après un repli en 2022.

Les recettes des communes rurales (CRU), en hausse de 20,28% en moyenne par an, passent de 68 868,59 millions de FCFA en 2019 à 99 626,55 millions de FCFA en 2021. En 2022, elles régressent de 42,86% par rapport à 2021 avant de progresser de 58,66% en 2023 pour se situer à 90 309,16 millions de FCFA.

Pour les recettes des communes urbaines (CU), passant de 54 460,20 millions de FCFA en 2019 à 65 868,47 millions de FCFA en 2021, enregistrent par la suite un repli de 19,96% en 2022. En 2023, elles connaissent une hausse de 28,91% pour s'établir à 67 959,81 millions de FCFA.

Les recettes des régions, quant à elles, s'inscrivent en hausse de 38,37% en moyenne annuelle, passant ainsi de 6 935,06 millions de FCFA en 2019 à 13 278,79 millions de FCFA en 2021. Après une baisse de 62,29% en 2022, elles augmentent de 9 337,80 millions de FCFA pour se situer à 14 345,64 millions de FCFA en 2023.

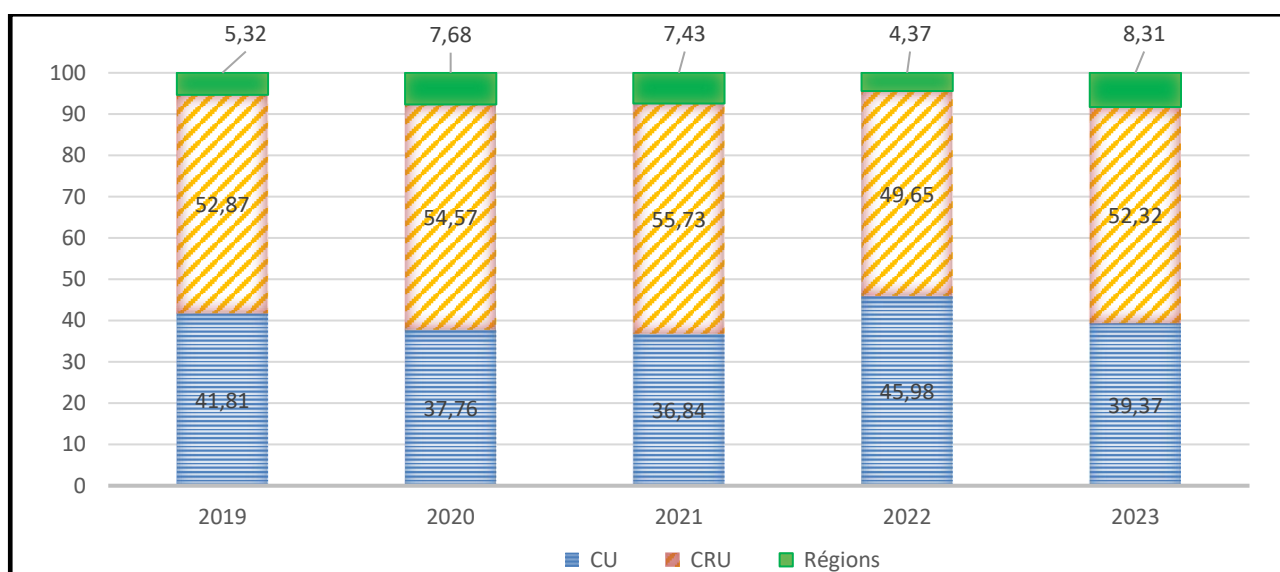
GRAPHIQUE 37 : EVOLUTION DES RECETTES PAR TYPE DE CT (EN MILLIONS DE FCFA)



Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

En termes de structure, les recettes des CT sont dominées par celles des communes rurales qui impriment leur rythme de progression. En effet, les recettes des communes rurales représentent en moyenne 53,03% du niveau annuel de l'ensemble des recettes. Cette situation s'explique par l'effet du nombre des communes rurales qui représentent plus de 80% de l'ensemble des CT. En 2023, la part des recettes des communes rurales se situe à 52,32% de l'ensemble des recettes des CT contre 39,37% pour les communes urbaines.

GRAPHIQUE 38 : STRUCTURE DES RECETTES PAR TYPE DE COLLECTIVITES TERRITORIALES (EN %)



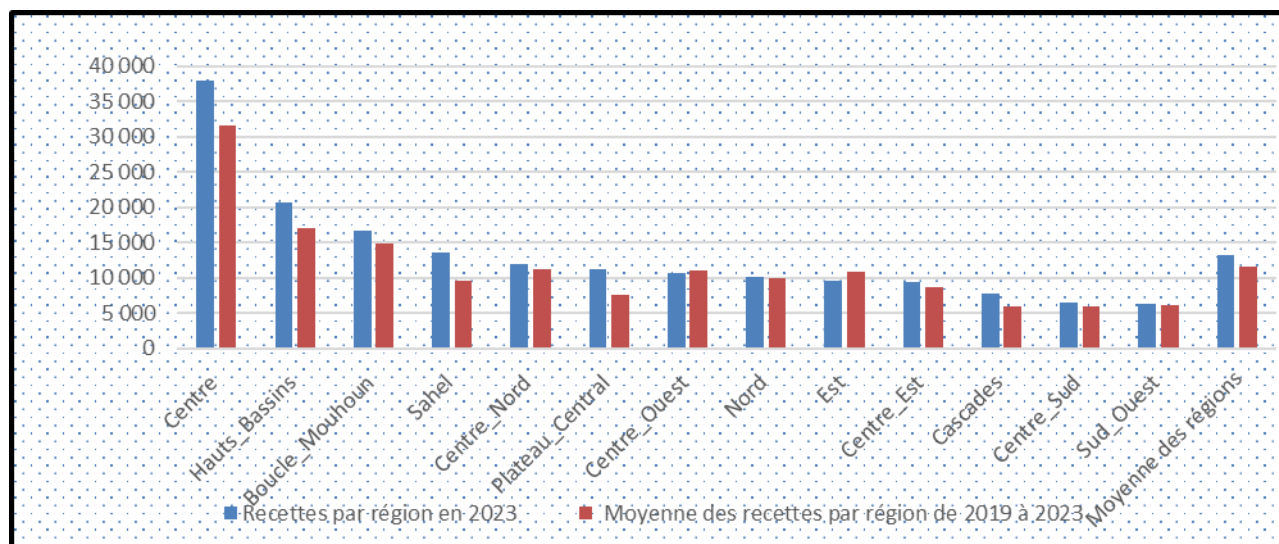
Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

IV.1.3 Recettes des collectivités territoriales par région administrative

En moyenne, dans chaque région, il est mobilisé 11 601,19 millions de FCFA de recettes par an sur la période 2019-2023. Les régions abritant les communes à statut particulier à savoir celles du Centre et des Hauts-Bassins viennent respectivement en première et deuxième positions avec des niveaux moyens de recettes annuelles respectifs de 31 629,44 millions de FCFA et de 17 095,30 millions de FCFA sur l'ensemble de la période. En revanche, les régions des Cascades et du Centre-Sud enregistrent les plus faibles niveaux moyens de recettes qui sont respectivement de 5 152,24 millions de FCFA et 5 987,93 millions de FCFA.

En 2023, il est recouvré en moyenne dans les régions abritant les communes à statut particulier 33,99% des recettes des CT tandis que les régions du Sud-Ouest et du Centre-Sud n'en mobilisent que 7,46%.

GRAPHIQUE 39 : RECETTES DES CT PAR REGION ADMINISTRATIVE (EN MILLIONS DE FCFA)



Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

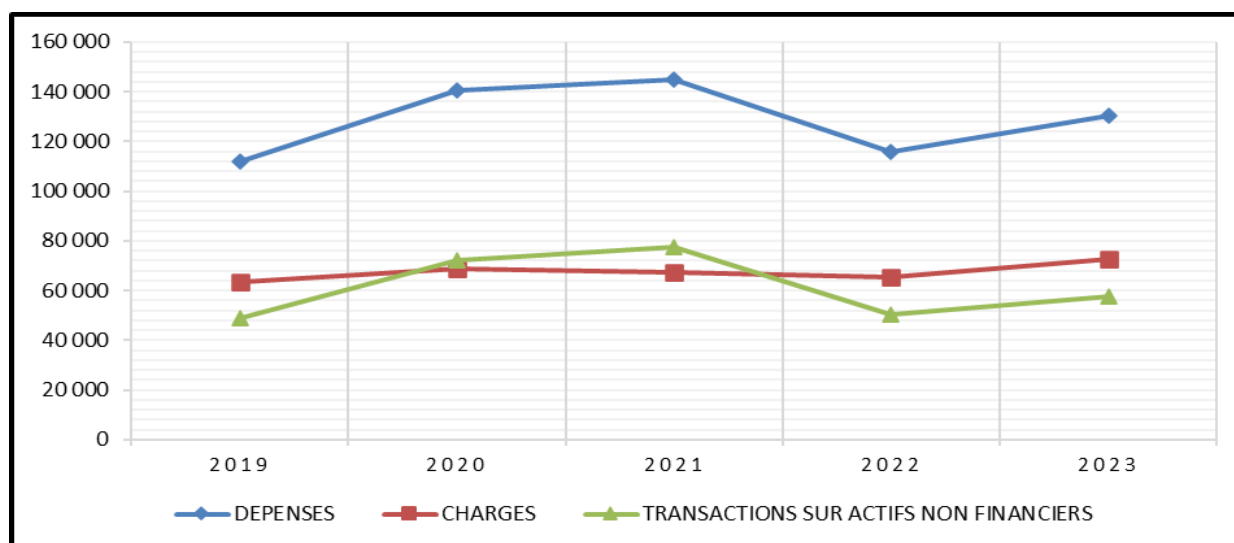
IV.2 Dépenses des collectivités territoriales

Il s'agit d'analyser les dépenses par nature, par type de CT et par région administrative.

IV.2.1 Dépenses des collectivités territoriales par nature

Les dépenses, constituées des charges et des transactions sur actifs non financiers, sont passées de 112 043,89 millions de FCFA en 2019 à 145 071,79 millions de FCFA en 2021, soit un taux d'accroissement annuel moyen de 13,79%. Par la suite, elles connaissent une baisse de 20,24% en 2022 avant de croître de 12,53% en 2023 pour atteindre 130 200,70 millions de FCFA.

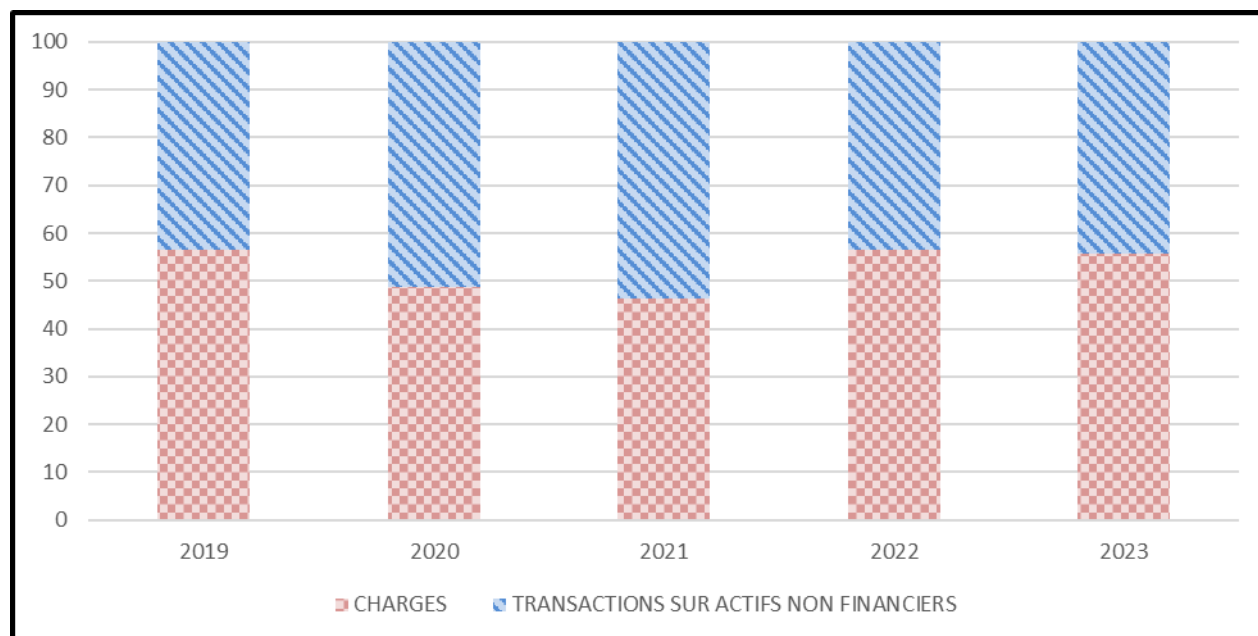
GRAPHIQUE 40 : EVOLUTION DES DEPENSES DES CT PAR NATURE (EN MILLIONS DE FCFA)



Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

Les dépenses sont dominées sur la période par les charges avec une proportion moyenne annuelle de 52,82%. Toutefois, en 2020 et 2021, les transactions sur actifs non financiers surpassent les charges avec des proportions successives de 51,17% et 53,58%.

GRAPHIQUE 41 : STRUCTURE DES DEPENSES DES CT EN %



Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

IV.2.1.1 Charges des collectivités territoriales

Les charges sont composées de la rémunération des salariés, de l'utilisation de biens et services, de la consommation de capital fixe⁹, des intérêts de la dette, des dons, des subventions, des prestations sociales et des autres charges.

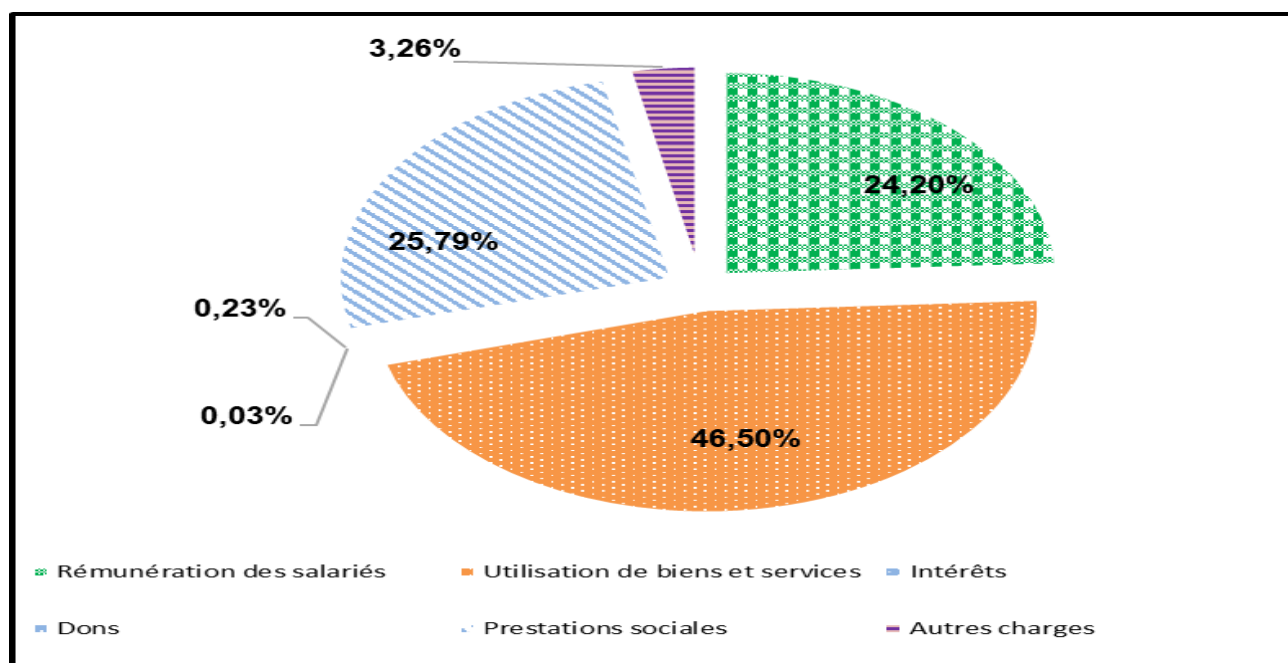
De 63 260,62 millions de FCFA en 2019, les charges connaissent une évolution quasi linéaire sur la période avec un taux de croissance annuel moyen de 3,54% pour afficher un montant de 72 711,33 millions de FCFA en 2023.

En termes de structure, les charges sont dominées sur la période par l'utilisation des biens et services, la rémunération des salariés et les prestations sociales qui représentent respectivement 48,34%, 23,91% et 23,52% en moyenne par an.

En 2023, les charges se composent essentiellement de l'utilisation de biens et services, des prestations sociales et de la rémunération des salariés avec respectivement des proportions de 46,50%, 25,79% et 24,20%.

⁹ Elle peut être assimilée à l'amortissement, mais n'est pas prise en compte dans les charges des CT.

GRAPHIQUE 42 : STRUCTURE DES CHARGES DES CT EN 2023



Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

IV.2.1.2 Transactions sur actifs non financiers

Les transactions sur actifs non financiers correspondent aux acquisitions nettes d'actifs non financiers (dépenses d'investissement). Elles sont subdivisées en actifs fixes, en stocks, en objets de valeur et en actifs non produits. Il faut noter que dans la pratique, les CT n'enregistrent pas de stocks et d'objets de valeur dans leurs états financiers.

Sur la période, les acquisitions nettes d'actifs non financiers sont dominées à 99,98% en moyenne annuelle par les acquisitions d'actifs fixes.

Les acquisitions nettes d'actifs non financiers (ANANF) sont passées de 48 783,27 millions de FCFA en 2019 à 77 735,20 millions de FCFA en 2021. En 2022, elles décroissent de 35,35% avant de progresser à nouveau (+14,39%) en 2023 pour se situer à 57 489,36 millions de FCFA.

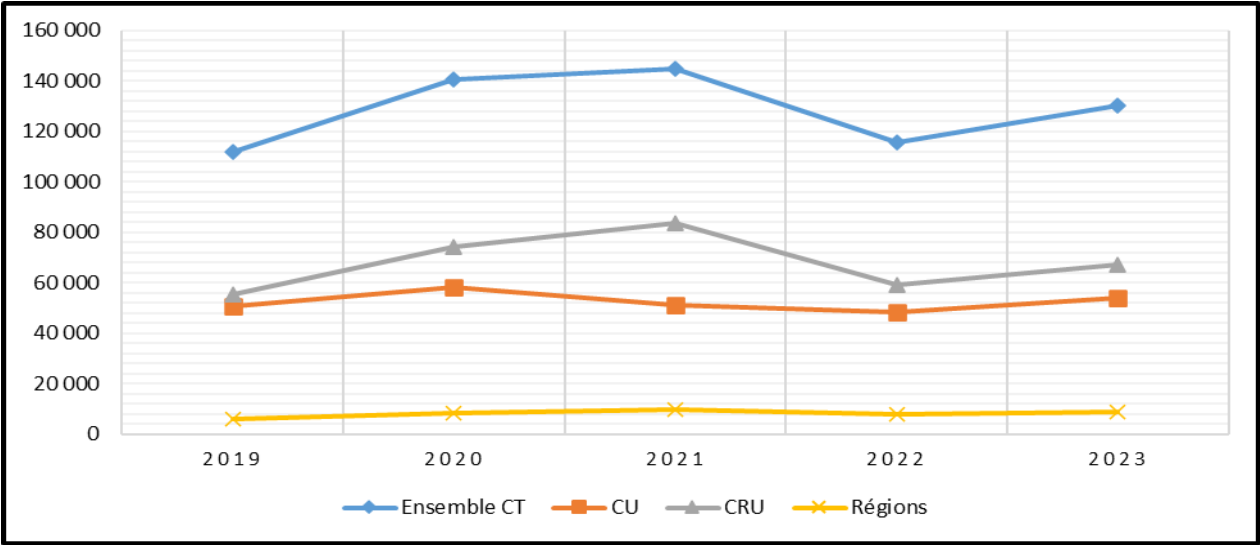
IV.2.2 Dépenses par type de collectivités territoriales

A l'image des recettes, les dépenses sont influencées par celles des communes rurales qui passent de 55 254,46 millions de FCFA en 2019 à 83 663,54 millions de FCFA en 2021, soit un taux d'accroissement annuel moyen de 23,05%. Par la suite, ces dernières connaissent une baisse de 29,20% en 2022 avant de progresser de 13,26% et s'établir à 67 086,98 millions de FCFA en 2023.

Concernant les dépenses des communes urbaines, elles ont régressé en moyenne de 2,44% par an, passant de 50 725,33 millions de FCFA en 2019 à 53 997,86 millions de FCFA en 2023.

Quant aux dépenses des régions, elles enregistrent une hausse moyenne annuelle de 12,05% passant de 6 064,09 millions de FCFA en 2019 à 9 115,85 millions de FCFA en 2023.

GRAPHIQUE 43 : EVOLUTION DES DEPENSES PAR TYPE DE COLLECTIVITES (EN MILLIONS DE FCFA)

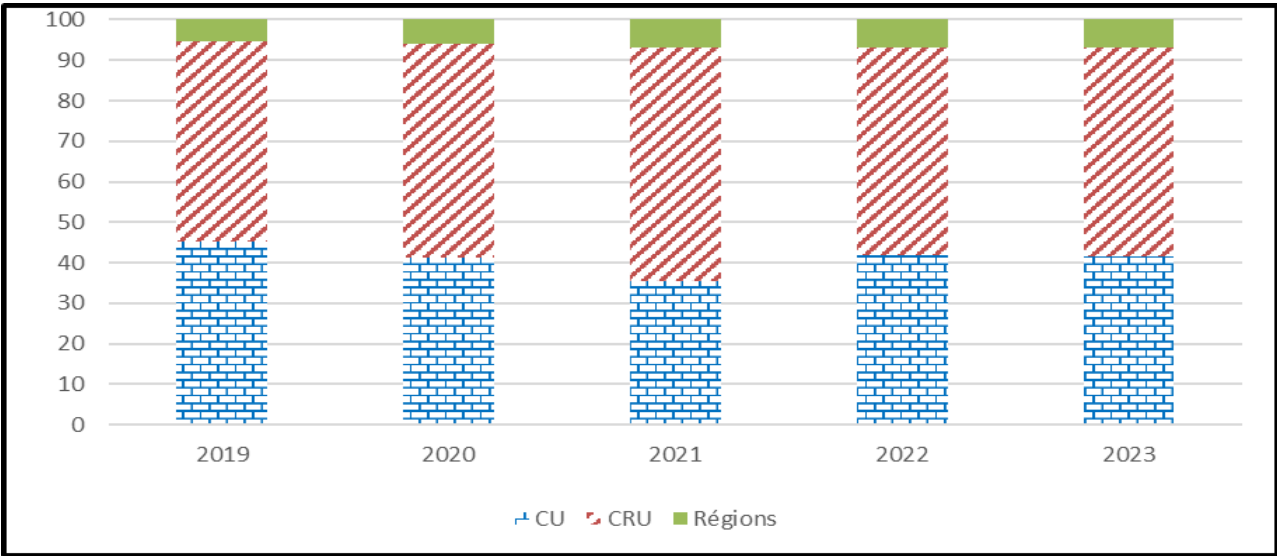


Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

En termes de structure, les communes rurales détiennent 52,51% des dépenses des CT en proportion annuelle moyenne, contre 41,10% pour les communes urbaines et 6,39% pour les régions.

En 2023, la proportion des dépenses des communes rurales est de 51,53 % contre 41,47 % pour les communes urbaines et 7,00 % pour les régions.

GRAPHIQUE 44 : STRUCTURE DES DEPENSES PAR TYPE DE COLLECTIVITES (EN %)



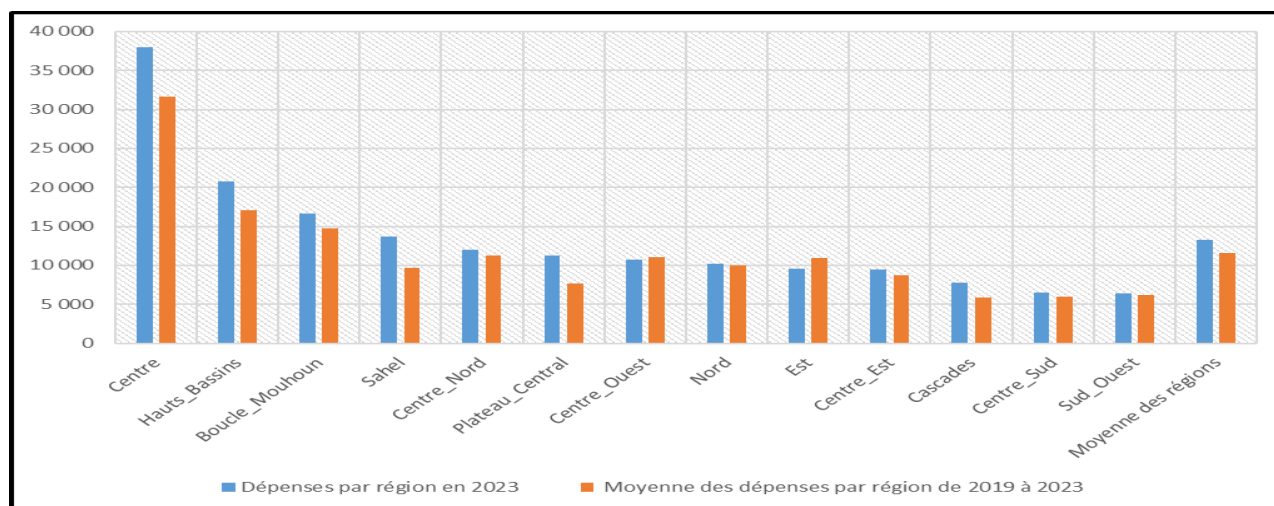
Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

IV.2.3 Dépenses des collectivités territoriales par région administrative

En moyenne, les dépenses des collectivités territoriales par région s'affichent à 11 603,54 millions de FCFA par an. Les régions abritant les communes à statut particulier, à savoir celles du Centre et des Hauts-Bassins, sont respectivement première et deuxième avec des dépenses annuelles moyennes respectives de 31 629,44 millions de FCFA et de 17 095,30 millions de FCFA sur l'ensemble de la période. En revanche, la région des Cascades se classe en dernière position avec une dépense annuelle moyenne de 5 912,14 millions de FCFA.

En 2023, les régions du Centre et des Hauts-Bassins cumulent à elles seules 33,99% des dépenses des CT ; tandis que celle du Centre-Sud enregistre la plus faible proportion de dépenses (3,70 %).

GRAPHIQUE 45 : DEPENSES DES COLLECTIVITES PAR REGION ADMINISTRATIVE (EN MILLIONS DE FCFA)



Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

IV.3 Transactions sur actifs financiers et passifs

Il s'agit d'analyser les transactions sur actifs financiers et passifs du TOF-CT de façon globale, par type de CT et par région administrative.

IV.3.1 Transactions sur actifs financiers et passifs des collectivités territoriales

Les transactions sur actifs financiers et passifs comprennent les acquisitions nettes d'actifs financiers et les accumulations nettes de passifs, classées selon le critère de résidence (intérieur ou extérieur).

Les transactions sur actifs financiers et passifs ont évolué de 18 189,06 millions de FCFA en 2019 à 42 413,91 millions de FCFA en 2023, soit un taux de progression de 23,57% en moyenne par an.

A l'exception de 2022, les acquisitions nettes d'actifs financiers sont restées positives sur toute la période. Cela signifie que les acquisitions d'actifs financiers sont plus importantes que leurs cessions. Les instruments qui composent ces actifs financiers sont essentiellement les numéraires et dépôts ainsi que les autres comptes à recevoir.

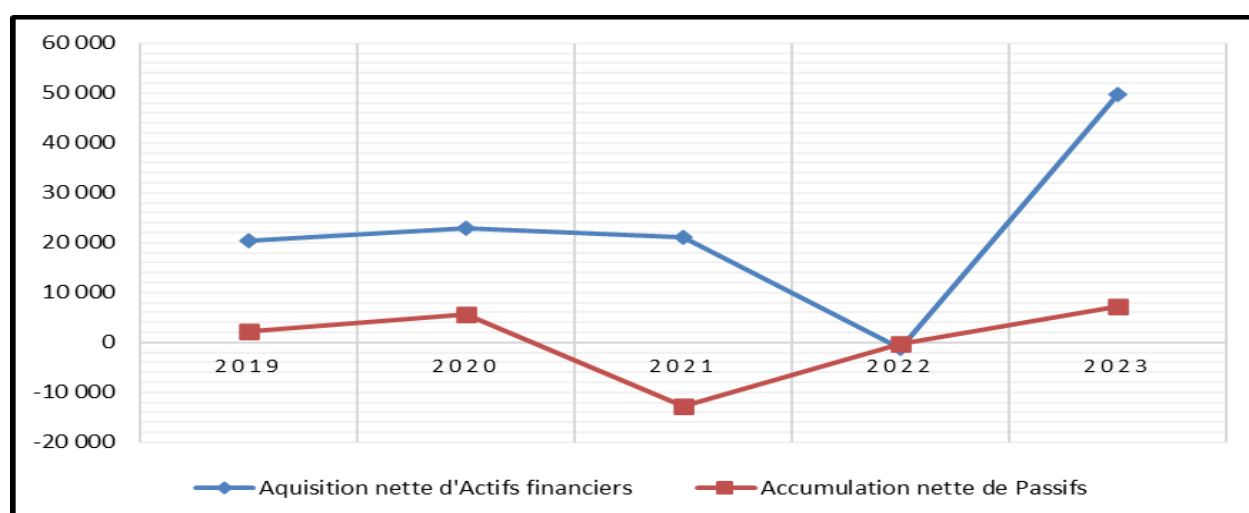
Le niveau de 2022 (-1 276,57 millions de FCFA) s'explique par une diminution de numéraire et dépôts (-3 145,06 millions de FCFA), les autres comptes à recevoir ayant augmenté (+1 834,01 millions de FCFA). Ce niveau négatif s'explique notamment par un effet conjugué du non-transfert des ressources du FMDL et de la réception partielle des ressources de l'ADCT.

En 2023, les acquisitions nettes d'actifs financiers se sont améliorées de 50 990,67 millions de FCFA pour atteindre un niveau de 49 714,11 millions de FCFA.

L'accumulation nette de passifs est restée positive sur toute la période excepté les années 2021 et 2022, traduisant une augmentation des passifs plus importante que leur diminution. Les niveaux de 2021 et 2022 (respectivement de -12 676,46 millions de FCFA et de -221,24 millions de FCFA) sont expliqués par une diminution des crédits et des autres comptes à payer. Cette situation est consécutive à la dissolution des conseils de CT à la suite du changement institutionnel de janvier 2022 ; toute chose qui a interrompu l'émission de mandats au cours de la journée complémentaire ; période pendant laquelle se constitue l'essentiel du passif.

L'accumulation nette de passifs est passée de -221,24 millions de FCFA en 2022 à 7 300,20 millions de FCFA en 2023, soit une progression de 7 521,44 millions de FCFA.

GRAPHIQUE 46 : EVOLUTION DES ACQUISITIONS NETTES D'ACTIFS FINANCIERS ET DES ACCUMULATIONS NETTES DE PASSIFS (EN MILLIONS DE FCFA)



Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

IV.3.2 Transactions sur actifs financiers et passifs par type de collectivités territoriales

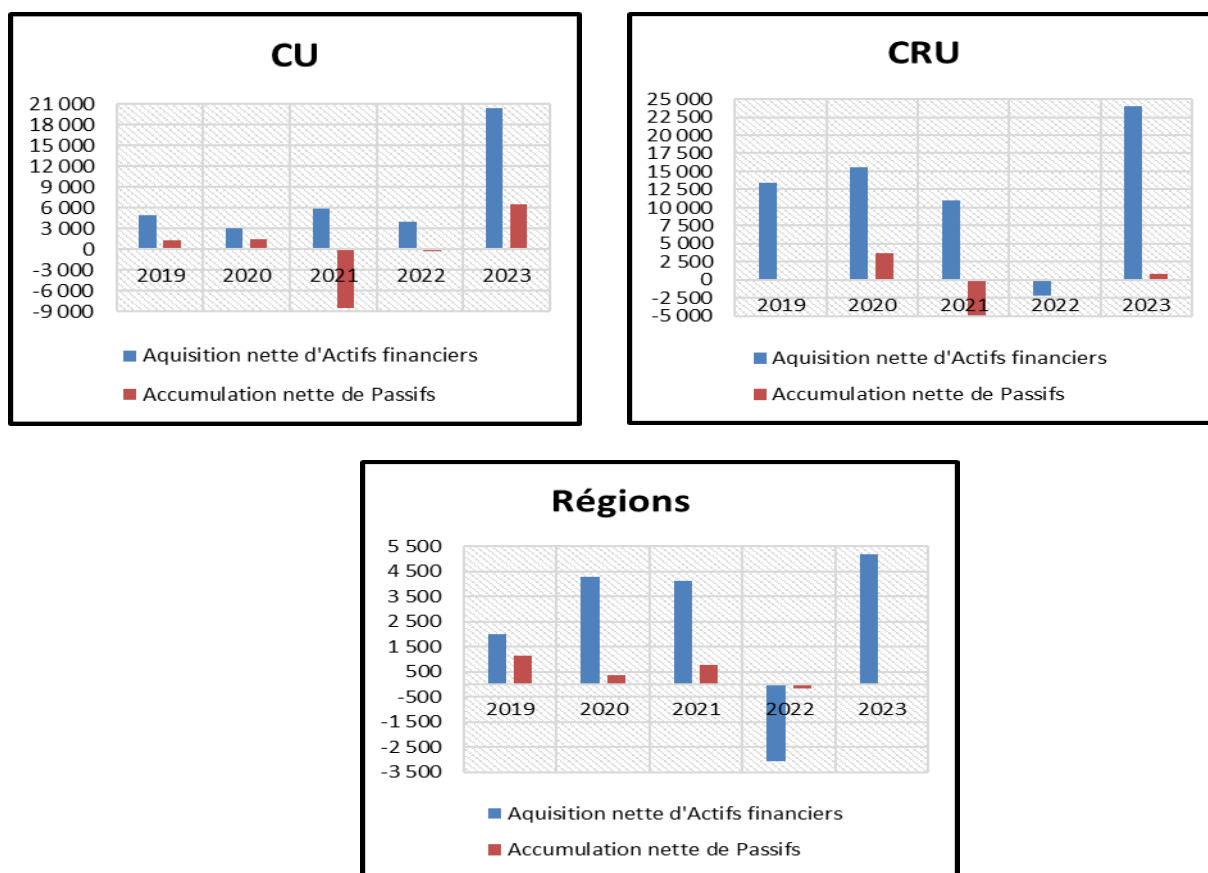
Les communes urbaines enregistrent une acquisition nette d'actifs financiers de 7 661,32 millions de FCFA en moyenne par an contre 12 386,76 millions de FCFA pour les communes rurales et 2 504,67 millions de FCFA pour les régions.

En 2023, les communes urbaines affichent un montant d'acquisitions nettes d'actifs financiers de 20 455,19 millions de FCFA contre 24 069,76 millions de FCFA pour les communes rurales et - 5 189,16 millions de FCFA pour les régions.

Sur la période sous revue, les communes urbaines affichent un flux annuel moyen de passifs de 115,37 millions de FCFA et -62,47 millions de FCFA pour les communes rurales contre une accumulation nette de passifs de 418,95 millions de FCFA pour les régions. Toutefois, ces dernières affichent des diminutions de passifs de 167,47 millions de FCFA en 2022 et 40,63 millions de FCFA en 2023. Les communes rurales présentent des contractions de passifs de 117,60 millions de FCFA et 4 936,21 millions de FCFA respectivement en 2019 et 2021. Les communes urbaines quant à elles, présentent des baisses de passifs de 8 514,05 millions de FCFA et 217,95 millions de FCFA successivement en 2021 et 2022.

En 2023, les communes urbaines et les communes rurales connaissent des accumulations nettes de passifs respectivement de 6 493,24 millions de FCFA et de 847,59 millions de FCFA.

GRAPHIQUE 47 : TRANSACTIONS SUR ACTIFS FINANCIERS ET PASSIFS PAR TYPE DE CT (EN MILLIONS DE FCFA)



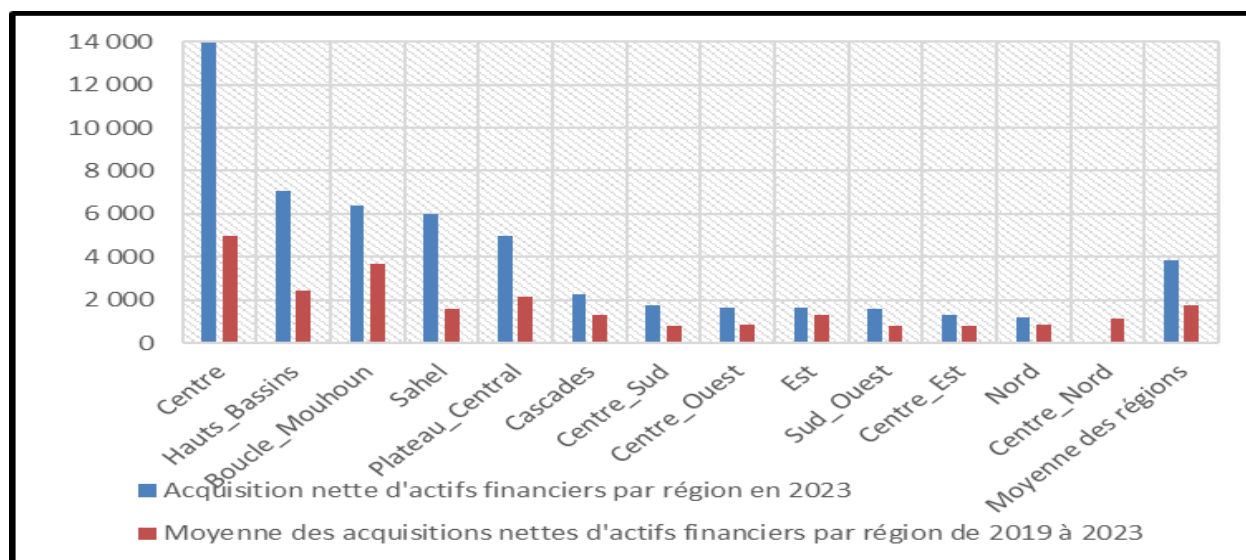
Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

IV.3.3 Transactions sur actifs financiers et passifs par région administrative

En termes d'acquisition nette d'actifs financiers, les régions de la Boucle du Mouhoun et du Centre présentent les niveaux moyens annuels les plus élevés sur la période avec respectivement 4 970,50 millions de FCFA et 3 647,85 millions de FCFA. Les régions du Sud-Ouest et du Centre-Sud enregistrent les niveaux moyens les plus faibles avec respectivement 786,57 millions de FCFA et 781,08 millions de FCFA.

En 2023, les régions du Centre et des Hauts-Bassins sont les premières en termes d'acquisition nette d'actifs financiers avec des montants respectifs de 13 976,02 millions de FCFA et 7 042,58 millions de FCFA. Cependant, seule la région du Centre-Nord enregistre une cession nette d'actifs financiers de 2,38 millions de FCFA.

GRAPHIQUE 48 : ACQUISITION NETTE DES ACTIFS FINANCIERS DES COLLECTIVITES PAR REGION ADMINISTRATIVE (EN MILLIONS DE FCFA)



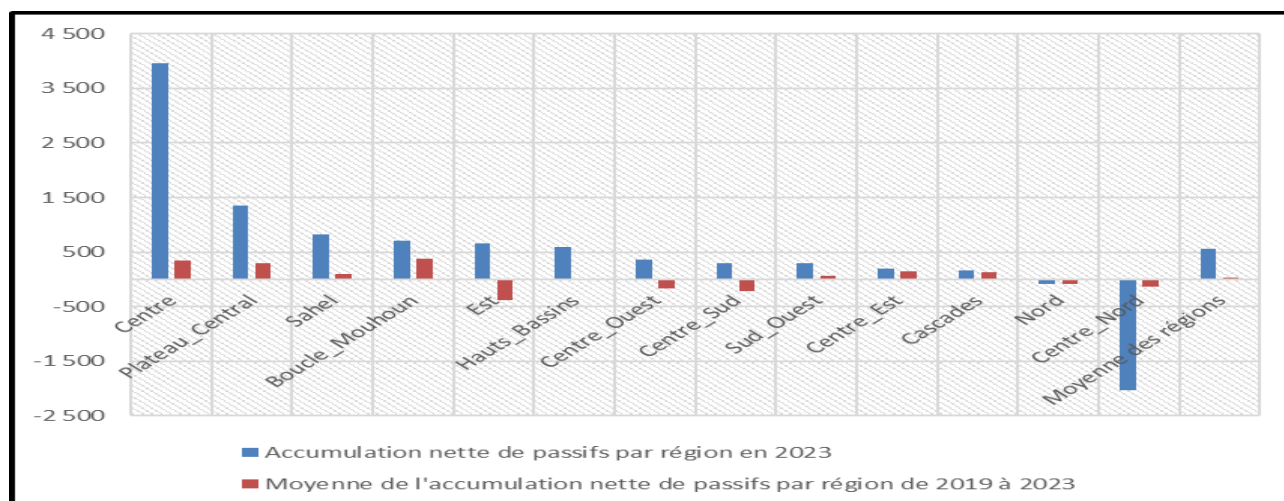
Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

Au cours de la période sous revue, six régions administratives ont enregistré en moyenne des diminutions nettes de leurs passifs, notamment les crédits fournisseurs. Ainsi, les régions de l'Est (-383,56 millions de FCFA) et du Centre-Sud (-215,81 millions de FCFA) présentent les plus importantes réductions.

En termes d'accumulation nette de passifs, les régions de la Boucle du Mouhoun et du Centre présentent les niveaux moyens annuels les plus élevés sur la période avec respectivement 381,61 millions de FCFA et 340,99 millions de FCFA.

En 2023, exception faite des régions du Centre-Nord et du Nord avec des niveaux respectifs de -2 033,05 millions de FCFA et de -88,16 millions de FCFA, les autres régions enregistrent une accumulation nette de passifs.

GRAPHIQUE 49 : ACCUMULATION NETTE DE PASSIFS DES COLLECTIVITES PAR REGION ADMINISTRATIVE (EN MILLIONS DE FCFA)



Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

IV.4 Soldes caractéristiques du Tableau des opérations financières des collectivités territoriales

Il s'agit d'analyser les soldes caractéristiques du TOF-CT de façon globale, par type de CT et par région administrative.

IV.4.1 Soldes caractéristiques des collectivités territoriales

Le solde net de gestion des opérations financières qui correspond à la différence entre les recettes et les charges, reflète la variation de la valeur nette issue des transactions. Il s'agit d'une mesure de la viabilité avant la prise en compte de l'investissement net.

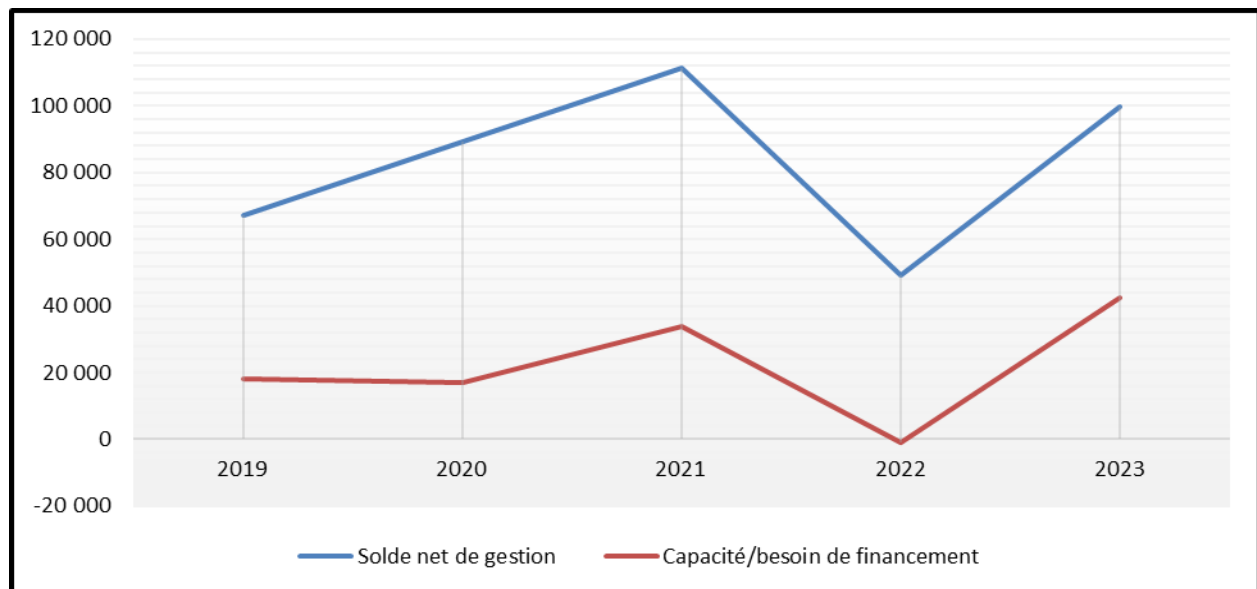
Considérant l'ensemble des CT, le solde net de gestion s'affiche en hausse, en moyenne annuelle de 10,50% entre 2019 et 2023, marquant toutefois une contraction de 55,85% en 2022 par rapport à 2021. Positif sur l'ensemble de la période, il passe de 67 003,23 millions de FCFA en 2019 à 99 903,27 millions de FCFA en 2023, avec un niveau moyen annuel de 83 330,63 millions de FCFA. Cette situation indique que globalement les recettes des collectivités suffisent à couvrir l'ensemble de leurs charges.

Le solde « capacité/besoin de financement » est un indicateur synthétique de l'apport en ressources financières des CT aux autres sous-secteurs de l'économie en cas de capacité de financement ou de l'utilisation des ressources provenant des autres secteurs en cas de besoin de financement. Il peut donc être considéré comme un indicateur de l'impact financier des activités des CT sur le reste des autres sous-secteurs de l'administration publique et/ou des autres secteurs de l'économie.

Excepté l'année 2022, les CT enregistrent une capacité de financement sur la période avec un niveau annuel moyen de 22 087,08 millions de FCFA.

Le besoin de financement de 1 055,32 millions de FCFA en 2022, s'explique par le fait que les CT n'ont pas bénéficié de transfert des ressources du FMDL et de la totalité des ressources de l'ADCT. En 2023, les CT affichent une capacité de financement de 42 413,91 millions de FCFA.

GRAPHIQUE 50 : EVOLUTION DES SOLDES CARACTERISTIQUES DES TOF-CT



Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

IV.4.2 Soldes caractéristiques par type de collectivités territoriales

Sur la période sous revue, les communes rurales dégagent un solde net de gestion de 51 021,82 millions de FCFA en moyenne par an contre 23 954,77 millions de FCFA pour les communes urbaines et 8 354,04 millions de FCFA pour les régions.

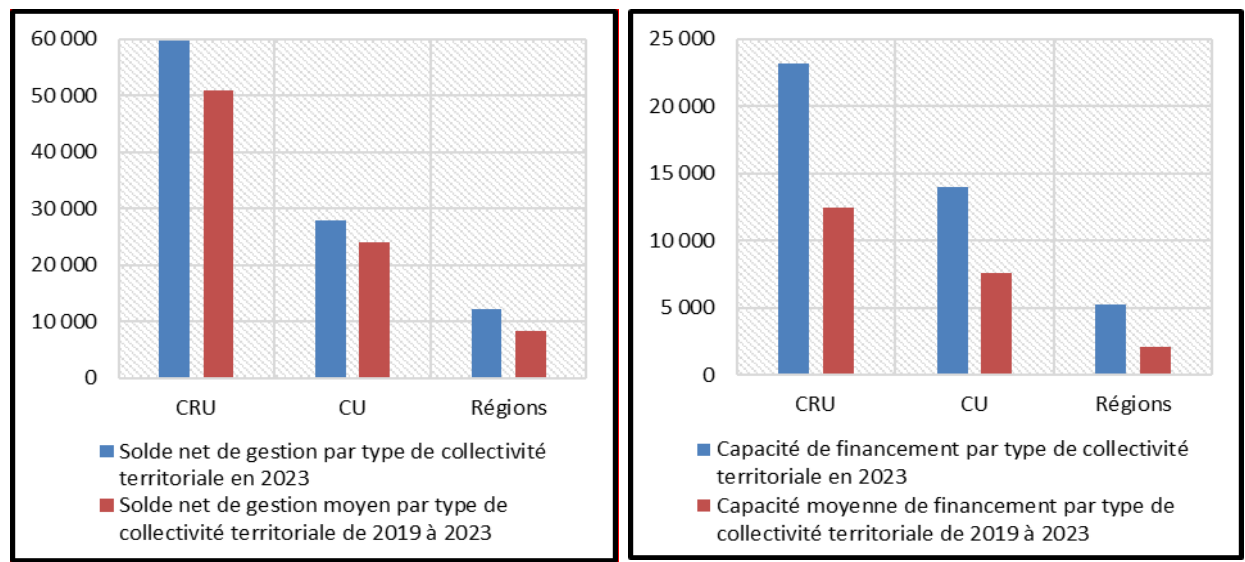
En 2023, les communes rurales, les communes urbaines et les régions affichent respectivement des niveaux de solde net de gestion de 59 765,25 millions de FCFA, de 27 966,87 millions de FCFA et de 12 171,16 millions de FCFA.

Sur la période 2019 à 2023, les communes rurales réalisent une capacité de financement moyenne de 12 456,17 millions de FCFA contre 7 545,18 millions de FCFA pour les communes urbaines et 2 085,72 millions de FCFA pour les régions. Toutefois, en 2022, les communes rurales et les régions affichent respectivement des besoins de financement de 2 311,53 millions de FCFA et de 2 908,56 millions de FCFA.

En 2023, les communes rurales, les communes urbaines et des régions affichent des capacités de financement respectives de 23 222,17 millions de FCFA, de 13 961,95 millions de FCFA et de 5 229,79 millions de FCFA.

GRAPHIQUE 51 : SOLDES NETS DE GESTION PAR TYPE DE COLLECTIVITE TERRITORIALE (EN MILLIONS DE FCFA)

GRAPHIQUE 52 : CAPACITE/BESOIN DE FINANCEMENT PAR TYPE DE COLLECTIVITE TERRITORIALE (EN MILLIONS DE FCFA)



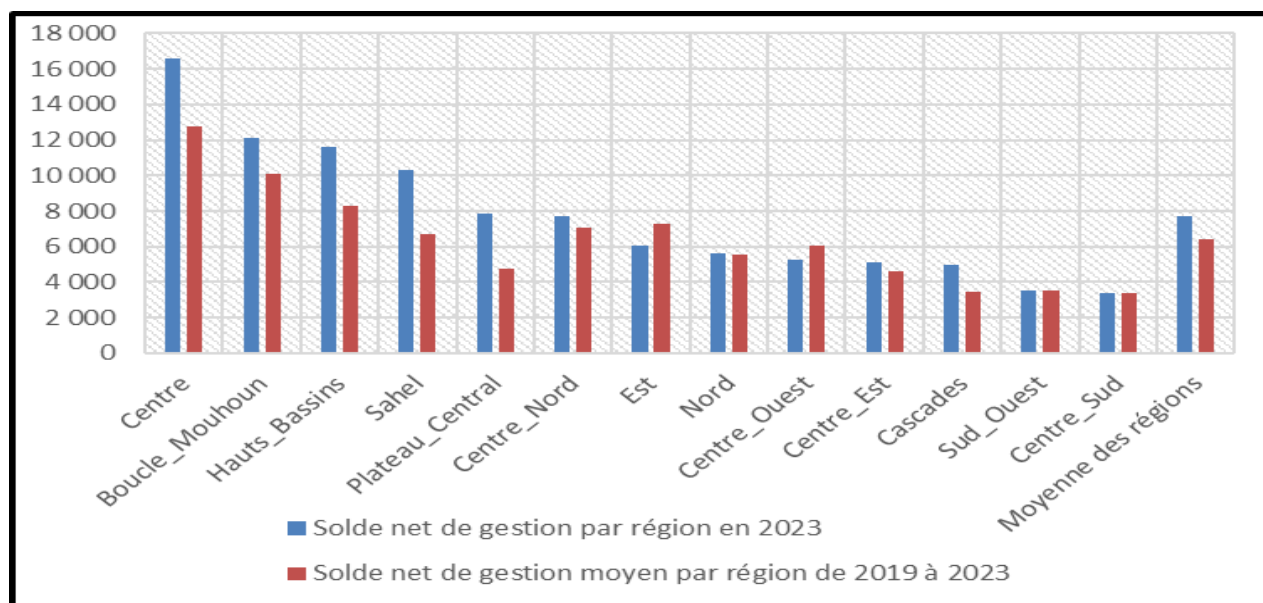
Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

IV.4.3 Soldes caractéristiques par région administrative

Les régions du Centre et de la Boucle du Mouhoun présentent les niveaux annuels moyens les plus élevés en termes de solde net de gestion sur la période avec respectivement 12 757,14 millions de FCFA et 10 077,72 millions de FCFA. Les régions du Centre-Sud et les Cascades enregistrent les niveaux moyens les plus faibles avec respectivement un montant de 3 349,79 millions de FCFA et 3 444,36 millions de FCFA.

En 2023, les régions du Centre et de la Boucle du Mouhoun restent les premières en termes de solde net de gestion avec des montants respectifs de 16 591,84 millions de FCFA et 12 116,88 millions de FCFA. Cependant, affichant des niveaux respectifs de 3 354,61 millions de FCFA et de 3 494,10 millions de FCFA, les régions du Centre-Sud et du Sud-Ouest enregistrent les soldes nets de gestion les moins élevés.

GRAPHIQUE 53 : SOLDE NET DE GESTION PAR REGION ADMINISTRATIVE (EN MILLIONS DE FCFA)



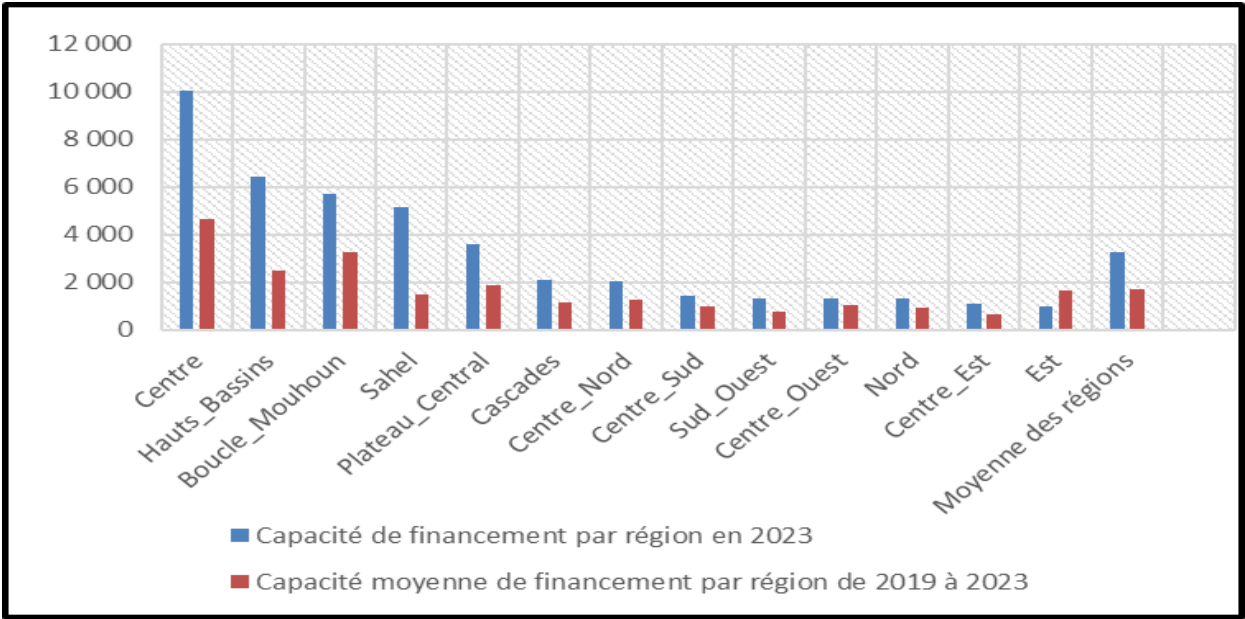
Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

Les régions du Centre et de la Boucle du Mouhoun présentent les niveaux annuels moyens les plus élevés en termes de capacité de financement sur la période avec respectivement 4 629,51 millions de FCFA et 3 266,24 millions de FCFA. La région du Centre-Est enregistre un niveau moyen de besoin de financement de 660,80 millions de FCFA.

En 2023, les régions du Centre et des Hauts-Bassins sont les premières en termes de capacité de financement avec des montants respectifs de 10 017,48 millions de FCFA et 6 447,46 millions de FCFA. Les régions de l'Est et du Centre-Est enregistrent les moins importantes capacités de financement avec respectivement 971,49 millions de FCFA et 1 094,85 millions de FCFA.

Excepté la région de l'Est, toutes les autres régions enregistrent, en 2023, une capacité de financement supérieure à la moyenne de leurs capacités de financement sur la période sous revue, en lien avec le transfert des ressources du FMDL et de celles de l'ADCT.

GRAPHIQUE 54 : CAPACITE/BESOIN DE FINANCEMENT DES COLLECTIVITES PAR REGION ADMINISTRATIVE (EN MILLIONS DE FCFA)



Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

CHAPITRE V : COMPTE DE PATRIMOINE ET INDICATEURS

Un compte de patrimoine est un état de la valeur des encours d'actifs détenus et de celle des passifs dus par une unité institutionnelle ou un groupe d'unités, à un moment donné¹⁰.

L'analyse du compte de patrimoine porte sur les éléments de l'actif et du passif et de leurs évolutions ainsi que sur quelques indicateurs clés.

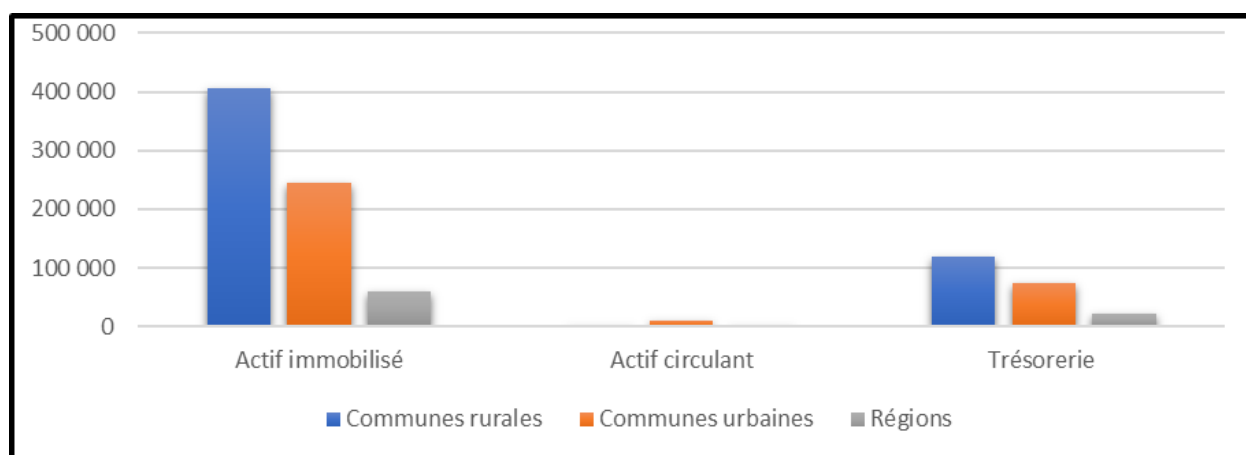
V.1 Analyse de l'actif

Un actif est un élément identifiable du patrimoine d'une entité ou d'un agent économique (ménage, entreprise, etc.) ayant une valeur économique positive, c'est-à-dire générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont cette entité attend un avantage économique futur. Pour les CT, il est composé :

- de l'actif immobilisé ;
- de l'actif circulant ;
- de la trésorerie.

Au 31 décembre 2023, l'actif des CT est estimé à 937 947,00 millions de FCFA. Sur ce montant global, l'actif immobilisé occupe la plus grande part avec 710 708,47 millions de FCFA, soit une proportion de 75,77%. Il est suivi par la trésorerie avec un montant de 215 181,24 millions de FCFA, soit un taux de 22,94%. L'actif circulant ferme la marche avec un montant de 12 057,28 millions de FCFA, soit un taux de 1,29%.

GRAPHIQUE 55 : STRUCTURATION DE L'ACTIF DES COLLECTIVITES TERRITORIALES AU 31 DECEMBRE 2023 (EN MILLIONS DE FCFA)



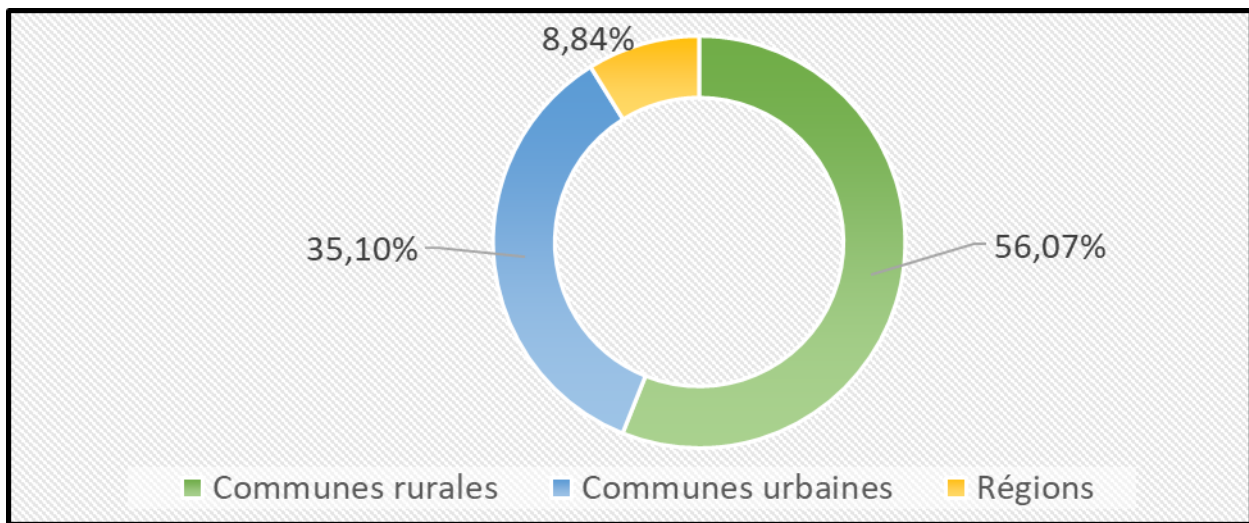
Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

Les communes rurales détiennent la part la plus importante (56,07%) de l'actif, suivies des communes urbaines (35,10%) au 31 décembre 2023. Toutefois, les communes urbaines sont celles

¹⁰ Confer MSFP 2014, page 77

qui détiennent la plus grande part d'actif en moyenne individuelle avec 6 718,28 millions de FCFA suivies des régions avec 6 375,13 millions de FCFA. Chaque commune rurale ne détient que 1 741,31 millions de FCFA d'actif en moyenne.

GRAPHIQUE 56 : REPARTITION DE L'ACTIF PAR TYPE DE CT AU 31 DECEMBRE 2023



Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

V.1.1 Analyse des postes de l'actif

Les postes de l'actif sont composés de l'actif immobilisé, de l'actif circulant et de la trésorerie (

Tableau 30 : Structuration de l'actif au 31 décembre 2023 (en millions de FCFA)).

V.1.1.1 Actif immobilisé

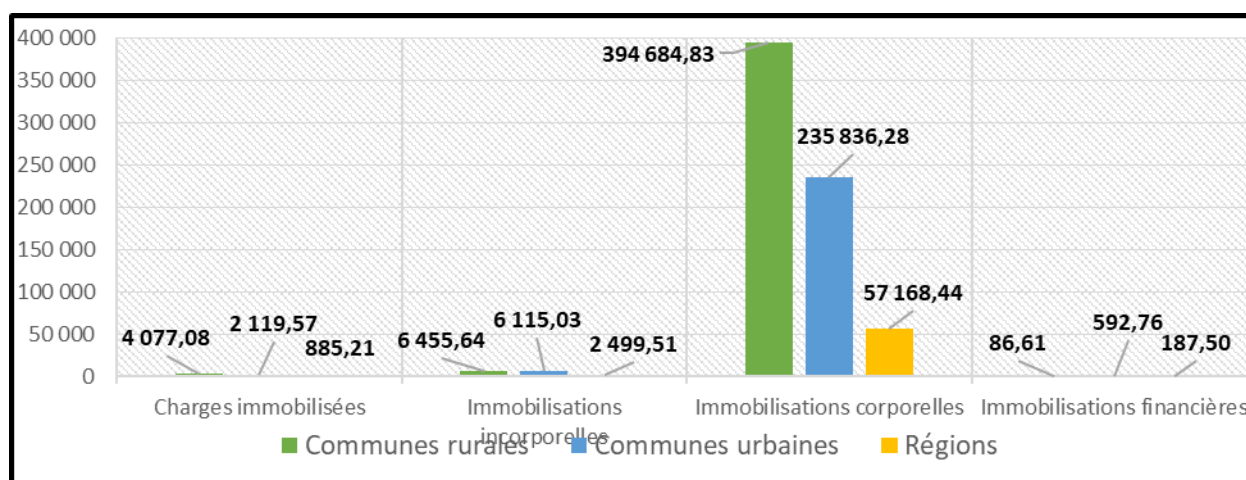
Ce poste comprend principalement les charges immobilisées, les immobilisations corporelles, les immobilisations incorporelles et les immobilisations financières (Tableau 32). Il faut noter que la comptabilité matière n'étant pas encore pratiquée dans les CT, l'état des immobilisations n'intègre pas les amortissements ; toute chose qui surestime sa valeur.

Au 31 décembre 2023, les immobilisations corporelles, d'un montant de 687 689,55 millions de FCFA, constituent la plus grande part de l'actif immobilisé avec un taux de 96,76%. Le reversement des opérations suivant le nouveau plan comptable a permis le report des immobilisations précédemment en cours dans l'ancien plan comptable vers une comptabilisation définitive. Toutefois, un montant de 384,60 millions de FCFA demeure dans les aménagements de terrains en cours.

Les immobilisations incorporelles, composées principalement de « frais de recherches et de développement », de « brevets », de « licences », de « logiciels », de « marques » et de « droit au bail », s'élèvent à un montant de 15 070,18 millions de FCFA et représentent 2,12% de l'actif immobilisé.

Les charges immobilisées (subventions d'équipement versées ou à verser dans l'ancien plan comptable) et les immobilisations financières (principalement prêts, avances, prises de participations à l'intérieur, dépôts et cautionnement) occupent une proportion très infime dans la rubrique « actif immobilisé » avec respectivement un montant un taux de 1,00% correspondant à un montant de 7 081,86 millions de FCFA et un taux de 0,12% pour un montant de 866,87 millions de FCFA.

GRAPHIQUE 57 : STRUCTURATION DE L'ACTIF IMMOBILISE AU 31 DECEMBRE 2023 (EN MILLIONS DE FCFA)



Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

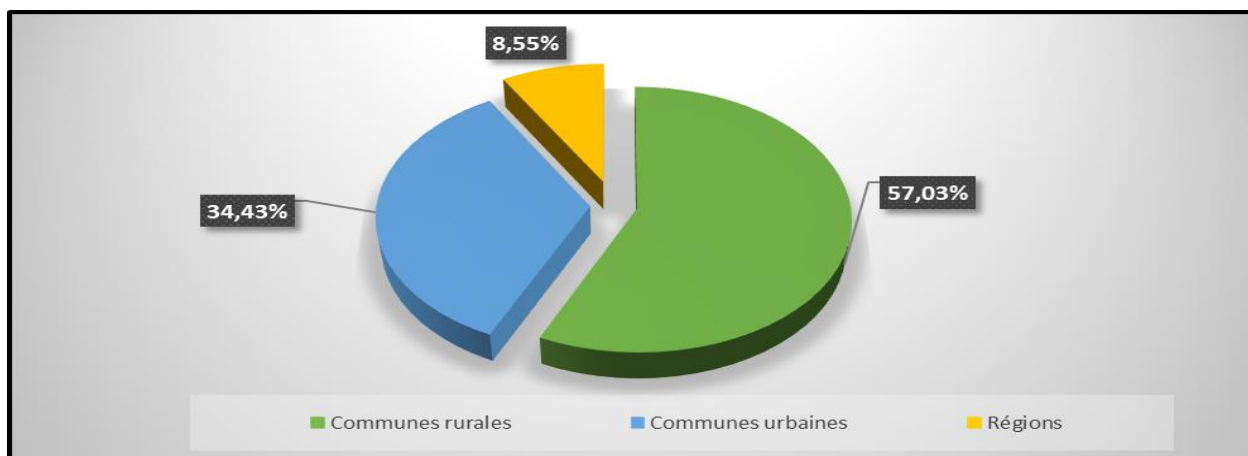
Pour ce qui est des immobilisations financières, plusieurs CT y ont comptabilisé des opérations. Il s'agit entre autres de :

- la région du Centre pour un montant de 150,00 millions de FCFA dont 100,00 millions de FCFA au compte 261 (prises de participations à l'intérieur) et 50,00 millions de FCFA au compte 264 (dépôts et cautionnements versés) ;
- la région du Nord pour un montant de 30,00 millions de FCFA au compte 269 (autres prises de participation), représentant la souscription au capital social de la société d'économie mixte (chambre froide) ;
- la région du Plateau Central pour un montant de 7,50 millions de FCFA au compte 264 (dépôts et cautionnements versés) pour la souscription à l'acquisition de terrains à la cité des forces vives du 11 décembre 2021 ;
- la commune de Ouagadougou avec un montant de 463,43 millions de FCFA dont 280,43 millions de FCFA au compte 2712 (avances) et 183,00 millions de FCFA au compte 269 (autres prises de participation) ;
- la commune de Orodara pour un montant de 18,17 millions de FCFA au compte 2710 (prêts) ;
- la commune de Loumbila pour un montant de 15,50 millions de FCFA au compte 264 (dépôts et cautionnements versés), représentant l'avance accordée à un service financier décentralisé pour l'octroi de prêts à des promoteurs d'activités génératrices de revenus ;
- la commune de Pouytenga pour un montant 89,50 millions de FCFA au compte 2710 « prêts » ;
- la commune de Pobé-Mengao pour un montant 34,50 millions de FCFA au compte 2712 « avances » ;
- la commune de Tougan pour un montant 3,00 millions de FCFA au compte 2710 « prêts » ;

- la commune de Zabré pour un montant 1,93 millions de FCFA au compte 2710 « prêts ».

La répartition de l'actif immobilisé par type de collectivités montre que les communes rurales occupent 57,03%, tandis que les communes urbaines sont à 34,43% et les régions à 8,55%. Toutefois, les communes urbaines détiennent individuellement 4 993,14 millions de FCFA de part d'actif en moyenne, suivies des régions avec 4 672,36 millions de FCFA, puis des communes rurales avec 1 342,07 millions de FCFA.

GRAPHIQUE 58 : REPARTITION DE L'ACTIF IMMOBILISE PAR TYPE DE CT AU 31 DECEMBRE 2023



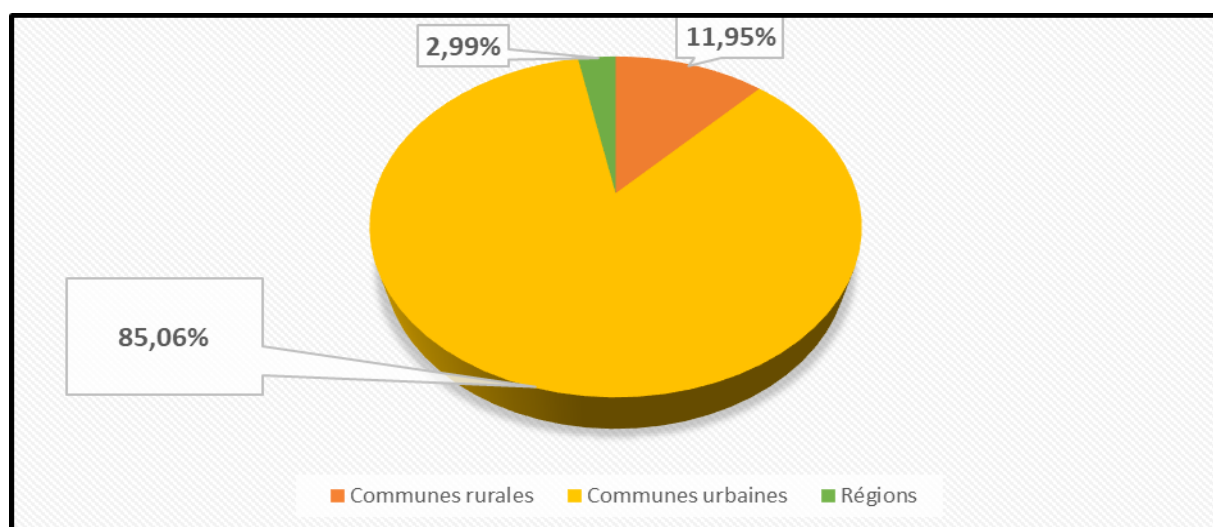
Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

V.1.1.2 Actif circulant

Le poste « Actif circulant » comprend principalement les restes à recouvrer sur impôts directs, les restes à recouvrer sur autres titres et les paiements à imputer et à régulariser. Il se chiffre à 12 057,28 millions de FCFA au 31 décembre 2023 contre 11 243,49 millions de FCFA au 31 décembre 2022, soit une hausse de 7,24%. Cette hausse est due à l'augmentation des paiements à imputer et à régulariser qui se chiffrent à 1 097,15 millions de FCFA au titre de 185 CT.

Les communes urbaines détiennent plus des 4/5 de ce poste avec un montant de 10 256,09 millions de FCFA, soit un taux de 85,06%. Pour ce qui est des communes rurales, leur actif circulant se chiffre à 1 440,77 millions de FCFA, soit un taux de 11,95% tandis que celui des régions affiche un montant de 362,42 millions de FCFA, soit un taux de 2,99%.

GRAPHIQUE 59 : REPARTITION DE L'ACTIF CIRCULANT PAR TYPE DE CT



Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

Sur un montant total de 12 057,28 millions de FCFA, les restes à recouvrer sur impôts directs d'un montant de 8 032,46 millions de FCFA (dont 7 941,28 millions de FCFA pour la commune de Ouagadougou) occupent la plus grande part de l'actif circulant, soit un taux de 66,62%.

Les restes à recouvrer sur autres titres se chiffrent à 2 927,67 millions de FCFA. Les dépenses à classer et à régulariser s'élèvent à 1 097,15 millions de FCFA.

Au regard de l'importance des restes à recouvrer, les receveurs de CT concernés sont invités à initier les procédures d'apurement des comptes y afférents à travers l'admission en non-valeur des recettes dont le recouvrement est compromis.

De même, les receveurs de CT sont appelés à effectuer l'apurement dans les délais règlementaires des comptes des dépenses à classer et à régulariser.

V.1.1.3 Trésorerie

Ce poste de l'actif comprend essentiellement le compte au Trésor et autres disponibilités au Trésor. Au 31 décembre 2023, son montant total pour l'ensemble des collectivités est de 215 181,24 millions de FCFA.

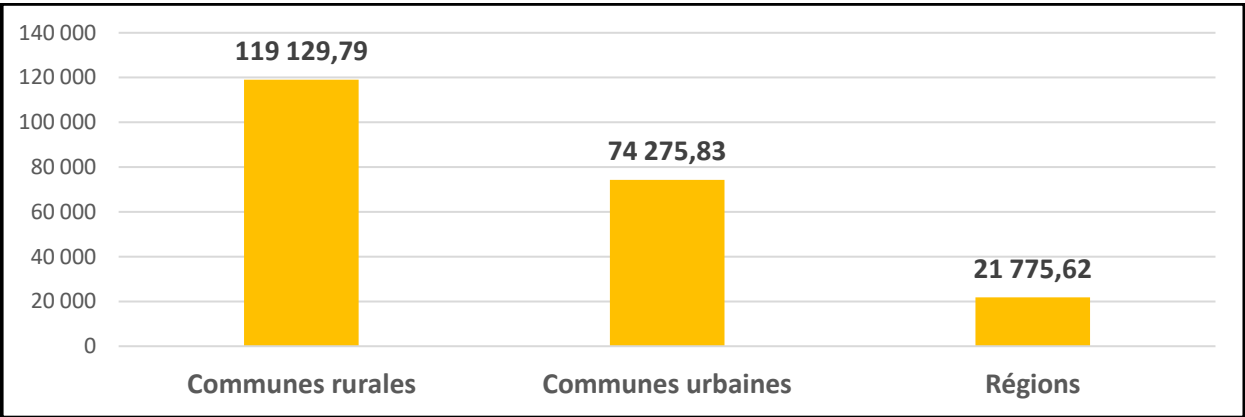
La répartition de la trésorerie par type de collectivités montre que les communes rurales détiennent 119 129,79 millions de FCFA, soit un taux de 55,36%. Les communes urbaines sont à un montant de 74 275,83 millions de FCFA, soit un taux de 34,52% et les régions comptabilisent 21 775,62 millions de FCFA, soit un taux de 10,12%.

Cependant, une analyse comparée donne un montant de 394,47 millions de FCFA en moyenne par commune rurale ; bien en deçà des 1 515,83 millions de FCFA par commune urbaine et 1 675,05 millions de FCFA par région.

Au titre de la trésorerie des communes urbaines, la commune de Ouagadougou détient à elle seule 31 482,13 millions de FCFA, soit 42,39%. Quant à la trésorerie des communes rurales, ce sont celles qui bénéficient conséquemment des ressources du FMDL qui l’améliorent. En effet, des communes comme Bana, Bagassi, Boudry et Partiaga détiennent respectivement 4 593,94 millions de FCFA, 3 830,51 millions de FCFA, 3 230,36 millions de FCFA et 3 145,06 millions de FCFA ; tandis que des communes telles que Niogo, Tin-Akoff, Soaw et Lalgaye possèdent une trésorerie respective de 26,37 millions de FCFA, 26,46 millions de FCFA, 54,74 millions de FCFA et 59,75 millions de FCFA.

Au demeurant, cette trésorerie importante ne traduit pas forcément une bonne santé financière de ces communes. En effet, le faible emploi des ressources s’explique non seulement par le contexte sécuritaire, mais aussi par les difficultés liées à l’exécution de la dépense publique.

GRAPHIQUE 60 : SITUATION DE LA TRESORERIE-ACTIF PAR TYPE DE CT AU 31 DECEMBRE 2023

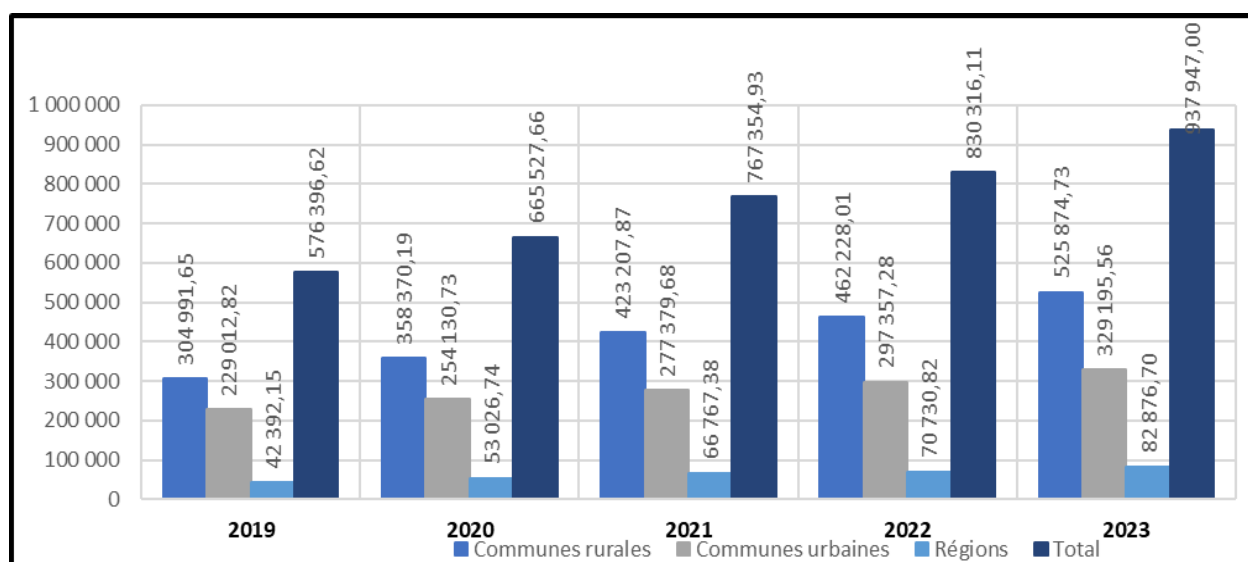


Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

V.1.2 Evolution de l’actif

Le graphique suivant illustre l’évolution de l’actif des CT de 2019 à 2023.

GRAPHIQUE 61 : EVOLUTION DE L'ACTIF DES CT (EN MILLIONS DE FCFA)

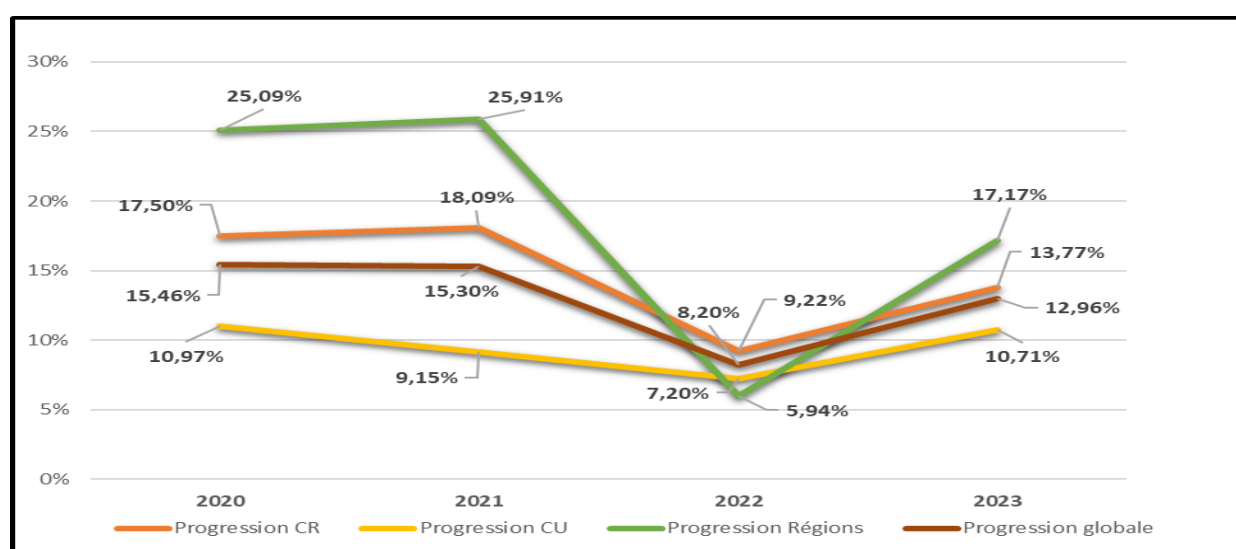


Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

De 2019 à 2023, l'actif est passé d'un montant de 576 396,62 millions de FCFA à 937 947,00 millions de FCFA, soit un taux d'accroissement de 62,73%. Le taux de croissance annuel moyen de l'actif de 2019 à 2023 est de 12,94% (Tableau 33).

L'analyse du graphique ci-dessous permet de s'appesantir sur l'évolution des taux de progression de l'actif par type de CT.

GRAPHIQUE 62 : EVOLUTION DES TAUX DE PROGRESSION DE L'ACTIF PAR TYPE DE CT EN %



Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

Pour tous les types de CT, on constate une hausse du taux de progression de l'actif en 2023 après un ralentissement en 2022.

Sur la période, l'évolution de l'actif des CT est imprimée par celle des communes rurales. Malgré la hausse constatée en 2023 du taux de progression de l'actif des régions (17,17%) par rapport à

celle observée en 2022 (5,94%), il n'a pas atteint son niveau de 2021 (25,91%). Il en est de même pour les régions et les communes urbaines.

Après avoir passé en revue les éléments de l'actif des collectivités territoriales à travers sa composition et son évolution, il convient d'analyser leur passif.

V.2 Analyse du passif

Le passif est l'ensemble des ressources d'une entité. Pour les CT, il est composé des :

- capitaux permanents (dotations, subventions, dons et legs en capital, réserves, report à nouveau, résultat de l'exercice et dons projets et legs) ;
- provisions pour risques et charges (elles ne sont pas pratiquées par les CT pour l'instant) ;
- dettes (emprunts, dettes et assimilées, dettes liées aux comptes rattachés, dettes fournisseurs, etc.).

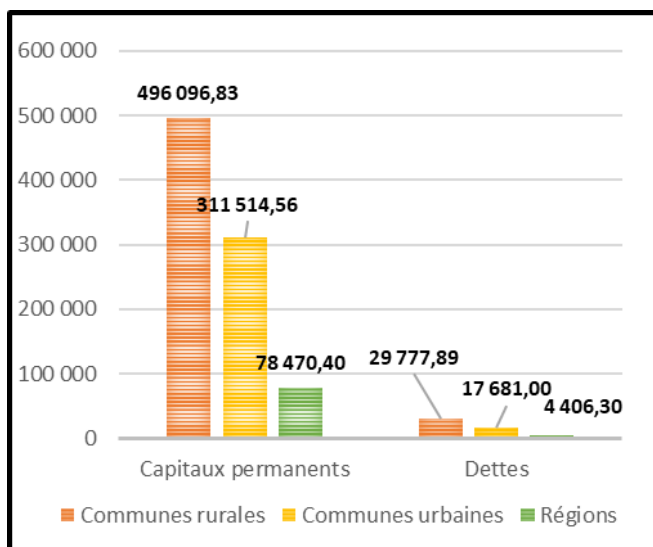
V.2.1 Analyse globale

Au 31 décembre 2023, le passif pour l'ensemble des CT, essentiellement composé des capitaux permanents et des dettes, est estimé à 937 946,99 millions de FCFA. Sur ce montant global, les capitaux permanents occupent la plus grande part avec 886 081,80 millions de FCFA, soit un taux de 94,47%. Quant aux dettes, le montant s'élève à 51 865,19 millions de FCFA, soit 5,53% (Tableau 34).

Les communes rurales ont le passif le plus élevé avec un montant de 525 874,72 millions de FCFA (56,07%). Elles sont suivies par les communes urbaines avec un montant de 329 195,56 millions de FCFA (35,10%). Les régions possèdent le passif le moins élevé avec 82 876,70 millions de FCFA (8,84%).

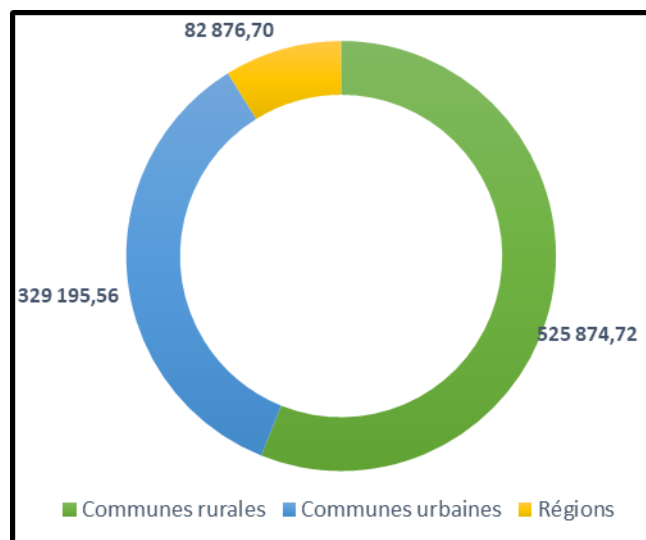
Néanmoins, chaque commune rurale ne détient en moyenne que 1 741,31 millions de FCFA, tandis que les communes urbaines détiennent individuellement 6 718,28 millions de FCFA et les régions 6 375,13 millions de FCFA.

GRAPHIQUE 63 : STRUCTURATION DU PASSIF PAR TYPE DE COLLECTIVITE AU 31 DECEMBRE 2023 (EN MILLIONS DE FCFA)



Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

GRAPHIQUE 64 : REPARTITION DU PASSIF PAR TYPE DE CT AU 31 DECEMBRE 2023 (EN MILLIONS DE FCFA)



Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

V.2.2 Analyse des postes du Passif

Les principaux postes du passif sont les capitaux permanents et les dettes.

V.2.2.1 Capitaux permanents

Les capitaux permanents sont constitués de dotations, subventions, dons et legs en capital, de réserves, de report à nouveau, de résultat de l'exercice et des dons projets et legs (Tableau 35).

Les « dotations, subventions, dons et legs en capital » constituent la plus forte proportion des capitaux permanents avec 66,87%, soit un montant de 592 563,18 millions de FCFA. Elles représentent le cumul des divers appuis externes aux CT tels que la dotation globale d'équipement, les ressources du FMDL, les ressources de l'ADCT, les dotations liées aux compétences transférées et les diverses subventions d'équipements reçues. Ces dotations proviennent de l'Etat directement ou à travers les instruments de financement décentralisé et des partenaires financiers nationaux et internationaux ; ce qui traduit la forte dépendance des CT vis-à-vis de ces appuis.

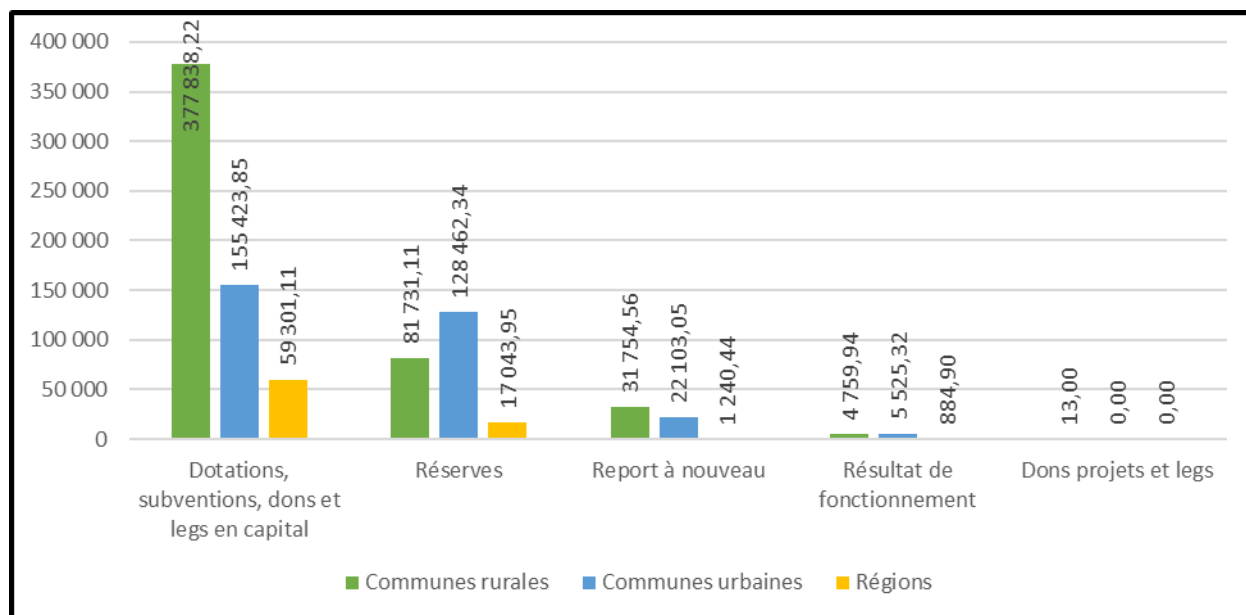
Quant aux réserves d'un montant de 227 237,39 millions de FCFA, elles représentent 25,65% de la masse des capitaux permanents. Elles sont constituées essentiellement de prélèvement sur les recettes propres et représentent l'effort réel des CT à s'autofinancer.

Le report à nouveau qui correspond aux montants cumulés des résultats de fonctionnement des années antérieures, se chiffre à 55 098,06 millions de FCFA, soit 6,22% de la masse des capitaux permanents. Additionnés à celui de l'année courante, les résultats cumulés représentent 7,48% des

capitaux permanents. Pour une entreprise privée, un excédent de cet ordre (66 268,22 millions de FCFA) pourrait refléter une très bonne santé financière. Mais dans le cadre des CT où la satisfaction de l'intérêt public se substitue à la recherche du profit, cet excédent cumulé traduit diverses difficultés liées aux prévisions budgétaires et à l'absorption des crédits. Ces difficultés résultent notamment des points suivants :

- les déblocages tardifs des appuis financiers de l'Etat ;
- la non maîtrise des procédures de la dépense publique par les acteurs des CT ;
- la défaillance des entreprises dans l'exécution des marchés ;
- la relative sincérité des prévisions budgétaires ;
- les retards dans l'exécution des marchés liés aux cantines scolaires ;
- les problèmes d'apurement des restes à recouvrer (cas de la commune de Ouagadougou).

GRAPHIQUE 65 : STRUCTURATION DES CAPITAUX PERMANENTS AU 31 DECEMBRE 2023 (EN MILLIONS DE FCFA)

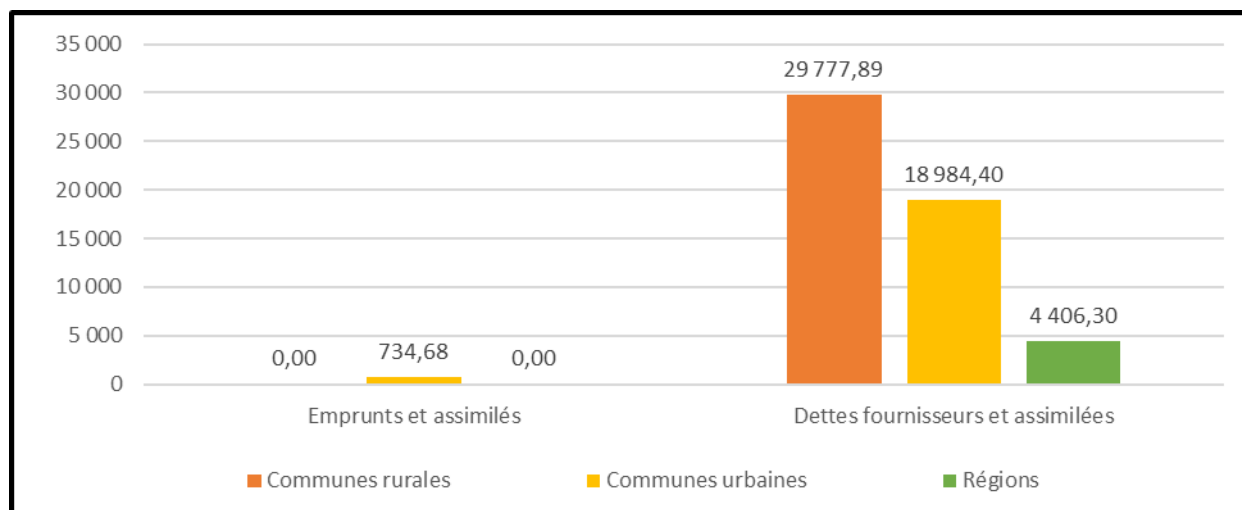


Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

V.2.2.2 Dettes

Les dettes se composent essentiellement des emprunts, des dettes et assimilées, des dettes liées aux comptes rattachés et des dettes fournisseurs.

GRAPHIQUE 66 : STRUCTURATION DES DETTES AU 31 DECEMBRE 2023 (EN MILLIONS DE FCFA)



Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

D'un montant global de 51 865,19 millions de FCFA, les dettes représentent ce que les CT doivent aux tiers. Les emprunts et dettes à court, moyen et long termes d'un montant de 734,68 millions de FCFA, soit un taux de 1,36% représentent une très faible proportion des dettes. Cela signifie que les CT recourent très peu à l'emprunt. Ainsi, au 31 décembre 2023, deux (02) CT ont des emprunts en cours. Il s'agit des communes de Ouagadougou (215,10 millions de FCFA) et de Bobo Dioulasso (313,07 millions de FCFA).

Lors de la 22^e CAST tenue les 3 et 4 décembre 2020 relative à la gestion financière et comptable des CT, les ordonnateurs des CT ont souhaité avoir des facilités dans le montage des dossiers d'emprunt.

Des mesures peuvent ainsi être prises dans le sens d'accroître l'autonomie financière des collectivités territoriales qui est une condition sine qua non pour le recours à l'emprunt. Il s'agira par exemple de :

- **étendre la fiscalité partagée à d'autres types d'impôts (TVA, IUTS, etc.) en faveur des CT, c'est-à-dire soumettre d'autres natures d'impôts à répartition entre l'Etat et les CT ;**
- **améliorer les clés de répartition des recettes de la fiscalité partagée au profit des CT ;**
- **mettre en place des actions visant à maximiser le recouvrement (sensibilisation au civisme fiscal, mise en place d'un fichier du contribuable, etc.) ;**
- **réaliser et rendre fonctionnel les infrastructures marchandes.**

Cependant, les dettes fournisseurs (fournisseurs et comptes rattachés, créiteurs divers, comptes d'attente, recettes à classer et à régulariser, etc.) avec un montant de 53 168,59 millions de FCFA,

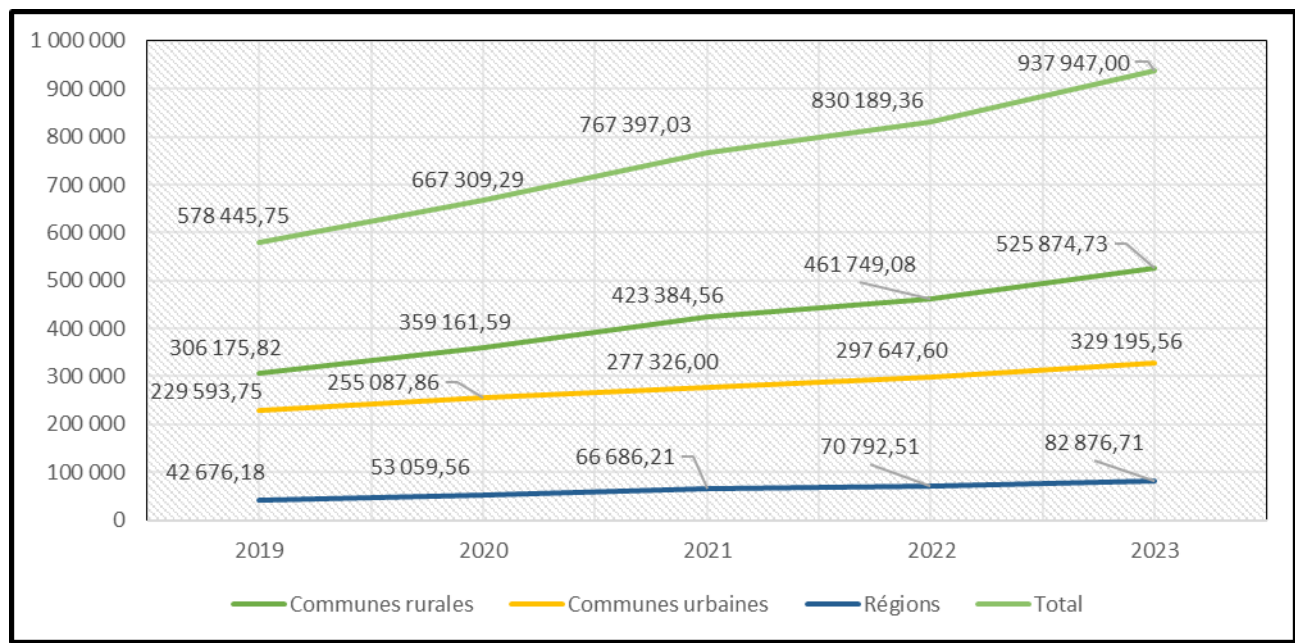
soit un taux de 98,64% constituent la majeure partie de la dette des CT. Cela signifie qu'au 31 décembre 2023, les CT détiennent non seulement un stock important de ordonnances/mandats impayés (46 831,05 millions de FCFA) pouvant s'expliquer par la prise en charge de la plupart des titres de paiement d'investissement pendant la journée complémentaire, mais aussi un portefeuille conséquent de retenues de garantie (6 337,54 millions de FCFA) qui peut être dû à un problème d'application de la déchéance quadriennale.

Afin d'apurer les comptes de retenue de garantie (4014 et 4024), il convient d'appliquer l'instruction 2011-0740/MEF/SG/DGTCP/DELF du 18 mars 2011 portant comptabilisation des retenues de garantie des CT en appliquant la déchéance quadriennale si l'attributaire du marché n'a pas fait valoir ses droits.

V.2.3 Evolution du passif

Le graphique ci-après donne l'évolution du passif des CT de 2019 à 2023.

GRAPHIQUE 67 : EVOLUTION DU PASSIF DES COLLECTIVITES TERRITORIALES (EN MILLIONS DE FCFA)



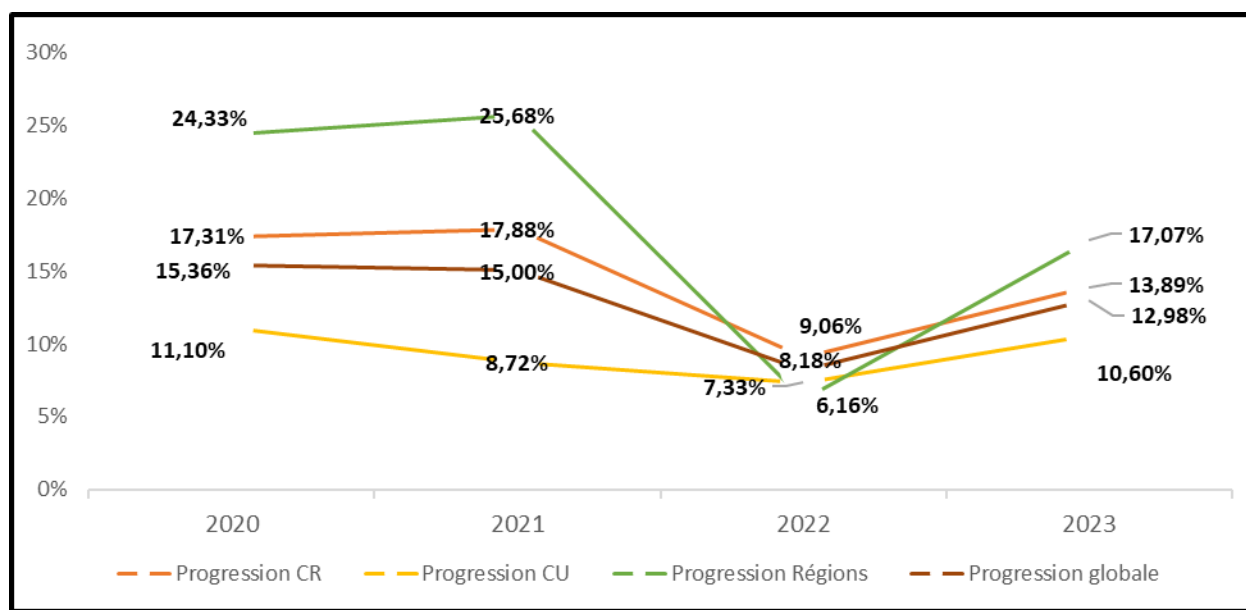
Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

De 2019 à 2023, le passif est passé d'un montant de 578 445,75 millions de FCFA à 937 947,00 millions de FCFA, soit un taux de croissance global de 62,15% (

Tableau 36). Le taux de croissance annuel moyen du passif de 2019 à 2023 est de 12,84%.

L'analyse du graphique ci-dessous permet de donner un aperçu de l'évolution du taux de progression du passif par type de CT.

Graphique 68 : Evolution du taux de progression du passif par types de CT



Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

Sur la période, l'évolution du passif des CT est imprimée par celle des communes rurales à l'image de celle de l'actif.

V.3 Indicateurs budgétaires et indicateurs d'activités

Trois indicateurs budgétaires et deux indicateurs d'activités clés seront abordés.

V.3.1 Indicateurs budgétaires

L'épargne budgétaire, la marge brute et l'effort d'autofinancement sont les indicateurs budgétaires qui seront analysés.

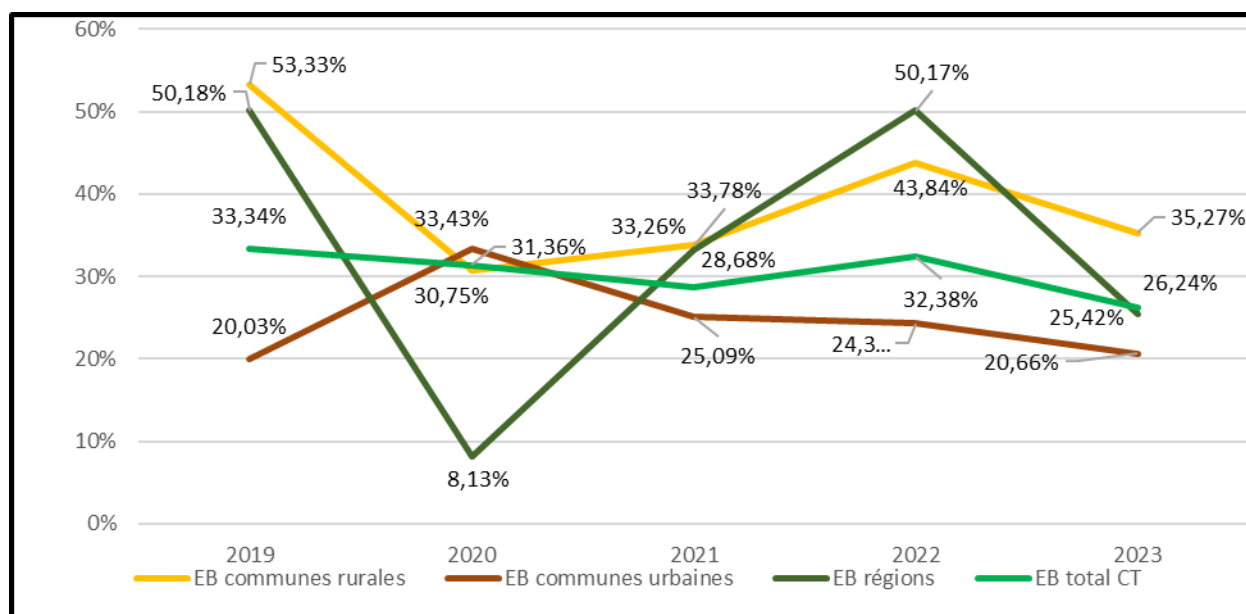
V.3.1.1 Epargne budgétaire

L'épargne budgétaire (EB) correspond aux ressources propres d'investissement qui comprennent entre autres le prélèvement obligatoire sur les ressources propres de fonctionnement et la part de l'excédent de fonctionnement affecté à l'investissement. En effet, la réglementation fait obligation aux CT de dégager une épargne minimale de 20% sur leurs ressources propres de fonctionnement et d'affecter l'excédent ordinaire capitalisé prioritairement à l'investissement.

Sur les cinq dernières années, le prélèvement total au titre de l'épargne des CT se chiffre à un montant de 94 956,38 millions de FCFA sur des ressources propres cumulées de 315 304,84 millions de FCFA, soit un taux de prélèvement de 30,12% (

Tableau 25).

GRAPHIQUE 69 : EVOLUTION DE L'EPARGNE BUDGETAIRE PAR TYPE DE CT



Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

Il ressort globalement un respect du seuil minimal de prélèvement de 20% pour l'ensemble des types de CT sur toute la période.

L'épargne budgétaire des communes rurales imprime sa dynamique à l'évolution de l'épargne budgétaire globale des CT. Leur EB sur la période est nettement supérieure au minimum réglementaire, soit 38,91% en moyenne ; ce qui traduit leur forte propension à financer leurs investissements à partir de leurs ressources propres. En 2019, l'EB culmine à 55,33%, puis connaît une contraction en 2020 (-22,58 points de pourcentage) et en 2023 (-8,57 points de pourcentage). En 2021 et 2022, l'EB de l'ensemble des communes rurales ressort respectivement à 33,78% et 43,84%.

Au niveau des communes urbaines, le plus fort taux se constate en 2020 avec 33,43% et le plus faible taux est enregistré en 2019 avec 20,03%.

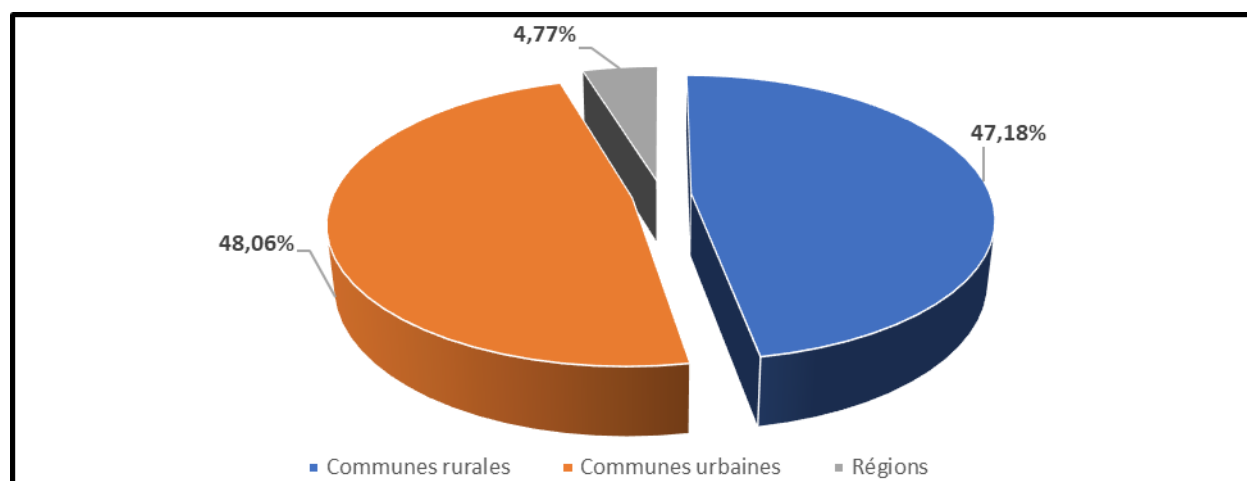
L'EB des régions connaît une meilleure fortune que celle des communes urbaines avec un taux de prélèvement moyen de 32,73%. Néanmoins, le pic de 2019 (50,18%) précède une chute de 42,05 points de pourcentage en 2020 pour donner l'EB la plus basse de toute la série (8,13%) bien en deçà du taux référentiel. Cette baisse drastique en 2020 s'explique par la mesure qui dispensait les CT de l'obligation du prélèvement obligatoire dans le but de mitiger les effets de la covid-19¹¹. Mais, si les communes urbaines et rurales, dans leur majorité, n'ont pas usé de cette dispense, ce

¹¹ Confer circulaire conjointe N°2020-1082/MINEFID/MATDC du 29 avril 2020 relative aux mesures de rationalisation de la gestion budgétaire 2020 des CT face au COVID-19.

n'est pas le cas des régions dont certaines n'ont effectué aucun prélèvement. C'est l'exemple de la Boucle du Mouhoun, du Centre-Est, du Centre-Ouest, de l'Est et des Hauts-Bassins.

L'effort d'investissement constaté de façon générale peut dissimuler d'autres réalités dont le prélèvement systématique à hauteur de la prévision sans tenir compte du niveau de réalisation effective des ressources propres dont on sait qu'elles pâtiennent de la situation sanitaire et sécuritaire. De même, l'obligation faite aux CT d'affecter leur excédent de fonctionnement prioritairement à l'investissement contribue à une amélioration du taux de prélèvement pour les années 2019 à 2022. Cela est d'autant plus perceptible pour les communes rurales bénéficiant d'importantes recettes provenant de l'activité minière (transferts de taxe superficielle, patente, taxe foncière des sociétés) et dégagant des résultats de fonctionnement assez considérables.

GRAPHIQUE 70 : POIDS DES TYPES DE CT DANS LA CONSTITUTION DE L'EPARGNE BUDGETAIRE



Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

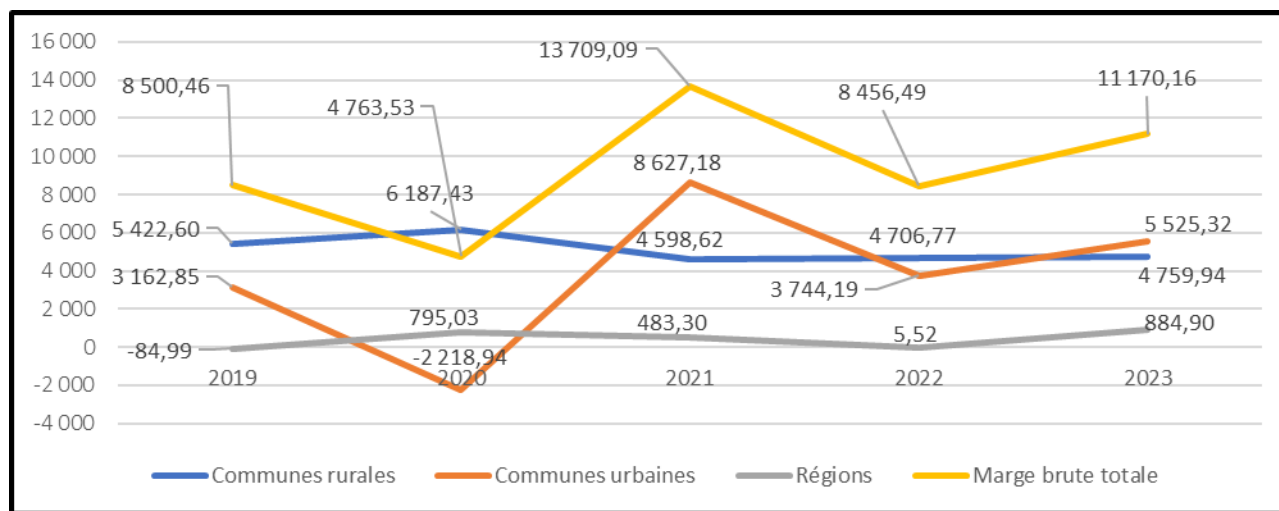
De l'analyse par type de CT, il ressort que les communes rurales détiennent la part importante de l'EB (48,06%), suivies par les communes urbaines avec une proportion de 47,18%. Les régions, quant à elles, détiennent la portion congrue (4,77%) liée à leur nombre et à leurs budgets relativement faibles.

V.3.1.2 Marge brute

La marge brute (MB) correspond au résultat net de fonctionnement dégagé par le compte de gestion de l'année courante. Elle permet de savoir si le train de vie de la collectivité territoriale suit le rythme de progression de ses ressources définitives. Si la MB croît d'année en année, cela signifie que les recettes progressent plus vite que les dépenses. Au contraire, sa dégradation traduit que la collectivité territoriale ne maîtrise pas son train de vie.

MB = Recettes de fonctionnement – Dépenses de fonctionnement

GRAPHIQUE 71 : PROGRESSION DE LA MARGE BRUTE (EN MILLIONS DE FCFA)



Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

L'évolution de la MB globale traduit une certaine progression des recettes ordinaires par rapport aux dépenses de fonctionnement ; à l'exception de 2020. Sa progression globale en dents de scie est imprimée par celle des communes urbaines. La MB est ressortie positive au cours de la période sous revue.

En 2019, les CT dans leur majorité présentent une bonne santé financière en dégagant une MB de 8 500,46 millions de FCFA. Toutefois, les régions affichent une MB négative de 84,99 millions de FCFA.

Quant à la MB de 2020, elle connaît une régression de 43,96% due principalement à celles des communes urbaines (-2 218,94 millions de FCFA). En effet, la seule commune de Ouagadougou enregistre un déficit de 3 173,31 millions de FCFA. Concernant la MB des régions, elle a progressé en passant de -84,99 millions de FCFA à 795,03 millions de FCFA sur la période.

La dégradation de la MB de 2020 par rapport à 2019 pourrait se justifier par la crise sanitaire liée à la covid-19, du fait :

- des dépenses exceptionnelles engendrées par les mesures de mitigation des effets de la maladie ;
- du ralentissement de l'activité économique induit par la fermeture des marchés et yaars, les exemptions fiscales temporaires accordées par le gouvernement, la fermeture des frontières, les interdictions de rassemblement, etc ;
- de la suspension des activités de recouvrement.

De même, la crise sécuritaire impacte négativement les performances de mobilisation des recettes pendant que les dépenses s'accroissent. En effet, le tissu économique des zones à fort défi sécuritaire s'est considérablement dégradé et les acteurs du recouvrement n'ont plus la possibilité d'y accéder.

En 2021, la MB connaît une hausse globale de 187,79%, imputable principalement à la MB des communes urbaines (8 627,18 millions de FCFA) au titre desquelles la commune de Ouagadougou comptabilise un excédent de 3 996,52 millions de FCFA. Cette bonne santé financière globale dissimule néanmoins une régression de 39,21% de la MB des régions. La progression de la MB résulte d'une baisse des dépenses de fonctionnement de 3 499,51 millions de FCFA et d'une hausse des recettes de fonctionnement de 5 446,05 millions de FCFA par rapport à 2020.

En 2022, la MB se contracte par rapport à 2021. Elle se situe à 8 456,49 millions de FCFA contre 13 709,09 millions de FCFA en 2021, soit une baisse de 38,31%. Si la MB des communes urbaines augmente de 2,35%, celle des communes rurales et des régions baissent respectivement de 56,60% et de 98,85%.

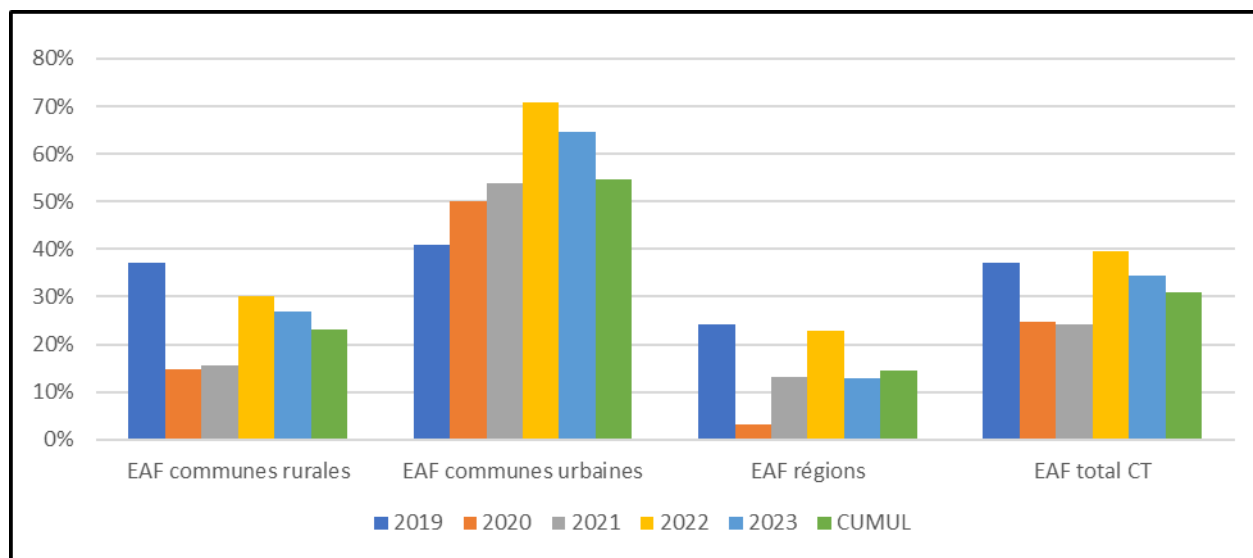
Toutefois, il sied de faire remarquer que même une bonne progression de la MB peut dissimuler des difficultés que rencontrent certaines collectivités à exécuter efficacement leurs crédits budgétaires. Elle peut aussi s'expliquer par la non-maîtrise des prévisions des recettes (sous-estimation) ; laquelle entraîne de facto une mauvaise programmation des dépenses en vertu du principe de l'équilibre budgétaire.

V.3.1.3 Effort d'Autofinancement

Il permet de mesurer la part des investissements financés par les excédents des recettes de fonctionnement. Dans le cadre de ce rapport, la capacité d'autofinancement s'entend non seulement du prélèvement sur recettes propres, mais aussi de l'affectation de l'excédent de fonctionnement.

	Capacité d'Autofinancement	
Effort d'Autofinancement =		x100
	Investissements	

GRAPHIQUE 72 : EVOLUTION DE L'EFFORT D'AUTOFINANCEMENT



Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

Sur une masse d'investissements de 307 731,27 millions de FCFA, l'ensemble des CT a fourni un effort d'autofinancement (EAF) de l'ordre de 94 956,38 millions de FCFA pendant la période sous revue, soit un EAF de 30,86%.

Les communes urbaines ont fourni l'EAF le plus significatif avec un taux global de 54,73%. Elles ont même maintenu un cap de plus de 40% pour toutes les années considérées. En 2020, 2021, 2022 et 2023, elles ont financé plus de la moitié de leurs investissements (respectivement 50,11%, 53,71%, 70,78% et 64,52%). Cela démontre leur capacité à générer suffisamment de ressources propres dont le prélèvement contribue à leur capacité d'autofinancement.

En ce qui concerne les régions, elles enregistrent le plus faible effort d'autofinancement avec un taux global de 14,42%. L'EAF annuel moyen ressort à 15,23% sur la période.

Pour les communes rurales, l'EAF enregistre un taux global de 23,22% passant de 37,10% en 2019 pour s'afficher à 26,89% en 2023. Les plus faibles taux sont enregistrés en 2020 (14,87%) et 2021 (15,70%). L'EAF annuel moyen est de 24,94%.

V.3.2 Indicateurs d'activités

L'analyse porte sur les indicateurs de mieux-être et de l'effort d'équipement par habitant.

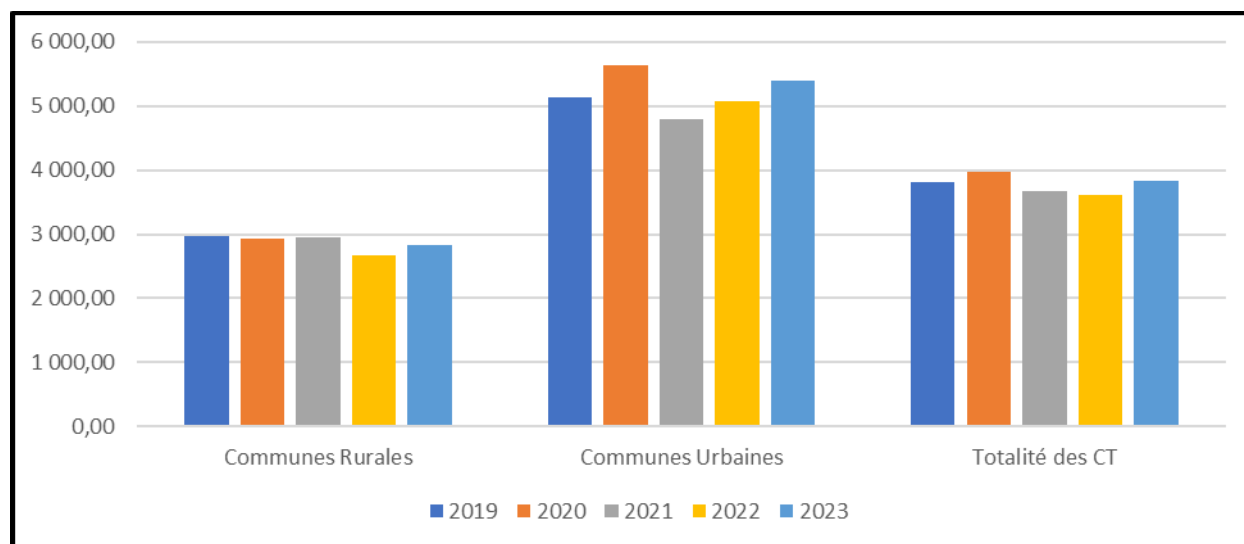
V.3.2.1 Mieux-être par habitant

Les activités des collectivités territoriales doivent s'insérer dans le cadre général de la recherche de l'accroissement du bien-être de la population. Le ratio suivant permet de mesurer le bien-être procuré aux populations locales au cours d'une période déterminée.

Mieux-être =	Dépenses de fonctionnement

	Population

GRAPHIQUE 73 : MIEUX-ETRE PAR HABITANT (EN FCFA)



Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

En moyenne sur la période sous revue, les dépenses de fonctionnement de l'ensemble des CT ont contribué à hauteur de 3 778,88 FCFA au bien-être de chaque habitant. Cependant, si les communes urbaines ont consacré 5 206,02 FCFA au bien-être de chaque habitant, les communes rurales n'en ont consacré que 2 869,09 FCFA.

Les communes rurales enregistrent une fluctuation du mieux-être de leur population au fil des ans. En effet, la valeur du mieux-être qui se chiffre à 2 969,40 FCFA par habitant en 2019 connaît son niveau le plus bas en 2022 (2 673,40 FCFA). Pour les communes urbaines, le mieux-être par habitant le plus élevé se chiffre à 5 633,61 FCFA en 2020 et le moins élevé en 2021 (4 795,91 FCFA).

En guise de comparaison, au titre des communes urbaines, en dehors de la commune de Ouagadougou (7 959,60 FCFA) et de la commune de Bobo Dioulasso (7 163,68 FCFA), la commune de Banfora détient le meilleur indicateur de mieux-être (6 717,63 FCFA). A contrario, la commune de Pama détient le plus faible niveau (467,04 FCFA) ; ce qui dégage une différence de 6 250,59 FCFA avec la commune de Banfora et pourrait se justifier par le contexte sécuritaire difficile.

Pour ce qui est des communes rurales, si la commune de Sabcé a consenti l'effort le plus élevé en matière de mieux-être de sa population (47 741,28 FCFA), la commune de Kombori détient le niveau le plus bas (1 097,91 FCFA, soit une différence de 46 643,38 FCFA avec la commune de Sabcé). Il sied toutefois de préciser que la commune de Sabcé tire profit des ressources liés à l'exploitation minière, principalement la patente et la taxe superficielle.

Ainsi, l'on constate que malgré le contexte sécuritaire sus-évoqué, certaines communes rurales ont mieux contribué au bien-être de leur population que des communes urbaines.

V.3.2.2 Effort d'équipement par habitant

Ce ratio permet d'évaluer l'effort consenti par une CT en vue de fournir aux populations les équipements à même de contribuer à leur mieux-être. Il est significatif de leur engagement en matière d'équipements publics de proximité mis à disposition de leurs habitants et de ceux de leur aire d'influence dans le cadre de leur compétence.

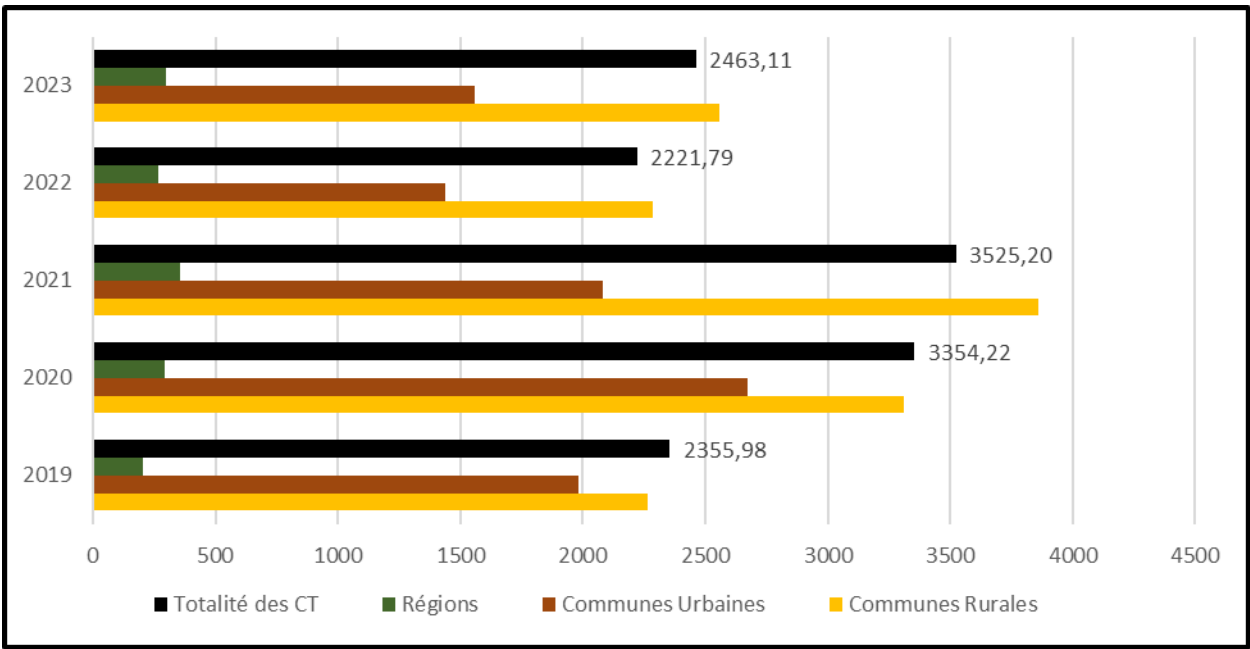
Investissement

Effort d'équipement =

/

Population

GRAPHIQUE 74 : EFFORT D'EQUIPEMENT PAR HABITANT (EN FCFA)



Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

Les CT ont consenti un effort d'équipement par habitant d'un montant de 2 778,68 FCFA en moyenne sur la période sous revue. Ainsi, les communes rurales, communes urbaines et les régions

ont consacré respectivement en moyenne 2 853,09 FCFA, 1 933,87 FCFA et 283,46 FCFA à l'effort d'équipement par habitant.

L'année 2023 a enregistré une amélioration globale de l'effort d'équipement de l'ensemble des CT après une dégradation globale en 2022. Cette hausse globale se justifie par la reprise des investissements après la suspension en 2022 décidée par les autorités à la suite de la dissolution des conseils des CT.

Ce sont les communes rurales qui enregistrent la plus forte hausse (+268,82 FCFA) de l'effort d'équipement en 2023.

En guise de comparaison, au titre des communes urbaines, en dehors de la commune de Ouagadougou (1 252,74 FCFA) et de la commune de Gorom-Gorom (8 723,00 FCFA), c'est la commune de Houndé qui a consenti l'effort d'équipement par habitant le plus élevé (8 174,76 FCFA) ; contrairement à la commune de Pama qui a consenti l'effort le plus faible (17,27 FCFA), soit une différence de 8 157,49 FCFA avec la commune de Houndé. Concernant les communes rurales, la commune de Sabcé est en tête (38 901,10 FCFA) à l'opposé de la commune de Kiembara qui détient le score le plus bas (95,62 FCFA), soit une différence de 38 805,48 FCFA avec la commune de Sabcé. Au titre des régions, l'effort d'équipement le plus élevé est détenu par la région de l'Est avec 750,14 FCFA par habitant et le plus faible par la région de Centre Sud avec 200,95 FCFA par habitant.

Ainsi, l'on constate que malgré le contexte sécuritaire sus-évoqué, certaines communes rurales ont mieux consenti l'effort d'équipement au profit de leur population que des communes urbaines.

CONCLUSION

Au regard des résultats enregistrés au titre des opérations financières des collectivités territoriales sur la période 2019-2023, les CT confortent, au fil des années, leurs engagements à satisfaire, de manière optimale, les attentes sans cesse croissantes de leurs populations. Il est à relever que leurs efforts soutenus, conjugués à l'action de l'Etat et des partenaires techniques et financiers, ont permis de mettre en œuvre les actions prioritaires de la décentralisation, malgré le contexte sécuritaire difficile. Ainsi, la situation financière des CT s'est globalement améliorée sur la période sous revue. En effet, l'on note entre autres une amélioration de la capacité d'autofinancement (+2,13% en moyenne par an) soutenue par une augmentation des recettes propres (+6,74% en moyenne par an).

Cependant, cette situation reste fragile et les CT demeurent en grande majorité tributaire de la subvention de l'État pour la couverture optimale de leurs besoins.

Des difficultés impactent négativement les performances des CT. Il s'agit notamment des contextes sanitaire, social et sécuritaire, de la faible qualification de certains acteurs, de la faiblesse du tissu économique, de la non-maîtrise du potentiel fiscal, de l'incivisme fiscal, de la faible implication des élus locaux dans la mobilisation des ressources et de la faible déconcentration des services techniques financiers.

Pour l'atteinte de l'autonomie financière des CT, gage d'un développement local durable, des efforts considérables restent à fournir. Pour ce faire, il sied non seulement de résoudre les difficultés qui émaillent la gestion financière et comptable des CT mais aussi de mettre en œuvre les recommandations formulées et de poursuivre les actions prioritaires de la décentralisation afin d'amorcer le troisième cycle.

ANNEXES

TABLEAU 2 : EVOLUTION DES RECETTES GLOBALES PAR NATURE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES (EN MILLIONS DE FCFA)

Année	2019	2020	2021	2022	2023
Fonctionnement	42 322,10	43 082,94	44 381,73	41 831,33	45 310,52
Ventes de produits et services	1 216,44	1 352,61	1 724,25	1 193,23	1 482,07
Recettes fiscales	14 012,64	14 251,30	16 029,46	16 271,75	19 847,98
Recettes non fiscales	4 271,69	4 664,22	5 483,93	3 809,50	5 633,29
Dotations, transferts et subventions	22 227,90	22 036,31	20 127,59	19 956,97	17 568,22
Dons programmes, legs et fonds de concours	0	0	0	0	3,12
Recettes exceptionnelles	590,17	777,14	1 016,50	599,89	775,83
Produits financiers et produits assimilés	3,22	1,37	0	0	0
Transfert de charges	0,05	0	0	0	0
Reprise sur provisions	0	0	0	0	0
Investissement	37 268,96	48 433,22	63 248,46	24 683,72	55 004,92
Dotations, subventions, dons et legs en capital	26 552,32	41 961,51	54 960,71	15 093,66	45 174,75
Réserves	10 716,65	6 471,71	8 207,63	9 590,06	9 824,52
Report à nouveau	0	0	0	0	0
Dons projets et legs	0	0	0	0	5,00
Emprunts et dettes à court, moyen et long terme et dettes assimilées	0	0	45,37	0	0
Dettes liées aux comptes rattachés	0	0	28,08	0	0
Provisions pour risques et charges	0	0	6,67	0	0
Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	0	0	0	0	0
Amortissements	0	0	0	0	0
Provisions pour dépréciation	0	0	0	0	0
Total	79 591,06	91 516,16	107 630,19	66 515,05	100 315,43

Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

TABLEAU 3 : EVOLUTION DES RECETTES GLOBALES PAR TYPE DE COLLECTIVITES TERRITORIALES (EN MILLIONS DE FCFA)

Année	2 019	2 020	2 021	2 022	2 023
Régions	7 976,84	12 312,38	14 334,74	6 395,60	15 306,81
Communes urbaines	61 026,54	70 777,46	75 511,65	61 794,03	77 292,04
Communes rurales	79 591,06	91 516,16	107 630,19	66 515,05	100 315,43
Total	148 594,44	174 606,01	197 476,58	134 704,68	192 914,29

Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

TABLEAU 4 : EVOLUTION DES RECETTES GLOBALES DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT (EN MILLIONS DE FCFA)

Année	2 019	2 020	2 021	2 022	2 023
Fonctionnement	89 839,66	90 961,90	97 911,60	93 948,95	104 181,54
Investissement	58 754,78	83 644,11	99 564,98	40 755,72	88 732,75
Total	148 594,44	174 606,01	197 476,58	134 704,68	192 914,29

Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

TABLEAU 5 : ÉVOLUTION DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DES COMMUNES RURALES (EN MILLIONS DE FCFA)

Année	2 019	2 020	2 021	2 022	2 023
Ressources propres (RP)	20 094,20	21 046,63	24 254,15	21 874,36	27 851,55
Ressources externes (RE)	22 227,90	22 036,31	20 127,59	19 956,97	17 458,97
Ressources transférées	17 959,54	17 331,98	18 403,30	18 364,52	15 622,35
Subventions	1 515,82	3 666,01	657,19	109,17	313,46
DGF	2 746,79	1 032,78	1 054,83	1 471,93	1 486,74
Autres DSDL	3,38	4,73	10,60	4,89	34,36
Total	42 322,10	43 082,94	44 381,73	41 831,33	45 310,52

Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

TABLEAU 6 : ÉVOLUTION DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DES COMMUNES URBAINES (EN MILLIONS DE FCFA)

Année	2 019	2 020	2 021	2 022	2 023
Ressources propres (RP)	32 750,88	33 514,81	38 362,85	37 177,15	44 542,11
Ressources externes (RE)	11 959,73	11 411,85	11 592,39	11 668,23	10 308,71
Ressources transférées	11 217,67	10 945,73	11 181,91	11 515,61	10 012,07
Subventions	464,03	363,00	261,91	11,32	160,45
DGF	268,18	103,12	144,92	136,09	133,40
Autres DSDL	9,85	-	3,65	5,21	2,79
Total	44 710,61	44 926,65	49 955,24	48 845,37	54 850,82

Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

TABLEAU 7 : ÉVOLUTION DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DES REGIONS (EN MILLIONS DE FCFA)

Année	2 019	2 020	2 021	2 022	2 023
Ressources propres (RP)	2 042,26	2 434,11	3 127,62	2 750,81	3 481,35
Ressources externes (RE)	764,69	518,20	447,01	521,44	538,85
Ressources transférées	79,42	90,00	70,00	115,00	85,00
Subventions	46,48	130,37	52,01	-	47,41
DGF	638,79	297,83	325,00	406,44	406,44
Autres DSDL	-	-	-	-	-
Total	2 806,95	2 952,31	3 574,63	3 272,25	4 020,20

Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

TABLEAU 8 : EVOLUTION DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DES COMMUNES RURALES (EN MILLIONS DE FCFA)

Année	2019	2020	2021	2022	2023
Ressources propres	10 716,65	6 471,71	8 207,63	9 590,06	9 824,52
Prélèvement	10 716,65	6 471,71	8 193,22	9 590,06	9 824,52
Ressources externes	26 552,32	41 961,51	55 040,83	15 093,66	45 180,39
DGE	5 291,28	2 802,24	2 727,55	2 292,93	2 314,43
Ressources transférées	4 660,96	4 554,04	6 317,96	5 230,88	2 793,10
Fonds minier	2 628,18	16 187,68	28 892,85	957,52	30 618,96
Instruments décentralisés de financement (PNGT, ADCT, PACT...)	7 771,28	4 767,65	5 870,63	2 667,34	5 832,63
Total	37 269	48 433	63 248	4 684	55 005

Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

TABLEAU 9 : EVOLUTION DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DES COMMUNES URBAINES (EN MILLIONS DE FCFA)

Année	2019	2020	2021	2022	2023
Ressources propres	6 560,49	11 203,30	9 625,29	9 042,57	9 200,63
Prélèvement	6 560,49	11 203,30	9 625,29	9 042,57	9 200,63
Ressources externes	9 755,44	14 647,51	15 931,12	3 906,08	13 240,59
DGE	3 348,96	1 859,61	1 750,34	1 414,87	1 460,56
Ressources transférées	1 426,91	1 361,34	2 280,77	1 536,77	1 725,00
Fonds minier	493,58	3 768,41	7 201,83	158,90	7 313,76
Instruments décentralisés de financement (PNGT, ADCT, PACT...)	1 947,16	2 133,82	1 360,54	315,11	1 754,66
Total	16 316	25 851	25 556	12 949	22 441

Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

TABLEAU 10 : EVOLUTION DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DES REGIONS (EN MILLIONS DE FCFA)

Année	2 019	2 020	2 021	2 022	2 023
Ressources propres	1 024,85	197,79	1 040,31	1 380,18	884,80
Prélèvement	1 024,85	197,79	1 040,31	1 380,18	884,80
Ressources externes	4 145,03	9 162,28	9 719,79	1 743,16	10 401,81
DGE	1 305,07	617,43	575,00	948,36	948,36
Ressources transférées	996,70	306,22	291,00	215,00	110,00
Fonds minier	842,19	6 790,99	8 082,48	402,25	8 868,54
Instruments décentralisés de financement (PNGT, ADCT, PACT...)	928,26	590,22	440,10	141,46	474,91
Total	5 170	9 360	10 760	3 123	11 287

Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

TABLEAU 11 : ÉVOLUTION DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT, D'INVESTISSEMENT ET LE PRELEVEMENT DES COMMUNES A STATUT PARTICULIER (EN MILLIONS DE FCFA)

Année	2 019	2 020	2 021	2 022	2 023
Fonctionnement	26 930,06	27 280,83	31 190,68	30 914,17	35 733,50
Investissement	6 058,65	11 609,36	8 922,47	7 250,77	7 488,87
Prélèvement	4 523,10	9 471,55	7 318,40	6 294,10	6 358,59
Total	32 988,71	38 890,19	40 113,15	38 164,94	43 222,37

Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

TABLEAU 12 : LISTE DES COMMUNES URBAINES POUVANT ETRE DECLASSEES EN COMMUNES RURALES

N° d'ordre	Commune	Années	Ressources Propres	Population
1	GAYERI	2 019	21 930 383	78 416

Source : DGTCP à partir des balances des Receveurs des CT, le résultat des projections démographiques 2007-2020 et celles issues du 5ème recensement Général de la Population et de l'Habitat (5ème RGPH)

TABLEAU 13 : LISTE DES COMMUNES RURALES POUVANT ETRE FUSIONNEES OU SUPPRIMEES

N° d'ordre	Communes	Années	Recettes propres	Population
1	LOUMANA	2 022	2 466 400	38 321,27
2	MALBA	2 020	3 327 606	15 808
3	NAMISSIGUIMA (CENTRE_NORD)	2 019	1 344 195	49 607
4	PENI	2 020	300 000	58 417

Source : DGTCP à partir des balances des Receveurs des CT, le résultat des projections démographiques 2007-2020 et celles issues du 5ème recensement Général de la Population et de l'Habitat (5ème RGPH)

TABLEAU 14 : LISTE DES COMMUNES RURALES POUVANT ETRE ERIGEES EN COMMUNES URBAINES

N° d'ordre	Communes	Année	Recettes propres	Population
1	ABSOUYA	2019	27 382 320	37 399
	ABSOUYA	2021	29 121 488	39 457
	ABSOUYA	2022	30 453 372	40 517
	ABSOUYA	2023	44 659 332	41 598
2	ANDEMTENGA	2019	48 896 653	70 529
	ANDEMTENGA	2020	55 661 469	72 584
	ANDEMTENGA	2021	65 690 611	74 695
	ANDEMTENGA	2022	63 222 901	76 867
	ANDEMTENGA	2023	69 009 635	79 100
3	ARBINDA	2019	43 534 345	133 101
	ARBINDA	2020	51 030 407	137 024
	ARBINDA	2021	52 594 941	141 937
	ARBINDA	2022	58 946 199	146 196
	ARBINDA	2023	88 284 371	150 565
4	ARBOLE	2019	31 324 914	63 953
	ARBOLE	2020	41 406 480	65 655
	ARBOLE	2021	48 621 776	67 397
	ARBOLE	2022	51 303 067	69 180
	ARBOLE	2023	57 408 140	71 006

5	BAGARE	2019	28 930 653	32 436
	BAGARE	2020	31 534 430	33 298
	BAGARE	2021	35 323 417	34 181
	BAGARE	2022	32 930 986	35 085
	BAGARE	2023	36 972 101	36 013
6	BAGASSI	2019	151 033 102	46 736
	BAGASSI	2020	98 310 193	48 048
	BAGASSI	2021	124 743 420	49 396
	BAGASSI	2022	451 754 350	50 787
	BAGASSI	2023	528 031 493	52 220
7	BAGRE	2019	79 826 951	45 609
	BAGRE	2020	80 145 068	46 985
	BAGRE	2021	80 145 068	46 985
	BAGRE	2022	91 611 634	46 985
	BAGRE	2023	90 994 618	46 985
8	BAKATA	2019	39 672 685	40 186
	BAKATA	2020	45 989 197	41 320
	BAKATA	2021	49 157 121	43 608
	BAKATA	2022	54 355 437	44 994
	BAKATA	2023	52 688 274	46 431
9	BALAVE	2023	25 306 270	26 296
10	BAMA	2019	82 175 291	99 096
	BAMA	2020	78 981 601	102 124
	BAMA	2021	88 004 481	105 271
	BAMA	2022	95 668 989	108 546
	BAMA	2023	99 279 356	111 956
11	BANE	2019	31 789 974	35 335
	BANE	2020	30 451 167	36 377
	BANE	2021	30 451 167	36 377
	BANE	2022	37 767 092	36 377
	BANE	2023	52 897 806	36 377
12	BANH	2019	28 874 021	44 601
	BANH	2020	25 265 193	45 889
	BANH	2021	26 405 268	47 201
	BANH	2022	26 411 944	48 533
	BANH	2023	35 301 760	49 886
13	BANI	2020	33 834 288	85 069
	BANI	2021	44 488 567	88 559
	BANI	2022	41 257 420	91 130
	BANI	2023	49 782 006	93 787
14	BANZON	2019	29 260 159	25 190
	BANZON	2020	30 363 748	26 142
	BANZON	2021	39 008 910	26 127
	BANZON	2022	35 811 116	26 931
	BANZON	2023	49 426 665	27 731
15	BARABOULE	2022	26 779 550	47 869
	BARABOULE	2023	30 533 878	49 301
16	BARANI	2020	30 302 045	70 343
	BARANI	2021	39 563 145	72 242

17	BARANI	2022	33 762 604	74 175
	BARANI	2023	40 221 736	76 144
	BARGA	2019	29 526 513	41 437
	BARGA	2020	27 977 308	42 568
	BARGA	2021	29 934 048	43 738
	BARGA	2022	27 113 258	44 952
	BARGA	2023	36 455 035	46 211
18	BARSALOGHO	2019	62 479 245	117 053
	BARSALOGHO	2020	57 181 394	120 467
	BARSALOGHO	2021	58 916 733	123 926
	BARSALOGHO	2022	61 229 096	127 436
	BARSALOGHO	2023	69 142 370	130 995
19	BARTIEBOUGOU	2023	25 167 735	28 447
20	BASSI	2019	26 395 579	30 777
	BASSI	2020	25 373 774	31 666
	BASSI	2021	30 053 351	32 579
	BASSI	2022	30 809 878	33 517
	BASSI	2023	41 371 253	34 482
21	BEGUEDO	2019	46 809 434	28 240
	BEGUEDO	2021	51 640 680	29 069
	BEGUEDO	2022	54 359 209	29 069
	BEGUEDO	2023	66 248 667	29 069
22	BEKUY	2022	27 769 095	25 626
	BEKUY	2023	37 982 946	26 435
23	BERE	2019	36 663 186	41 740
	BERE	2020	44 851 480	42 913
	BERE	2021	61 476 239	44 105
	BERE	2022	49 798 094	45 315
	BERE	2023	74 190 936	46 545
24	BEREBA	2019	31 807 591	35 567
	BEREBA	2020	37 971 460	36 652
	BEREBA	2021	50 234 249	37 780
	BEREBA	2022	33 151 386	38 957
	BEREBA	2023	45 338 924	40 184
25	BIEHA	2019	44 090 866	49 201
	BIEHA	2020	49 727 506	50 945
	BIEHA	2021	64 682 173	50 927
	BIEHA	2022	63 661 882	52 414
	BIEHA	2023	82 460 143	53 898
26	BILANGA	2019	83 462 325	137 787
	BILANGA	2020	82 885 761	142 017
	BILANGA	2021	101 065 434	145 190
	BILANGA	2022	73 808 755	149 393
	BILANGA	2023	107 810 313	153 668
27	BINDE	2019	89 907 557	51 341
	BINDE	2020	105 392 614	52 762
	BINDE	2021	262 521 481	54 218
	BINDE	2022	125 281 569	55 714
	BINDE	2023	118 828 728	57 251

28	BISSIGA	2019	41 416 776	38 094
	BISSIGA	2020	34 407 038	39 327
	BISSIGA	2021	34 407 038	39 327
	BISSIGA	2022	53 013 695	39 327
	BISSIGA	2023	81 422 523	39 327
29	BOALA	2019	26 504 796	38 523
	BOALA	2020	28 889 117	39 675
	BOALA	2021	43 952 270	40 831
	BOALA	2022	33 396 492	41 990
	BOALA	2023	31 553 124	43 152
30	BOKIN	2019	52 836 406	75 456
	BOKIN	2020	51 699 627	77 456
	BOKIN	2021	53 810 071	79 507
	BOKIN	2022	58 645 297	81 613
	BOKIN	2023	97 295 300	83 777
31	BONDIGUI	2019	31 012 226	25 819
	BONDIGUI	2020	30 093 503	26 584
	BONDIGUI	2021	68 087 164	27 364
	BONDIGUI	2022	35 437 065	28 157
	BONDIGUI	2023	39 905 785	28 966
32	BONDOKUY	2019	99 233 361	72 061
	BONDOKUY	2020	82 341 530	74 090
	BONDOKUY	2021	87 314 839	76 168
	BONDOKUY	2022	78 846 930	78 297
	BONDOKUY	2023	93 193 061	80 478
33	BONI	2020	32 379 297	25 091
	BONI	2021	30 653 113	25 869
	BONI	2022	31 637 368	26 668
	BONI	2023	42 015 986	27 489
34	BOTOU	2019	49 474 357	71 523
	BOTOU	2020	42 735 131	73 789
	BOTOU	2021	37 704 845	76 206
	BOTOU	2022	39 112 725	78 587
	BOTOU	2023	43 303 620	81 017
35	BOUDRY	2019	152 543 987	112 210
	BOUDRY	2020	149 162 534	115 312
	BOUDRY	2021	175 987 051	118 494
	BOUDRY	2022	152 476 273	121 766
	BOUDRY	2023	202 391 627	125 132
36	BOUGNOUNOU	2019	33 892 969	30 236
	BOUGNOUNOU	2020	38 820 274	31 080
	BOUGNOUNOU	2021	45 121 190	32 841
	BOUGNOUNOU	2022	42 363 686	33 885
	BOUGNOUNOU	2023	57 191 496	34 968
37	BOUNDORE	2019	26 676 253	33 418
	BOUNDORE	2020	35 941 989	34 410
	BOUNDORE	2022	25 204 627	36 690
	BOUNDORE	2023	28 431 511	37 787
38	BOURA	2019	44 553 449	32 477

	BOURA	2020	40 048 343	33 257
	BOURA	2021	59 232 003	35 417
	BOURA	2022	69 239 168	36 478
	BOURA	2023	75 395 478	37 590
39	BOUROUM	2019	101 032 770	66 417
	BOUROUM	2020	93 255 563	68 336
	BOUROUM	2021	54 004 176	70 304
	BOUROUM	2022	45 282 505	72 323
	BOUROUM	2023	77 134 898	74 395
40	BOURZANGA	2019	55 883 908	69 901
	BOURZANGA	2020	58 869 510	71 941
	BOURZANGA	2021	60 270 516	74 018
	BOURZANGA	2022	53 968 237	76 137
	BOURZANGA	2023	46 093 956	78 298
41	BOUSSERA	2020	25 925 279	25 461
	BOUSSERA	2021	30 079 820	26 193
	BOUSSERA	2022	27 331 486	26 953
	BOUSSERA	2023	32 834 692	27 743
42	BOUSSOU	2019	32 554 530	33 647
	BOUSSOU	2020	32 005 278	34 620
	BOUSSOU	2021	34 789 966	35 619
	BOUSSOU	2022	33 327 264	36 644
	BOUSSOU	2023	44 907 839	37 697
43	BOUSSOUMA (Centre_Est)	2019	42 949 007	38 461
	BOUSSOUMA (Centre_Est)	2022	42 138 288	39 576
	BOUSSOUMA (Centre_Est)	2023	48 189 994	39 576
44	BOUSSOUMA (Centre_Nord)	2019	122 957 331	115 699
	BOUSSOUMA (Centre_Nord)	2020	91 429 847	118 981
	BOUSSOUMA (Centre_Nord)	2021	117 869 368	122 366
	BOUSSOUMA (Centre_Nord)	2022	132 904 045	125 864
	BOUSSOUMA (Centre_Nord)	2023	153 567 747	129 480
45	CASSOU	2019	41 102 786	59 994
	CASSOU	2020	49 765 040	61 830
	CASSOU	2021	51 559 045	64 362
	CASSOU	2022	50 597 498	66 397
	CASSOU	2023	87 913 177	68 486
46	COALLA	2019	51 344 536	62 032
	COALLA	2020	50 659 756	63 838
	COALLA	2021	54 178 394	65 791
	COALLA	2022	39 519 575	67 702
	COALLA	2023	46 153 772	69 657
47	COMIN-YANGA	2019	42 853 842	63 954
	COMIN-YANGA	2020	38 117 834	65 959
	COMIN-YANGA	2021	88 577 813	67 974
	COMIN-YANGA	2022	43 993 516	70 004
	COMIN-YANGA	2023	51 162 584	72 046
48	DABLO	2023	28 148 839	33 787
49	DANDE	2019	33 288 526	30 197
	DANDE	2020	35 743 296	31 118

	DANDE	2021	99 725 827	32 077
	DANDE	2022	43 315 920	33 075
	DANDE	2023	57 018 248	34 115
50	DAPELOGO	2019	146 597 687	49 207
	DAPELOGO	2020	127 774 398	50 522
	DAPELOGO	2021	231 921 580	51 879
	DAPELOGO	2022	182 933 194	53 282
	DAPELOGO	2023	305 907 396	54 732
51	DARGO	2019	38 777 560	41 613
	DARGO	2020	36 640 282	42 810
	DARGO	2021	51 880 420	44 041
	DARGO	2022	38 318 174	45 307
	DARGO	2023	36 705 056	46 612
52	DEOU	2023	31 233 727	44 028
53	DI	2019	42 313 435	31 680
	DI	2020	40 501 979	32 493
	DI	2021	46 187 724	33 335
	DI	2022	29 063 740	34 211
	DI	2023	35 444 496	35 122
54	DIABO	2019	56 918 026	57 259
	DIABO	2020	54 215 635	58 641
	DIABO	2021	57 387 834	62 587
	DIABO	2022	74 068 210	64 496
	DIABO	2023	74 789 557	66 498
55	DIALGAYE	2019	37 764 929	52 480
	DIALGAYE	2020	39 718 056	54 004
	DIALGAYE	2021	39 718 056	55 573
	DIALGAYE	2022	52 876 975	57 190
	DIALGAYE	2023	56 865 286	58 858
56	DIAPANGO	2019	55 993 066	40 601
	DIAPANGO	2020	72 566 974	41 905
	DIAPANGO	2021	94 947 930	42 857
	DIAPANGO	2022	70 318 690	44 142
	DIAPANGO	2023	75 942 359	45 448
57	DIDYR	2019	46 653 925	56 532
	DIDYR	2020	87 670 753	58 026
	DIDYR	2021	88 094 218	59 564
	DIDYR	2022	102 497 897	61 135
	DIDYR	2023	67 891 767	62 748
58	DISSIN	2019	45 521 504	51 353
	DISSIN	2020	51 766 665	52 703
	DISSIN	2021	61 559 587	54 093
	DISSIN	2022	58 486 584	55 530
	DISSIN	2023	68 196 784	57 017
59	DJIBASSO	2019	50 746 992	72 236
	DJIBASSO	2020	44 974 313	74 176
	DJIBASSO	2021	61 898 651	76 168
	DJIBASSO	2022	49 920 079	78 217
	DJIBASSO	2023	62 696 121	80 325

60	DJIGOUÉ	2019	41 259 257	35 621
	DJIGOUÉ	2020	36 294 996	36 756
	DJIGOUÉ	2021	46 684 773	37 855
	DJIGOUÉ	2022	25 669 686	38 916
	DJIGOUÉ	2023	30 324 929	39 934
61	DJIGOUÉRA	2021	30 283 590	25 957
	DJIGOUÉRA	2022	35 317 444	26 772
	DJIGOUÉRA	2023	42 313 277	27 619
62	DOKUY	2019	29 723 998	38 953
	DOKUY	2020	27 836 921	40 005
	DOKUY	2021	34 352 561	41 082
	DOKUY	2022	27 549 881	42 185
	DOKUY	2023	29 463 355	43 314
63	DOULOUGOU	2019	45 804 270	34 200
	DOULOUGOU	2020	101 993 405	35 032
	DOULOUGOU	2021	188 373 285	35 894
	DOULOUGOU	2022	110 083 496	36 791
	DOULOUGOU	2023	204 700 820	37 723
64	DOUMBALA	2019	45 564 551	38 539
	DOUMBALA	2021	30 346 028	40 649
	DOUMBALA	2022	26 808 133	41 739
	DOUMBALA	2023	34 854 929	42 854
65	FALAGOUNTOU	2019	674 012 771	27 046
	FALAGOUNTOU	2020	775 328 376	27 867
	FALAGOUNTOU	2021	426 511 925	28 471
	FALAGOUNTOU	2022	29 632 046	29 291
	FALAGOUNTOU	2023	464 627 193	30 126
66	FARA	2019	60 015 182	54 078
	FARA	2020	61 736 580	55 622
	FARA	2021	72 049 491	57 193
	FARA	2022	65 641 901	58 793
	FARA	2023	97 198 441	60 423
67	FARAMANA	2020	35 310 262	25 494
	FARAMANA	2021	112 266 241	26 284
	FARAMANA	2022	44 129 306	27 097
	FARAMANA	2023	45 861 301	27 931
68	FO	2019	29 578 695	29 985
	FO	2020	27 250 155	30 913
	FO	2021	31 433 788	31 869
	FO	2022	26 425 325	32 856
	FO	2023	39 515 798	33 875
69	FOUNZAN	2019	44 726 706	49 515
	FOUNZAN	2020	43 315 664	51 079
	FOUNZAN	2021	51 390 994	52 670
	FOUNZAN	2022	49 873 187	54 290
	FOUNZAN	2023	73 642 194	55 940
70	FOUTOURI	2023	25 370 229	26 465
71	GAO	2019	26 610 570	28 385
	GAO	2020	26 227 878	29 180

	GAO	2021	32 783 158	30 820
	GAO	2022	35 835 569	31 799
	GAO	2023	35 109 513	32 816
72	GAONGO	2020	34 566 195	37 693
	GAONGO	2021	44 849 753	38 639
	GAONGO	2022	39 225 928	39 587
	GAONGO	2023	44 141 583	40 537
73	GASSAN	2019	44 479 828	44 256
	GASSAN	2020	44 831 900	45 429
	GASSAN	2021	51 336 300	46 638
	GASSAN	2022	33 294 954	47 887
	GASSAN	2023	39 753 003	49 176
74	GBOMBLORA	2019	34 158 163	25 432
	GBOMBLORA	2021	35 485 922	26 896
	GBOMBLORA	2022	32 205 651	27 680
	GBOMBLORA	2023	37 465 029	28 502
75	GODYR	2019	26 182 504	27 101
	GODYR	2020	28 327 181	27 835
	GODYR	2021	36 552 993	28 450
	GODYR	2022	47 273 459	29 199
	GODYR	2023	39 458 274	29 965
76	GOGO	2019	124 115 873	56 514
	GOGO	2020	122 059 420	58 118
	GOGO	2021	170 406 570	59 736
	GOGO	2022	89 008 102	61 371
	GOGO	2023	119 064 519	63 021
77	GOMBOUSSOUGOU	2019	83 331 495	64 753
	GOMBOUSSOUGOU	2020	81 103 049	66 537
	GOMBOUSSOUGOU	2021	115 142 048	68 372
	GOMBOUSSOUGOU	2022	112 464 630	70 261
	GOMBOUSSOUGOU	2023	114 077 673	72 207
78	GOMPONSOM	2020	29 872 616	26 957
	GOMPONSOM	2021	28 372 264	27 676
	GOMPONSOM	2022	29 735 474	28 404
	GOMPONSOM	2023	39 626 448	29 142
79	GORGADJI	2019	27 032 501	43 903
	GORGADJI	2020	28 446 158	45 208
	GORGADJI	2021	28 641 882	46 370
	GORGADJI	2022	28 842 944	47 708
	GORGADJI	2023	34 686 654	49 074
80	GOSSINA	2021	33 937 647	27 306
	GOSSINA	2023	32 826 460	28 777
81	GOUNGHIN	2019	48 834 337	48 685
	GOUNGHIN	2020	50 120 454	50 079
	GOUNGHIN	2021	50 120 454	51 527
	GOUNGHIN	2022	51 261 517	53 034
	GOUNGHIN	2023	58 958 410	54 603
82	GUEGUERE	2019	34 981 467	46 911
	GUEGUERE	2020	40 390 442	48 181

	GUEGUERE	2021	54 171 271	49 464
	GUEGUERE	2022	43 058 876	50 766
	GUEGUERE	2023	58 368 254	52 086
83	GUIARO	2019	41 384 107	35 628
	GUIARO	2020	76 328 644	36 785
	GUIARO	2021	57 011 965	37 894
	GUIARO	2022	69 175 094	38 947
	GUIARO	2023	76 880 719	39 940
84	GUIBA	2019	63 183 249	41 407
	GUIBA	2020	66 582 389	42 539
	GUIBA	2021	67 930 376	43 708
	GUIBA	2022	57 369 066	44 919
	GUIBA	2023	63 459 483	46 174
85	GUIBARE	2019	156 311 819	33 551
	GUIBARE	2020	135 770 313	34 519
	GUIBARE	2021	146 747 668	35 512
	GUIBARE	2022	52 397 195	36 532
	GUIBARE	2023	175 062 646	37 581
86	IMASGO	2019	32 356 058	33 119
	IMASGO	2020	31 679 096	34 106
	IMASGO	2021	48 976 696	34 404
	IMASGO	2022	43 678 598	35 311
	IMASGO	2023	49 616 978	36 227
87	IOLONIORO	2019	40 078 717	36 342
	IOLONIORO	2020	33 687 943	37 507
	IOLONIORO	2021	49 731 488	38 639
	IOLONIORO	2022	27 629 493	39 733
	IOLONIORO	2023	43 234 778	40 785
88	KALSAKA	2019	49 652 383	71 547
	KALSAKA	2020	63 732 054	73 518
	KALSAKA	2021	59 621 898	75 545
	KALSAKA	2022	53 039 553	77 635
	KALSAKA	2023	61 031 051	79 790
89	KAMPTI	2019	111 896 345	65 351
	KAMPTI	2020	112 470 875	67 278
	KAMPTI	2021	113 391 001	69 234
	KAMPTI	2022	106 458 366	71 220
	KAMPTI	2023	125 744 059	73 238
90	KANDO	2019	37 460 022	40 557
	KANDO	2020	80 417 461	41 739
	KANDO	2021	40 936 403	42 953
	KANDO	2022	39 959 257	44 201
	KANDO	2023	47 009 090	45 485
91	KANGALA	2019	57 992 919	33 382
	KANGALA	2020	46 314 918	34 349
	KANGALA	2021	52 286 509	35 975
	KANGALA	2022	38 734 196	37 100
	KANGALA	2023	163 217 117	38 261

92	KANTCHARI	2019	140 613 199	88 440
	KANTCHARI	2020	143 820 125	91 150
	KANTCHARI	2021	123 867 442	94 683
	KANTCHARI	2022	79 572 900	97 647
	KANTCHARI	2023	71 471 277	100 686
93	KARANKASSO-SAMBLA	2019	99 220 498	36 023
	KARANKASSO-SAMBLA	2020	37 465 490	37 125
	KARANKASSO-SAMBLA	2021	46 531 524	38 269
	KARANKASSO-SAMBLA	2022	39 793 007	39 459
	KARANKASSO-SAMBLA	2023	102 804 055	40 698
94	KARANKASSO-VIGUE	2019	73 661 088	118 439
	KARANKASSO-VIGUE	2020	82 314 336	122 222
	KARANKASSO-VIGUE	2021	87 716 689	126 044
	KARANKASSO-VIGUE	2022	85 125 248	129 907
	KARANKASSO-VIGUE	2023	98 384 837	133 807
95	KASSOUM	2019	25 901 726	28 450
	KASSOUM	2020	26 044 551	29 189
	KASSOUM	2022	25 126 568	30 731
	KASSOUM	2023	30 238 932	31 541
96	KAYAN	2019	29 134 877	30 605
	KAYAN	2020	33 289 750	31 565
	KAYAN	2021	32 394 069	32 640
	KAYAN	2022	43 662 824	33 656
	KAYAN	2023	37 893 138	34 695
97	KAYAO	2019	52 904 120	45 642
	KAYAO	2020	77 137 075	46 771
	KAYAO	2021	79 835 871	47 929
	KAYAO	2022	59 201 756	49 120
	KAYAO	2023	91 762 186	50 344
98	KELBO	2022	25 900 088	40 007
	KELBO	2023	39 231 478	41 186
99	KIEMBARA	2019	41 888 660	40 701
	KIEMBARA	2020	39 909 560	41 772
	KIEMBARA	2021	42 854 697	42 863
	KIEMBARA	2022	30 226 092	43 980
	KIEMBARA	2023	31 126 668	45 122
100	KINDI	2019	42 351 277	46 119
	KINDI	2020	40 367 870	47 391
	KINDI	2021	49 065 550	48 408
	KINDI	2022	45 399 661	49 691
	KINDI	2023	53 161 664	51 002
101	KIRSI	2019	26 516 502	27 336
	KIRSI	2020	27 524 566	28 075
	KIRSI	2021	28 637 575	28 823
	KIRSI	2022	38 665 286	29 582
	KIRSI	2023	41 084 027	30 351
102	KOKOLOGHO	2019	81 560 308	50 852
	KOKOLOGHO	2020	84 872 763	52 031
	KOKOLOGHO	2021	108 895 351	54 429

	KOKOLOGHO	2022	95 508 946	55 886
	KOKOLOGHO	2023	102 728 066	57 407
103	KOLOKO	2019	66 949 674	29 373
	KOLOKO	2020	50 002 138	30 261
	KOLOKO	2021	66 814 252	31 493
	KOLOKO	2022	94 267 948	32 475
	KOLOKO	2023	86 873 392	33 485
104	KOMKI-IPALA	2019	82 394 728	28 699
	KOMKI-IPALA	2020	90 414 420	29 720
	KOMKI-IPALA	2021	156 189 871	30 833
	KOMKI-IPALA	2022	138 546 899	32 005
	KOMKI-IPALA	2023	220 062 244	33 260
105	KOMPIENGA	2019	148 272 016	45 057
	KOMPIENGA	2020	155 654 880	46 495
	KOMPIENGA	2021	153 048 556	50 019
	KOMPIENGA	2022	119 706 527	51 896
	KOMPIENGA	2023	102 551 955	53 846
106	KOMSILGA	2019	574 693 142	93 555
	KOMSILGA	2020	700 496 940	97 183
	KOMSILGA	2021	981 494 822	100 919
	KOMSILGA	2022	689 672 331	104 634
	KOMSILGA	2023	798 282 254	108 384
107	KOMTOEGA	2019	37 521 669	30 489
	KOMTOEGA	2021	64 266 081	31 383
	KOMTOEGA	2022	79 153 503	31 383
	KOMTOEGA	2023	90 087 376	31 383
108	KONA	2019	92 769 329	28 530
	KONA	2021	153 923 432	30 167
	KONA	2022	31 549 809	31 008
	KONA	2023	78 667 756	31 863
109	KORDIE	2021	32 689 337	25 822
	KORDIE	2022	50 181 555	26 507
	KORDIE	2023	40 856 325	27 218
110	KORSIMORO	2019	70 058 948	63 291
	KORSIMORO	2020	216 822 765	65 099
	KORSIMORO	2021	124 011 499	66 955
	KORSIMORO	2022	116 856 329	68 865
	KORSIMORO	2023	108 946 985	70 829
111	KOSSOUKA	2020	33 864 740	25 290
	KOSSOUKA	2021	41 074 788	25 990
	KOSSOUKA	2022	30 405 376	26 706
	KOSSOUKA	2023	40 347 982	27 437
112	KOTI	2019	41 248 531	36 981
	KOTI	2020	35 005 876	38 143
	KOTI	2021	36 581 315	39 328
	KOTI	2022	44 249 182	40 540
	KOTI	2023	61 914 158	41 780
113	KOUBRI	2019	311 760 003	59 668
	KOUBRI	2020	390 155 485	61 771

	KOUBRI	2021	353 373 605	67 045
	KOUBRI	2022	293 871 188	69 585
	KOUBRI	2023	514 410 565	72 296
114	KOUKA	2019	60 560 517	83 355
	KOUKA	2021	54 999 326	88 054
	KOUKA	2022	54 457 441	90 498
115	KOUKA	2023	50 393 914	93 008
	KOUMBIA	2019	51 329 109	57 001
	KOUMBIA	2020	50 443 964	58 825
	KOUMBIA	2021	59 954 683	60 665
	KOUMBIA	2022	51 946 238	62 524
116	KOUMBIA	2023	71 128 077	64 398
	KOUMBRI	2019	34 344 853	65 846
	KOUMBRI	2020	35 525 348	67 716
	KOUMBRI	2021	37 074 294	69 602
	KOUMBRI	2022	35 304 795	71 508
117	KOUMBRI	2023	44 658 950	73 433
	KOUNDOUGOU	2022	53 477 374	25 626
	KOUNDOUGOU	2023	39 713 689	26 446
118	KOURINION	2023	56 886 792	25 126
119	KOUROUMA	2019	83 010 229	53 483
	KOUROUMA	2020	94 406 681	55 189
	KOUROUMA	2021	106 380 948	56 935
	KOUROUMA	2022	105 640 313	58 705
	KOUROUMA	2023	115 110 003	60 512
120	KOUTOUGOU	2023	34 387 497	31 326
121	KYON	2020	159 363 211	29 688
	KYON	2021	218 589 812	30 247
	KYON	2022	221 937 535	31 042
	KYON	2023	57 568 761	31 854
122	LALGAYE	2023	32 210 317	25 096
123	LANFIERA	2019	30 036 006	26 252
	LANFIERA	2020	27 434 756	26 944
	LANFIERA	2021	25 251 811	27 648
	LANFIERA	2023	28 299 411	29 104
124	LANKOUÉ	2023	25 169 642	25 713
125	LA-TODIN	2019	34 342 520	38 987
	LA-TODIN	2020	36 067 000	40 020
	LA-TODIN	2021	38 862 039	41 080
	LA-TODIN	2022	39 860 392	42 168
	LA-TODIN	2023	47 268 082	43 286
126	LENA	2019	25 488 948	26 125
	LENA	2021	27 487 435	27 757
	LENA	2022	31 428 993	28 619
	LENA	2023	47 762 847	29 515
127	LIPTOUGOU	2019	32 800 910	60 795
	LIPTOUGOU	2020	32 198 844	62 574
	LIPTOUGOU	2021	45 067 680	64 495
	LIPTOUGOU	2022	33 922 495	66 367

	LIPTOUGOU	2023	39 265 391	68 285
128	LOGOBOU	2019	56 289 182	93 663
	LOGOBOU	2020	47 072 608	96 642
	LOGOBOU	2021	41 220 219	99 764
	LOGOBOU	2022	51 303 423	102 879
	LOGOBOU	2023	56 563 981	106 059
129	LOROPENI	2019	84 463 912	68 209
	LOROPENI	2020	30 699 250	70 232
	LOROPENI	2021	75 781 590	72 278
	LOROPENI	2022	54 484 748	74 348
	LOROPENI	2023	61 168 952	76 441
130	LOUMANA	2019	39 994 965	35 151
	LOUMANA	2020	39 517 281	36 178
	LOUMANA	2021	49 866 121	37 235
	LOUMANA	2023	57 711 749	39 438
131	LOUMBILA	2019	567 699 692	38 936
	LOUMBILA	2020	275 718 379	39 987
	LOUMBILA	2021	407 175 164	41 065
	LOUMBILA	2022	191 920 994	42 171
	LOUMBILA	2023	374 572 877	43 308
132	MANE	2019	149 621 067	65 509
	MANE	2020	154 784 743	67 372
	MANE	2021	149 684 483	69 291
	MANE	2022	49 702 605	71 270
	MANE	2023	182 187 328	73 311
133	MANGODARA	2019	82 062 931	82 519
	MANGODARA	2020	55 034 529	85 441
	MANGODARA	2021	72 958 230	88 439
	MANGODARA	2022	87 685 358	91 520
	MANGODARA	2023	76 362 937	94 686
134	MANI	2019	88 393 262	98 753
	MANI	2020	89 323 200	101 589
	MANI	2021	111 504 663	104 944
	MANI	2022	81 592 268	107 994
	MANI	2023	76 658 643	111 123
135	MANSILA	2019	33 567 700	62 831
	MANSILA	2020	40 884 998	64 706
	MANSILA	2021	30 089 164	66 970
	MANSILA	2022	33 652 944	68 982
	MANSILA	2023	39 025 379	71 045
136	MARKOYE	2019	617 743 070	39 005
	MARKOYE	2020	602 270 541	40 098
	MARKOYE	2021	29 652 398	42 200
	MARKOYE	2022	25 438 787	43 514
	MARKOYE	2023	649 601 434	44 876
137	MATIACOALI	2019	61 860 385	84 620
	MATIACOALI	2020	57 023 258	87 385
	MATIACOALI	2021	63 928 370	89 027
	MATIACOALI	2022	45 511 074	91 694

	MATIACOALI	2023	53 074 948	94 393
138	MEGUET	2019	43 835 040	47 138
	MEGUET	2020	48 948 417	48 419
	MEGUET	2021	49 738 647	49 747
	MEGUET	2022	53 967 490	51 129
	MEGUET	2023	59 124 493	52 567
139	MOGTEDO	2019	105 296 084	74 111
	MOGTEDO	2020	103 837 049	76 230
	MOGTEDO	2021	292 661 249	78 358
	MOGTEDO	2022	108 696 448	80 498
	MOGTEDO	2023	169 697 079	82 648
140	MOROLABA	2019	25 634 141	33 058
	MOROLABA	2020	30 124 291	34 241
	MOROLABA	2021	30 682 911	34 559
	MOROLABA	2022	28 712 691	35 626
	MOROLABA	2023	35 810 726	36 696
141	NAGBINGOU	2021	29 487 535	25 399
	NAGBINGOU	2022	30 543 457	26 124
	NAGBINGOU	2023	35 550 315	26 857
142	NAGREONGO	2019	160 589 027	33 136
	NAGREONGO	2020	263 804 708	34 040
	NAGREONGO	2021	115 669 197	34 960
	NAGREONGO	2022	222 083 746	35 899
	NAGREONGO	2023	301 630 907	36 857
143	NAKO	2019	30 725 209	36 786
	NAKO	2021	35 255 100	38 886
	NAKO	2022	36 010 014	40 024
	NAKO	2023	41 578 160	41 227
144	Namissiguima (Nord)	2023	54 045 502	55 322
145	NANDIALA	2019	38 755 597	33 643
	NANDIALA	2020	31 777 421	34 618
	NANDIALA	2021	43 825 447	35 061
	NANDIALA	2022	43 669 568	35 987
	NANDIALA	2023	45 536 812	36 926
146	NANORO	2019	44 988 081	45 525
	NANORO	2020	43 102 164	46 731
	NANORO	2021	47 845 156	48 039
	NANORO	2022	52 863 371	49 315
	NANORO	2023	61 896 340	50 627
147	NASSOUMBOU	2021	51 810 602	31 252
	NASSOUMBOU	2023	26 342 308	33 156
148	N'DOROLA	2019	56 571 032	44 135
	N'DOROLA	2020	64 488 993	45 443
	N'DOROLA	2021	68 829 555	47 435
	N'DOROLA	2022	73 106 786	48 916
	N'DOROLA	2023	84 326 268	50 442
149	NIABOURI	2019	25 269 646	31 574
	NIABOURI	2020	25 931 504	32 726
	NIABOURI	2021	34 496 325	32 529

	NIABOURI	2022	37 783 159	33 477
	NIABOURI	2023	44 427 834	34 419
150	NIANKORODOUGOU	2019	111 200 267	52 841
	NIANKORODOUGOU	2020	121 791 319	54 440
	NIANKORODOUGOU	2021	145 439 144	56 050
	NIANKORODOUGOU	2022	62 828 092	57 666
	NIANKORODOUGOU	2023	155 649 395	59 287
151	NIAOGO	2022	25 753 882	27 809
	NIAOGO	2023	29 386 010	27 809
152	NIOU	2019	67 254 414	36 218
	NIOU	2020	66 010 014	37 113
	NIOU	2021	40 773 553	38 366
	NIOU	2022	41 047 071	39 373
	NIOU	2023	58 662 926	40 413
153	NOBERE	2020	69 040 220	46 134
	NOBERE	2021	59 925 721	47 402
	NOBERE	2022	58 777 925	48 716
	NOBERE	2023	84 008 167	50 080
154	ORONKUA	2019	27 046 777	29 885
	ORONKUA	2020	32 137 683	30 685
	ORONKUA	2021	47 348 239	31 499
	ORONKUA	2022	35 879 281	32 331
	ORONKUA	2023	44 294 296	33 181
155	OUARKOYE	2019	39 079 168	54 597
	OUARKOYE	2020	44 367 621	56 123
	OUARKOYE	2021	53 342 143	57 694
	OUARKOYE	2022	61 292 460	59 310
	OUARKOYE	2023	63 281 869	60 975
156	OUINDIGUI	2019	26 402 088	40 112
	OUINDIGUI	2020	27 663 806	41 250
	OUINDIGUI	2021	27 972 509	42 423
	OUINDIGUI	2023	36 887 001	44 865
157	OULA	2019	97 791 660	61 978
	OULA	2020	112 457 819	63 682
	OULA	2021	119 438 642	65 437
	OULA	2022	71 059 495	67 248
	OULA	2023	103 698 346	69 118
158	OUO	2019	45 011 753	48 519
	OUO	2020	38 682 793	50 421
	OUO	2021	43 877 905	52 259
	OUO	2022	46 017 916	54 023
	OUO	2023	45 638 647	55 703
159	OURGOU-MANEGA	2019	25 780 105	27 962
	OURGOU-MANEGA	2020	29 720 538	28 709
	OURGOU-MANEGA	2021	57 985 772	29 480
	OURGOU-MANEGA	2022	55 654 592	30 277
	OURGOU-MANEGA	2023	91 914 923	31 102
160	OURY	2019	34 761 834	37 931
	OURY	2020	47 130 841	38 999

	OURY	2021	38 654 556	40 096
	OURY	2022	39 202 865	41 223
	OURY	2023	40 593 125	42 381
161	PA	2020	34 922 263	31 218
	PA	2021	45 112 171	32 108
	PA	2022	45 580 805	32 999
162	PA	2023	55 213 453	33 889
	PABRE	2019	266 241 107	40 152
	PABRE	2020	538 119 955	41 598
	PABRE	2021	574 124 011	43 160
	PABRE	2022	566 139 809	44 793
163	PABRE	2023	777 137 921	46 528
	PADEMA	2019	49 635 185	68 466
	PADEMA	2020	48 323 245	70 521
	PADEMA	2021	64 783 495	72 683
	PADEMA	2022	47 224 398	74 958
164	PADEMA	2023	61 456 918	77 355
	PARTIAGA	2019	191 426 402	78 522
	PARTIAGA	2020	91 905 851	81 129
	PARTIAGA	2021	98 625 342	83 060
	PARTIAGA	2022	387 445 975	85 645
165	PARTIAGA	2023	434 658 938	88 268
	PELLA	2019	25 999 765	26 382
	PELLA	2020	27 893 185	27 059
	PELLA	2021	29 914 494	27 900
	PELLA	2022	32 042 282	28 642
166	PELLA	2023	40 712 812	29 407
	PENI	2019	67 442 906	56 564
	PENI	2021	121 027 228	60 261
	PENI	2022	106 713 556	62 092
	PENI	2023	464 116 552	63 908
167	PENSA	2019	29 557 790	52 904
	PENSA	2020	29 509 848	54 437
	PENSA	2021	29 523 103	55 997
	PENSA	2022	31 395 988	57 586
	PENSA	2023	40 413 319	59 205
168	PIBAORE	2019	25 733 999	40 281
	PIBAORE	2020	33 235 658	41 426
	PIBAORE	2021	25 067 343	42 605
	PIBAORE	2022	28 983 611	43 822
	PIBAORE	2023	43 041 381	45 079
169	PIELA	2019	70 322 847	78 785
	PIELA	2020	90 885 393	80 976
	PIELA	2021	90 805 579	84 110
	PIELA	2022	65 272 614	86 560
	PIELA	2023	77 624 272	89 084
170	PILIMPIKOU	2022	35 742 092	25 367
	PILIMPIKOU	2023	31 009 549	26 046
171	PISSILA	2019	108 351 117	141 973

	PISSILA	2020	134 801 936	146 058
	PISSILA	2021	139 804 709	150 233
	PISSILA	2022	104 934 639	154 507
	PISSILA	2023	95 397 892	158 882
172	POA	2019	42 504 942	41 999
	POA	2020	39 834 975	43 127
	POA	2021	61 876 505	44 273
	POA	2022	52 105 177	45 448
	POA	2023	57 991 118	46 656
173	POBE-MENGAO	2020	29 536 749	36 939
	POBE-MENGAO	2023	27 821 377	40 349
174	POUNI	2019	43 425 365	56 260
	POUNI	2020	50 478 213	57 861
	POUNI	2021	72 175 216	58 739
	POUNI	2022	78 016 503	60 281
	POUNI	2023	64 449 766	61 849
175	RAMBO	2019	32 675 578	47 775
	RAMBO	2020	31 152 133	49 097
	RAMBO	2021	35 285 774	50 453
	RAMBO	2022	32 207 204	51 846
	RAMBO	2023	42 178 569	53 279
176	RAMONGO	2019	38 755 597	29 503
	RAMONGO	2020	33 988 804	30 169
	RAMONGO	2021	54 632 226	31 693
	RAMONGO	2022	56 164 653	32 543
	RAMONGO	2023	59 723 443	33 433
177	ROLLO	2019	38 479 431	40 052
	ROLLO	2020	38 074 237	41 223
	ROLLO	2021	41 907 386	42 414
	ROLLO	2022	37 029 231	43 628
	ROLLO	2023	31 991 853	44 863
178	SAABA	2019	662 124 151	83 959
	SAABA	2020	605 376 840	87 137
	SAABA	2021	753 588 680	85 448
	SAABA	2022	588 858 129	88 644
	SAABA	2023	1 074 713 330	91 974
179	SABCE	2019	1 480 533 301	32 703
	SABCE	2020	1 625 260 219	33 642
	SABCE	2021	1 569 071 462	34 608
	SABCE	2022	2 180 375 919	35 604
	SABCE	2023	1 768 663 761	36 631
180	SABOU	2019	72 456 037	64 003
	SABOU	2020	67 062 726	65 762
	SABOU	2021	74 619 907	67 208
	SABOU	2022	89 153 119	68 989
	SABOU	2023	90 878 781	70 811
181	SAFANE	2019	118 174 653	70 163
	SAFANE	2020	48 654 844	72 144
	SAFANE	2021	178 843 517	74 170

182	SAFANE	2022	57 399 476	76 241
	SAFANE	2023	115 444 501	78 359
	SALOGO	2019	48 367 108	30 357
	SALOGO	2020	44 686 926	31 208
	SALOGO	2021	43 634 522	32 073
183	SALOGO	2022	40 148 464	32 954
	SALOGO	2023	43 701 879	33 853
	SAMBA	2020	37 710 250	49 812
	SAMBA	2021	44 856 373	51 127
	SAMBA	2022	48 737 573	52 486
184	SAMBA	2023	52 317 035	53 893
	SAMOROGOUAN	2019	42 165 736	55 100
	SAMOROGOUAN	2020	39 265 960	56 951
	SAMOROGOUAN	2021	48 457 587	58 184
	SAMOROGOUAN	2022	49 246 356	59 987
185	SAMOROGOUAN	2023	60 587 172	61 813
	SAMPELGA	2019	26 743 313	31 215
	SAMPELGA	2020	27 348 982	32 314
	SAMPELGA	2021	32 157 561	32 159
	SAMPELGA	2023	29 224 616	33 990
186	SANABA	2019	37 909 085	45 739
	SANABA	2021	35 759 182	48 302
	SANABA	2022	28 878 450	49 646
	SANABA	2023	36 483 691	51 035
187	SANGA	2019	51 577 821	67 061
	SANGA	2020	50 308 438	69 091
	SANGA	2021	50 308 438	71 177
	SANGA	2022	51 778 389	73 328
	SANGA	2023	58 400 594	75 544
188	SAPONE	2019	301 229 639	50 344
	SAPONE	2020	272 196 362	51 566
	SAPONE	2021	410 247 158	52 836
	SAPONE	2022	253 579 577	54 156
	SAPONE	2023	391 851 164	55 531
189	SATIRI	2019	38 596 345	47 954
	SATIRI	2020	37 320 234	49 378
	SATIRI	2021	47 725 111	50 887
	SATIRI	2022	38 950 052	52 486
	SATIRI	2023	52 249 391	54 183
190	SEGUENEGA	2019	91 387 961	85 447
	SEGUENEGA	2020	92 183 255	87 819
	SEGUENEGA	2021	102 447 157	90 246
	SEGUENEGA	2022	80 784 968	92 736
	SEGUENEGA	2023	101 199 114	95 290
191	SEYTENGA	2019	33 739 945	46 556
	SEYTENGA	2020	45 467 280	47 947
	SEYTENGA	2021	31 316 656	49 117
	SEYTENGA	2022	29 419 169	50 534
	SEYTENGA	2023	35 263 551	51 979

192	SIDERADOUGOU	2019	57 545 803	138 817
	SIDERADOUGOU	2020	88 812 899	144 019
	SIDERADOUGOU	2021	107 096 686	149 177
	SIDERADOUGOU	2022	102 959 297	154 279
	SIDERADOUGOU	2023	110 951 412	159 309
193	SIGLE	2019	38 515 826	38 182
	SIGLE	2020	39 471 056	39 081
	SIGLE	2021	47 079 746	40 787
	SIGLE	2022	45 889 758	41 878
	SIGLE	2023	56 177 667	43 014
194	SILLY	2019	31 665 900	37 574
	SILLY	2020	29 862 848	38 461
	SILLY	2021	39 046 521	40 997
	SILLY	2022	39 579 979	42 224
	SILLY	2023	45 041 399	43 513
195	SINDO	2019	29 334 463	28 326
	SINDO	2020	28 819 843	29 339
	SINDO	2021	41 795 059	29 626
	SINDO	2022	34 207 983	30 540
	SINDO	2023	33 670 991	31 458
196	SOLHAN	2019	27 522 899	38 156
	SOLHAN	2020	41 189 879	39 365
	SOLHAN	2022	25 614 062	41 528
	SOLHAN	2023	29 230 932	42 754
197	SOLLE	2023	30 548 235	28 951
198	SOUBAKANIEDOUGOU	2019	32 193 688	44 114
	SOUBAKANIEDOUGOU	2020	32 939 701	45 668
	SOUBAKANIEDOUGOU	2021	35 817 292	47 268
	SOUBAKANIEDOUGOU	2022	36 760 934	48 918
	SOUBAKANIEDOUGOU	2023	41 458 019	50 619
199	SOUDOUGUI	2019	51 988 766	69 315
	SOUDOUGUI	2020	44 322 670	71 425
	SOUDOUGUI	2021	44 322 670	73 585
	SOUDOUGUI	2022	48 042 703	75 805
	SOUDOUGUI	2023	70 791 345	78 084
200	SOURGOUBILA	2019	93 132 699	53 002
	SOURGOUBILA	2020	93 570 841	54 356
	SOURGOUBILA	2021	70 899 333	55 982
	SOURGOUBILA	2022	100 662 103	57 448
	SOURGOUBILA	2023	145 454 412	58 959
201	TAMBAGA	2019	57 456 660	61 905
	TAMBAGA	2020	49 546 744	63 834
	TAMBAGA	2021	46 890 414	66 065
	TAMBAGA	2022	63 935 466	68 130
	TAMBAGA	2023	43 701 524	70 241
202	TANGAYE	2019	31 711 432	45 818
	TANGAYE	2020	31 373 604	47 087
	TANGAYE	2021	37 278 792	48 387
	TANGAYE	2022	31 954 120	49 723

	TANGAYE	2023	40 731 771	51 097
203	TANGHIN-DASSOURI	2019	505 972 005	76 211
	TANGHIN-DASSOURI	2020	682 329 474	78 913
	TANGHIN-DASSOURI	2021	821 305 736	81 865
	TANGHIN-DASSOURI	2022	813 513 093	84 980
	TANGHIN-DASSOURI	2023	1 219 216 842	88 325
204	TANKOUGOUNADIE	2019	28 190 381	25 978
	TANKOUGOUNADIE	2023	25 843 337	28 825
205	TANSARGA	2019	33 182 923	57 064
	TANSARGA	2020	31 934 294	58 992
	TANSARGA	2021	33 770 908	60 233
	TANSARGA	2022	37 519 698	62 106
	TANSARGA	2023	39 866 921	64 002
206	TANSILA	2019	35 877 842	44 238
	TANSILA	2021	53 455 490	46 753
	TANSILA	2022	28 923 360	48 045
	TANSILA	2023	33 188 034	49 361
207	TCHERIBA	2019	55 714 996	55 215
	TCHERIBA	2020	52 683 045	56 750
	TCHERIBA	2021	71 249 256	58 336
	TCHERIBA	2022	70 191 445	59 973
	TCHERIBA	2023	65 827 253	61 665
208	TENADO	2019	57 486 413	59 807
	TENADO	2020	54 155 783	61 218
	TENADO	2021	59 341 422	63 803
	TENADO	2022	71 163 067	65 498
	TENADO	2023	66 701 697	67 260
209	TENSOBENTENGA	2019	30 511 467	29 047
	TENSOBENTENGA	2020	27 682 179	29 898
	TENSOBENTENGA	2021	27 682 179	30 769
	TENSOBENTENGA	2022	41 464 823	31 662
	TENSOBENTENGA	2023	47 304 687	32 577
210	THION	2019	35 409 610	33 214
	THION	2020	31 290 993	34 172
	THION	2021	37 501 097	35 307
	THION	2022	28 315 384	36 333
	THION	2023	35 343 323	37 385
211	THIOU	2019	46 752 285	66 638
	THIOU	2020	47 374 254	68 466
	THIOU	2021	48 197 957	70 350
	THIOU	2022	41 065 317	72 299
	THIOU	2023	47 720 971	74 315
212	THYOU	2019	30 297 060	35 525
	THYOU	2020	32 412 792	36 585
	THYOU	2021	34 985 485	36 886
	THYOU	2022	39 618 455	37 858
	THYOU	2023	41 070 877	38 840
213	TIBGA	2019	33 309 774	41 876
	TIBGA	2020	32 010 539	42 984

214	TIBGA	2022	43 827 574	46 674
	TIBGA	2023	51 348 443	48 103
	TIEBELE	2019	56 412 779	74 266
	TIEBELE	2020	48 205 333	76 346
	TIEBELE	2021	68 935 530	78 524
	TIEBELE	2022	72 357 815	80 810
215	TIEBELE	2023	88 261 966	83 207
	TIEFORA	2019	111 200 267	69 108
	TIEFORA	2020	39 285 337	71 575
	TIEFORA	2021	48 920 092	74 094
	TIEFORA	2022	54 525 436	76 668
216	TIEFORA	2023	60 359 362	79 297
	TIKARE	2019	36 440 668	50 555
	TIKARE	2020	34 635 154	52 007
	TIKARE	2021	38 999 631	53 500
	TIKARE	2022	45 924 396	55 040
217	TIKARE	2023	43 754 262	56 627
	TIN-AKOFF	2019	42 584 299	29 838
	TIN-AKOFF	2020	75 609 716	30 672
	TIN-AKOFF	2022	25 603 626	33 283
	TIN-AKOFF	2023	26 840 008	34 325
218	TITABE	2019	30 504 404	30 581
	TITABE	2020	41 134 742	31 500
	TITABE	2023	28 416 803	34 490
219	TO	2019	57 043 406	67 948
	TO	2020	46 310 885	69 845
	TO	2021	61 916 022	72 713
	TO	2022	71 705 167	74 870
	TO	2023	75 593 227	77 093
220	TOECE	2019	58 179 770	42 968
	TOECE	2020	51 127 200	44 007
	TOECE	2021	63 561 816	45 088
	TOECE	2022	55 637 358	46 217
	TOECE	2023	78 136 659	47 396
221	TOEGHIN	2023	50 434 595	25 210
222	TOENI	2019	28 111 859	41 944
	TOENI	2020	25 030 865	43 046
	TOENI	2021	25 206 509	44 170
	TOENI	2022	30 841 010	45 321
	TOENI	2023	31 117 522	46 500
223	TONGOMAYEL	2019	40 416 616	107 476
	TONGOMAYEL	2020	39 678 915	110 908
	TONGOMAYEL	2021	75 784 010	113 387
	TONGOMAYEL	2022	46 080 932	116 772
	TONGOMAYEL	2023	53 620 767	120 210
224	TOUGO	2019	39 230 240	44 117
	TOUGO	2020	31 484 483	45 398
	TOUGO	2021	43 655 972	46 709
	TOUGO	2022	40 459 978	48 052

	TOUGO	2023	55 761 294	49 427
225	TOUGOURI	2019	63 743 459	110 904
	TOUGOURI	2020	66 836 470	114 117
	TOUGOURI	2021	105 205 328	117 406
	TOUGOURI	2022	58 849 383	120 775
	TOUGOURI	2023	84 724 666	124 227
226	TOUSSIANA	2020	42 560 254	25 720
	TOUSSIANA	2021	59 177 530	26 517
	TOUSSIANA	2022	38 114 502	27 337
	TOUSSIANA	2023	59 634 601	28 182
227	YABA	2019	33 365 387	43 244
	YABA	2020	33 796 336	44 391
	YABA	2021	39 582 807	45 573
	YABA	2022	52 683 773	46 792
	YABA	2023	46 372 587	48 051
228	YAHO	2022	58 122 746	25 527
	YAHO	2023	81 756 034	26 241
229	YALGO	2019	94 241 367	46 690
	YALGO	2020	683 006 456	48 057
	YALGO	2021	732 668 946	49 447
	YALGO	2022	578 659 365	50 861
	YALGO	2023	515 397 594	52 299
230	YAMBA	2019	34 770 859	39 986
	YAMBA	2020	38 291 620	41 183
	YAMBA	2021	32 528 091	42 611
	YAMBA	2022	29 680 121	43 895
	YAMBA	2023	35 095 608	45 210
231	YARGATENGA	2019	83 837 351	61 683
	YARGATENGA	2020	88 195 284	63 581
	YARGATENGA	2021	88 195 284	65 512
	YARGATENGA	2022	89 278 146	67 480
	YARGATENGA	2023	89 699 332	69 485
232	YE	2019	33 511 569	50 098
	YE	2020	39 078 558	51 448
	YE	2021	41 469 752	52 824
	YE	2022	36 978 685	54 231
	YE	2023	42 245 302	55 667
233	YONDE	2019	28 145 145	38 790
	YONDE	2022	27 553 411	42 427
	YONDE	2023	32 429 527	43 696
234	ZABRE	2019	305 431 334	116 027
	ZABRE	2020	306 313 669	119 349
	ZABRE	2021	214 013 191	119 349
	ZABRE	2022	222 302 288	119 349
	ZABRE	2023	139 346 540	119 349
235	ZAM	2019	56 895 660	56 933
	ZAM	2020	49 889 626	58 516
	ZAM	2021	60 694 164	60 133
	ZAM	2022	69 620 348	61 791

	ZAM	2023	92 763 998	63 489
236	ZAMBO	2020	28 424 078	26 743
	ZAMBO	2021	29 570 095	27 454
	ZAMBO	2022	33 208 371	28 178
	ZAMBO	2023	39 660 915	28 914
237	ZAWARA	2019	27 098 405	29 792
	ZAWARA	2020	36 671 085	30 623
	ZAWARA	2021	39 656 072	31 189
	ZAWARA	2022	27 338 172	32 009
	ZAWARA	2023	46 779 604	32 845
238	ZEGUEDEGUIN	2019	27 480 087	31 524
	ZEGUEDEGUIN	2020	26 681 835	32 436
	ZEGUEDEGUIN	2021	35 368 462	33 371
	ZEGUEDEGUIN	2022	35 761 891	34 329
	ZEGUEDEGUIN	2023	31 807 017	35 311
239	ZIGA	2019	34 926 382	48 680
	ZIGA	2020	39 264 755	50 064
	ZIGA	2021	38 376 444	51 489
	ZIGA	2022	43 574 044	52 960
	ZIGA	2023	42 916 107	54 478
240	ZIMTENG	2019	29 090 188	35 134
	ZIMTENG	2020	30 501 823	36 178
	ZIMTENG	2021	31 085 100	37 229
	ZIMTENG	2022	39 498 000	38 288
	ZIMTENG	2023	36 129 191	39 355
241	ZIOU	2019	45 448 493	31 355
	ZIOU	2020	40 425 639	32 257
	ZIOU	2021	47 953 601	33 186
	ZIOU	2022	56 971 262	34 143
	ZIOU	2023	60 536 828	35 129
242	ZITENG	2019	58 823 647	58 546
	ZITENG	2020	86 502 447	60 132
	ZITENG	2021	95 960 029	61 754
	ZITENG	2022	79 569 993	63 416
	ZITENG	2023	129 388 099	65 119
243	ZOGORE	2021	26 487 606	27 406
	ZOGORE	2023	28 277 226	28 939
244	ZONSE	2019	29 487 412	27 630
	ZONSE	2020	63 858 858	28 419
	ZONSE	2021	92 300 965	28 419
	ZONSE	2022	67 976 049	28 419
	ZONSE	2023	62 575 745	28 419
245	ZOUNGOU	2019	53 689 883	42 359
	ZOUNGOU	2020	53 835 654	43 535
	ZOUNGOU	2021	52 572 783	44 738
	ZOUNGOU	2022	55 102 262	45 972
	ZOUNGOU	2023	64 172 560	47 237

Source : DGTCP à partir des balances des Receveurs des CT, le résultat du recensement général de la population et de l'habitat (RGPH) 2007-2020 et celles issues du 5ème Recensement Général de la Population et de l'Habitat (5ème RGPH).

TABLEAU 15 : LISTE DES DONNEES MANQUANTES

Année	2019	2020	2021	2022	2023
Communes	BANI	BEGUEDO BOUSSOUMA (TRCE) KOMTOEGA NIOGO GARANGO			
		BALAVE KOUKA SAMI SANABA TANSILA			

Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

TABLEAU 16 : DEPENSES SELON LA NATURE (EN MILLIONS DE FCFA)

Libellés	2019	2020	2021	2022	2023
Dépense de fonctionnement	81 499,29	86 548,77	86 254,31	85 518,68	93 011,38
Dépense d'investissement	49 169,44	72 150,22	78 049,00	50 621,89	57 740,71
Total général	130 668,73	158 698,98	164 303,31	136 140,57	150 752,09

Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

TABLEAU 17 : DEPENSES DE FONCTIONNEMENT PAR NATURE (EN MILLIONS DE FCFA)

Libellés	2019	2020	2021	2022	2023
Achats de biens	30 706,51	34 597,56	31 955,14	32 320,25	35 238,95
Acquisitions de services	3 917,43	4 315,35	4 250,54	3 918,21	5 160,68
Autres services	5 276,75	5 263,32	5 711,10	4 998,58	6 963,84
Subventions	1 094,30	1 356,92	1 392,17	947,43	669,59
Transferts	20 601,51	20 421,16	21 218,56	23 255,90	22 787,20
Charges Exceptionnelles	4 798,46	4 816,44	5 300,45	2 650,89	4 040,31
Charges de personnel	15 075,05	15 759,14	16 400,94	17 405,61	18 132,59
Frais financiers	29,27	18,88	25,42	21,80	18,20
Total général	81 499,29	86 548,77	86 254,31	85 518,68	93 011,38

Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

TABLEAU 18 : DEPENSES D'INVESTISSEMENT PAR NATURE (EN MILLIONS DE FCFA)

Libellés	2019	2020	2021	2022	2023
Emprunts et dettes à court, moyen et long termes et dettes assimilées	237,06	193,33	247,99	247,99	248,08
Charges immobilisées	339,48	676,05	737,93	147,82	61,48
Immobilisations incorporelles	1 250,61	2 161,79	1 177,10	719,12	953,70
Acquisitions et Aménagements des Sols et Sous-sols	135,08	66,27	75,66	28,41	331,02
Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	39 176,62	55 734,14	62 422,70	41 549,05	47 039,85
Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobiliers	8 015,08	13 318,64	13 357,63	7 887,50	9 099,12
Prises de participation, Dépôts et Cautionnements	15,50	-	30,00	7,50	7,48
Prêts, Créances, Avances et Acomptes	-	-	-	34,50	-
Total général	49 169,44	72 150,22	78 049,00	50 621,89	57 740,71

Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

TABEAU 19 : DEPENSES PAR TYPE DE COLLECTIVITES TERRITORIALES (EN MILLIONS DE FCFA)

Libellés	2019	2020	2021	2022	2023
Commune rurale	65 942,94	80 777,54	91 917,94	68 940,61	77 090,37
Dépense de fonctionnement	37 053,81	37 241,63	39 723,07	37 139,72	40 550,58
Dépense d'investissement	28 889,12	43 535,92	52 194,87	31 800,89	36 539,79
Commune urbaine	57 619,92	69 506,85	61 359,27	57 888,30	63 584,69
Dépense de fonctionnement	41 553,18	47 149,86	43 439,54	45 112,23	49 325,50
Dépense d'investissement	16 066,74	22 356,98	17 919,73	12 776,06	14 259,19
Régions	7 105,87	8 414,59	11 026,09	9 311,67	10 077,03
Dépense de fonctionnement	2 892,30	2 157,27	3 091,69	3 266,73	3 135,30
Dépense d'investissement	4 213,58	6 257,32	7 934,40	6 044,94	6 941,73
Total général	130 668,73	158 698,98	164 303,31	136 140,57	150 752,09

Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

TABEAU 20 : DEPENSES DES REGIONS ADMINISTRATIVES PAR NATURE (EN MILLIONS DE FCFA)

Libellés	2019	2020	2021	2022	2023
Boucle Mouhoun	11 174,52	11 537,00	16 741,20	11 583,43	12 626,39
Dépense de fonctionnement	5 824,33	4 776,87	7 089,98	5 643,75	6 196,92
Dépense d'investissement	5 350,19	6 760,13	9 651,22	5 939,68	6 429,47
Cascades	3 242,24	5 105,18	5 695,50	5 633,14	6 263,63
Dépense de fonctionnement	2 000,71	3 102,07	2 982,88	3 022,89	3 349,22
Dépense d'investissement	1 241,54	2 003,11	2 712,63	2 610,25	2 914,41
Centre	31 106,31	39 454,04	35 102,30	34 400,32	36 028,39
Dépense de fonctionnement	24 176,93	27 856,76	25 664,50	27 562,55	29 256,62
Dépense d'investissement	6 929,38	11 597,27	9 437,80	6 837,78	6 771,77
Centre Est	8 795,18	8 752,09	9 350,73	9 027,83	9 257,90
Dépense de fonctionnement	4 750,24	4 778,00	5 159,52	5 411,59	5 274,27
Dépense d'investissement	4 044,94	3 974,09	4 191,21	3 616,24	3 983,63
Centre Nord	11 312,37	13 682,66	13 110,77	12 460,79	12 029,64
Dépense de fonctionnement	8 337,39	6 187,28	6 198,80	6 525,41	6 382,87
Dépense d'investissement	2 974,98	7 495,37	6 911,97	5 935,38	5 646,78
Centre Ouest	10 222,53	11 070,78	12 404,11	9 509,17	10 083,47
Dépense de fonctionnement	5 282,64	5 136,98	5 953,36	5 715,09	6 148,89
Dépense d'investissement	4 939,89	5 933,80	6 450,75	3 794,08	3 934,58
Centre Sud	4 533,07	6 301,76	6 301,98	5 048,35	5 680,38
Dépense de fonctionnement	2 832,67	3 377,62	3 226,52	2 889,43	3 772,41
Dépense d'investissement	1 700,41	2 924,14	3 075,46	2 158,92	1 907,97
Est	9 854,80	10 468,93	12 317,86	7 081,13	9 309,57
Dépense de fonctionnement	4 602,13	4 409,23	3 821,30	3 885,59	4 230,84
Dépense d'investissement	5 252,67	6 059,70	8 496,56	3 195,55	5 078,73
Hauts Bassins	15 902,93	16 640,56	18 051,51	15 397,29	16 918,02
Dépense de fonctionnement	10 027,00	9 866,39	10 823,88	10 926,53	11 735,77
Dépense d'investissement	5 875,92	6 774,17	7 227,63	4 470,76	5 182,25
Nord	7 687,66	9 547,35	12 476,07	8 361,40	9 417,06
Dépense de fonctionnement	4 224,61	4 396,17	5 478,56	5 205,74	5 060,47
Dépense d'investissement	3 463,05	5 151,18	6 997,50	3 155,66	4 356,59

Plateau Central	5 342,94	5 894,06	6 722,57	6 519,86	8 449,02
Dépense de fonctionnement	3 473,63	3 650,70	3 719,76	3 443,71	4 228,12
Dépense d'investissement	1 869,32	2 243,36	3 002,81	3 076,15	4 220,90
Sahel	6 713,02	12 708,86	9 381,80	6 478,83	9 178,87
Dépense de fonctionnement	3 232,71	5 671,74	2 766,73	2 805,61	4 054,03
Dépense d'investissement	3 480,31	7 037,12	6 615,07	3 673,22	5 124,84
Sud-Ouest	4 781,14	7 535,72	6 646,90	4 639,03	5 509,74
Dépense de fonctionnement	2 734,31	3 338,94	3 368,52	2 480,81	3 320,95
Dépense d'investissement	2 046,83	4 196,77	3 278,38	2 158,22	2 188,79
Total général	130 668,73	158 698,98	164 303,31	136 140,57	150 752,09

Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

TABLEAU 21 : DEPENSES DES COMMUNES RURALES PAR NATURE (EN MILLIONS DE FCFA)

Libellés	2019	2020	2021	2022	2023
Dépenses de fonctionnement par nature					
Achats de biens	14 877,48	18 573,93	18 325,26	16 675,81	18 648,73
Acquisitions de services	1 697,48	1 851,58	2 162,13	1 895,70	2 106,65
Autres services	967,59	1 201,66	1 216,00	1 061,22	1 044,99
Subventions	372,28	618,95	595,39	385,23	197,53
Transferts	11 485,27	7 247,71	9 160,87	10 481,35	10 945,29
Charges Exceptionnelles	2 990,37	3 117,57	3 380,73	1 446,36	2 133,76
Charges de personnel	4 663,34	4 630,22	4 882,68	5 194,04	5 473,61
Total général	37 053,81	37 241,63	39 723,07	37 139,72	40 550,57
Dépenses d'investissement par nature					
Charges immobilisées	217,37	459,84	434,69	69,64	44,90
Immobilisations incorporelles	610,47	776,70	575,53	438,15	437,60
Acquisitions et Aménagements des Sols et Sous-sols	67,88	45,96	50,41	19,99	62,03
Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	23 126,12	33 520,59	42 377,75	26 398,92	30 184,97
Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobiliers	4 851,78	8 732,83	8 756,49	4 839,69	5 810,28
Prises de participation, Dépôts et Cautionnements	15,50	0,00	0,00	0,00	0,00
Prêts, Créances, Avances et Acomptes	0,00	0,00	0,00	34,50	0,00
Total général	28 889,12	43 535,92	52 194,87	31 800,89	36 539,79

Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

TABLEAU 22 : DEPENSES DES COMMUNES URBAINES PAR NATURE (EN MILLIONS DE FCFA)

Libellés	2019	2020	2021	2022	2023
Dépenses de fonctionnement par nature					
Achats de biens	15 310,78	15 432,20	13 014,25	15 006,73	15 912,37
Acquisitions de services	1 835,28	2 048,72	1 663,21	1 686,33	2 608,02
Autres services	4 192,65	3 907,50	4 349,05	3 805,55	5 761,02
Subventions	591,94	620,75	688,29	468,80	376,92
Transferts	8 045,54	12 913,44	10 960,69	11 348,73	10 762,65
Charges Exceptionnelles	1 563,86	1 496,98	1 667,69	1 031,79	1 683,01
Charges de personnel	9 983,85	10 711,39	11 070,94	11 742,50	12 203,30
Frais financiers	29,27	18,88	25,42	21,80	18,19
Total général	41 553,18	47 149,86	43 439,54	45 112,23	49 325,50
Dépenses d'investissement par nature					
Emprunts et dettes à court, moyen et long termes et dettes assimilées	237,06	193,33	247,99	247,99	248,08
Charges immobilisées	89,45	149,60	193,95	78,17	7,06
Immobilisations incorporelles	471,74	1 061,11	425,09	112,30	260,99
Acquisitions et Aménagements des Sols et Sous-sols	35,85	11,83	22,79	8,42	98,92
Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	12 663,38	17 772,93	13 670,17	10 372,72	11 625,62
Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobiliers	2 569,26	3 168,18	3 359,74	1 956,45	2 011,04
Prises de participation, Dépôts et Cautionnements	0,00	0,00	0,00	0,00	7,48
Total général	16 066,74	22 356,98	17 919,73	12 776,06	14 259,19

Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

TABLEAU 23 : DEPENSES DES REGIONS COLLECTIVITES PAR NATURE (EN MILLIONS DE FCFA)

Libellés	2019	2020	2021	2022	2023
Dépenses de fonctionnement par nature					
Achats de biens	518,25	591,43	615,62	637,71	677,85
Acquisitions de services	384,67	415,05	425,20	336,17	446,01
Autres services	116,51	154,16	146,05	131,80	157,82
Subventions	130,08	117,22	108,48	93,40	95,14
Transferts	1 070,70	260,00	1 097,01	1 425,82	1 079,26
Charges Exceptionnelles	244,23	201,90	252,02	172,74	223,54
Charges de personnel	427,86	417,53	447,31	469,07	455,68
Total général	2 892,30	2 157,27	3 091,69	3 266,73	3 135,30
Dépenses d'investissement par nature					
Charges immobilisées	32,66	66,61	109,29	0,00	9,51
Immobilisations incorporelles	168,40	323,98	176,48	168,66	255,11
Acquisitions et Aménagements des Sols et Sous-sols	31,36	8,49	2,46	0,00	170,06
Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	3 387,11	4 440,62	6 374,77	4 777,42	5 229,25
Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobiliers	594,04	1 417,62	1 241,41	1 091,35	1 277,79
Prises de participation, Dépôts et Cautionnements	0,00	0,00	30,00	7,50	0,00
Total général	4 213,58	6 257,32	7 934,40	6 044,94	6 941,73

Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

TABEAU 24 : TABLEAUX DES OPERATIONS FINANCIERES DES COLLECTIVITES TERRITORIALES DE 2019 A 2023

CODES MSFP 2001	LIBELLES	2019	2020	2021	2022	2023
1	RECETTES	130 263,85	157 777,77	178 773,81	114 647,53	172 614,61
11	Recettes fiscales	3 641,86	3 927,46	4 577,15	3 356,24	4 708,14
111	Impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
112	Impôts sur les salaires et la main-d'œuvre	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
113	Impôts sur le patrimoine	1 846,96	2 013,54	2 493,15	1 173,69	2 085,06
114	Impôts sur les biens et services	1 743,77	1 831,08	1 989,11	2 091,61	2 575,80
115	Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
116	Autres recettes fiscales	51,14	82,83	94,90	90,94	47,29
12	Cotisations sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
121	Cotisations de sécurité sociale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
122	Autres cotisations sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Dons	115 999,54	143 126,84	161 161,17	100 078,74	154 699,31
131	Reçus d'administrations publiques étrangères	0,00	0,00	0,00	11,34	124,76
132	Reçus d'organisations internationales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
133	Reçus d'autres unités d'administration publique	115 999,54	143 126,84	161 161,17	100 067,39	154 574,55
14	Autres recettes	10 622,44	10 723,47	13 035,49	11 212,55	13 207,15
141	Revenus de la propriété	0,00	0,00	0,02	0,00	0,00
142	Ventes de biens et services	8 975,72	8 852,51	10 376,21	9 246,06	11 219,81
143	Amendes, pénalités et confiscations	1 332,19	1 421,68	1 894,35	1 327,69	709,55
144	Transferts volontaires autres que les dons	314,54	449,29	764,91	638,80	1 277,79
145	Primes, droits et indemnités d'assurance autres qu'assurance-vie et régimes de garantie standard	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	CHARGES	63 260,62	68 672,00	67 336,59	65 443,88	72 711,33
21	Rémunération des salariés	14 552,00	15 426,25	16 075,16	17 015,59	17 593,73
211	Salaires et traitements	13 994,27	14 618,90	15 148,36	16 049,88	16 673,43
212	Cotisations sociales	557,73	807,35	926,80	965,71	920,31
22	Utilisation de biens et services	31 932,78	32 670,66	33 306,24	31 206,62	33 809,86
23	Consommation de capital fixe	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
24	Intérêts	29,27	18,88	25,42	21,80	18,19
241	Aux non-résidents	29,27	18,88	25,42	21,80	18,19
242	Aux résidents autres que les administrations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

243	Aux autres unités d'administration publique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
25	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
251	Aux sociétés publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
252	Aux entreprises privées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
253	Aux autres secteurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Dons	17,86	24,11	51,18	36,44	165,98
261	Aux administrations publiques étrangères	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
262	Aux organisations internationales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
263	Aux autres unités d'administration publique	17,86	24,11	51,18	36,44	165,98
27	Prestations sociales	14 179,63	17 476,64	14 599,96	14 581,34	18 751,77
271	Prestations de sécurité sociale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
272	Prestations d'assistance sociale	13 711,85	17 227,32	14 343,04	14 282,11	18 246,33
273	Prestations sociales d'employeurs	467,78	249,31	256,92	299,23	505,45
28	Autres charges	2 549,07	3 055,47	3 278,64	2 582,08	2 371,79
281	Charges liées à la propriété autres que les intérêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
282	Transferts non classés ailleurs	2 498,15	2 984,82	3 138,84	2 450,17	2 215,58
283	Primes, droits et indemnités d'assurance-dommages et régimes de garantie standard	50,93	70,65	139,80	131,91	156,21
31	Actifs non financiers	48 783,27	71 950,94	77 735,20	50 258,97	57 489,36
311	Actifs fixes	48 648,19	71 884,67	77 659,55	50 230,56	57 448,65
312	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
313	Objets de valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
314	Actifs non produits	135,08	66,27	75,66	28,41	40,71
32	Actifs financiers	20 485,72	22 814,92	21 025,56	-1 276,57	49 714,11
321	Intérieurs	20 485,72	22 814,92	21 025,56	-1 276,57	49 714,11
322	Extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
33	Passifs	2 296,66	5 660,10	-12 676,46	-221,24	7 300,20
331	Intérieurs	2 296,66	5 660,10	-12 676,46	-221,24	7 300,20
332	Extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

TABLEAU 25: EPARGNE BUDGETAIRE DES CT (EN MILLIONS DE FCFA)

Libellés	2019	2020	2021	2022	2023	CUMUL
COMMUNES RURALES						
Ressources propres (RP)	20 094,20	21 046,63	24 254,15	21 874,36	27 851,55	115 120,89
Prélèvement	10 716,65	6 471,71	8 193,22	9 590,06	9 824,52	44 796,16
EB communes rurales	53,33%	30,75%	33,78%	43,84%	35,27%	38,91%
COMMUNES URBAINES						
Ressources propres (RP)	32 750,88	33 514,81	38 362,85	37 177,15	44 542,11	186 347,78
Prélèvement	6 560,49	11 203,30	9 625,29	9 042,57	9 200,63	45 632,28
EB communes urbaines	20,03%	33,43%	25,09%	24,32%	20,66%	24,49%
REGIONS						
Ressources propres (RP)	2 042,26	2 434,11	3 127,62	2 750,81	3 481,35	13 836,16
Prélèvement	1 024,85	197,79	1 040,31	1 380,18	884,80	4 527,94
EB régions	50,18%	8,13%	33,26%	50,17%	25,42%	32,73%
TOTALITE DE COLLECTIVITES TERRITORIALES						
Ressources propres (RP)	54 887,34	56 995,54	65 744,61	61 802,32	75 875,01	315 304,84
Prélèvement	18 301,99	17 872,80	18 858,82	20 012,82	19 909,95	94 956,38
EB total CT	33,34%	31,36%	28,68%	32,38%	26,24%	30,12%

Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

TABLEAU 26 : EFFORT D'AUTOFINANCEMENT DES CT (EN MILLIONS DE FCFA)

Année	2019	2020	2021	2022	2023	CUMUL
COMMUNES RURALES						
CAF	10 716,65	6 471,71	8 193,22	9 590,06	9 824,52	44 796,16
Investissements	28 889,12	43 535,92	52 194,87	31 800,89	36 539,79	192 960,60
EAF communes rurales	37,10%	14,87%	15,70%	30,16%	26,89%	23,22%
COMMUNES URBAINES						
CAF	6 560,49	11 203,30	9 625,29	9 042,57	9 200,63	45 632,28
Investissements	16 066,74	22 356,98	17 919,73	12 776,06	14 259,19	83 378,70
EAF communes urbaines	40,83%	50,11%	53,71%	70,78%	64,52%	54,73%
REGIONS						
CAF	1 024,85	197,79	1 040,31	1 380,18	884,80	4 527,94
Investissements	4 213,58	6 257,32	7 934,40	6 044,94	6 941,73	31 391,96
EAF régions	24,32%	3,16%	13,11%	22,83%	12,75%	14,42%
TOTALITE DE COLLECTIVITES TERRITORIALES						
CAF	18 301,99	17 872,80	18 858,82	20 012,82	19 909,95	94 956,38
Investissements	49 169,44	72 150,22	78 049,00	50 621,89	57 740,71	307 731,26
EAF total CT	37,22%	24,77%	24,16%	39,53%	34,48%	30,86%

Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

TABLEAU 27: MARGE BRUTE DES CT (EN MILLIONS DE FCFA)

Types de collectivité T.	2019	2020	2021	2022	2023	Total
Communes rurales	5 422,60	6 187,43	4 598,62	4 706,77	4 759,94	25 675,36
Communes urbaines	3 162,85	-2 218,94	8 627,18	3 744,19	5 525,32	18 840,60
Régions	-84,99	795,03	483,30	5,52	884,90	2 083,77
Marge brute totale	8 500,46	4 763,53	13 709,09	8 456,49	11 170,16	46 599,73
Progression globale	0%	-43,96%	187,79%	-38,31%	32,09%	

Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

TABLEAU 28 : MIEUX-ETRE/HABITANT

Libellés	2019	2020	2021	2022	2023	CUMUL
COMMUNES RURALES						
Dépenses de fonctionnement	37 909,82	38 510,54	39 898,43	37 173,51	40 550,58	194 042,87
Population totale	12,77	13,14	13,52	13,90	14,30	67,63
Communes Rurales	2 969,40	2 930,59	2 950,42	2 673,40	2 836,38	2869,09
COMMUNES URBAINES						
Dépenses de fonctionnement	41 552,04	47 149,86	41 328,05	45 101,18	49 325,50	224456,64
Population totale	8,10	8,37	8,62	8,88	9,15	43,11
Communes Urbaines	5127,83	5633,61	4795,91	5079,37	5393,36	5206,02
TOTALITE DE COLLECTIVITES TERRITORIALES						
Dépenses de fonctionnement	79 461,86	85 660,41	81 226,48	82 274,69	89 876,08	418 499,51
Population totale	20,87	21,51	22,14	22,78	23,44	110,75
Ensemble des CT	3807,45	3982,31	3668,71	3611,04	3833,94	3778,88

Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

TABLEAU 29 : EFFORT D'EQUIPEMENT/HABITANT

Effort d'équipement/habitant	2019	2020	2021	2022	2023	CUMUL
COMMUNES RURALES						
Dépenses d'investissement	28 889,12	43 535,92	52 194,87	31 800,89	36 539,79	192 960,60
Population totale	12,77	13,14	13,52	13,90	14,30	67,63
Communes Rurales	2262,83	3313,02	3859,72	2287,02	2555,83	2853,09
COMMUNES URBAINES						
Dépenses d'investissement	16 066,74	22 356,98	17 919,73	12 776,06	14 259,19	83 378,70
Population totale	8,10	8,37	8,62	8,88	9,15	43,11
Communes Urbaines	1982,75	2671,28	2079,49	1438,86	1559,13	1933,87
REGIONS						
Dépenses d'investissement	4 213,58	6 257,32	7 934,40	6 044,94	6 941,73	31 391,96
Population totale	20,87	21,51	22,14	22,78	23,44	110,75
Régions	201,90	290,90	358,37	265,31	296,12	283,46
TOTALITE DE COLLECTIVITES TERRITORIALES						
Dépenses d'investissement	49 169,44	72 150,22	78 049,00	50 621,89	57 740,71	307 731,26
Population totale	20,87	21,51	22,14	22,78	23,44	110,75
Totalité des CT	2 355,98	3 354,22	3 525,20	2 221,79	2 463,11	2 778,68

Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

TABLEAU 30 : STRUCTURATION DE L'ACTIF AU 31 DECEMBRE 2023 (EN MILLIONS DE FCFA)

Types de CT	Actif immobilisé	Actif circulant	Trésorerie	Total
Communes rurales	405 304,16	1 440,77	119 129,79	525 874,72
Communes urbaines	244 663,64	10 256,09	74 275,83	329 195,56
Régions	60 740,66	360,42	21 775,62	82 876,70
Total	710 708,47	12 057,28	215 181,24	937 946,99
Proportion	75,77%	1,29%	22,94%	
Communes rurales	57,03%	11,95%	55,36%	56,07%
Communes urbaines	34,43%	85,06%	34,52%	35,10%
Régions	8,55%	2,99%	10,12%	8,84%

Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

TABLEAU 31 : COMPOSITION DE L'ACTIF IMMOBILISE AU 31 DECEMBRE 2023 (EN MILLIONS DE FCFA)

Types de CT.	Charges immobilisées	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Communes rurales	4 077,08	6 455,64	394 684,83	86,61	405 304,16
Communes urbaines	2 119,57	6 115,03	235 836,28	592,76	244 663,64
Régions	885,21	2 499,51	57 168,44	187,50	60 740,66
Total	7 081,86	15 070,18	687 689,55	866,87	710 708,47
Proportion	1,00%	2,12%	96,76%	0,12%	
Communes rurales	57,57%	42,84%	57,39%	9,99%	57,03%
Communes urbaines	29,93%	40,58%	34,29%	68,38%	34,43%
Régions	12,50%	16,59%	8,31%	21,63%	8,55%

Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

TABLEAU 32 : EVOLUTION DE L'ACTIF DES CT DE 2019 A 2023 (EN MILLIONS DE FCFA)

Types de CT	2019	2020	2021	2022	2023
Communes rurales	304 991,65	358 370,19	423 207,87	462 228,01	525 874,73
Progression CR		17,50%	18,09%	9,22%	13,77%
Communes urbaines	229 012,82	254 130,73	277 379,68	297 357,28	329 195,56
Progression CU		10,97%	9,15%	7,20%	10,71%
Régions	42 392,15	53 026,74	66 767,38	70 730,82	82 876,70
Progression Régions		25,09%	25,91%	5,94%	17,17%
Total	576 396,62	665 527,66	767 354,93	830 316,11	937 947,00
Progression globale		15,46%	15,30%	8,20%	12,96%

Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

TABLEAU 33 : STRUCTURE DU PASSIF DES COLLECTIVITES TERRITORIALES AU 31 DECEMBRE 2023 (EN MILLIONS DE FCFA)

Types de CT	Capitaux permanents	Provisions pour risques et charges	Dettes	Total
Communes rurales	496 096,83	0,00	29 777,89	525 874,72
Communes urbaines	311 514,56	0,00	17 681,00	329 195,56
Régions	78 470,40	0,00	4 406,30	82 876,70
Total	886 081,80	0,00	51 865,19	937 946,99
Proportion	94,47%	0,00%	5,53%	
Part CR	55,99%		57,41%	56,07%
Part CU	35,16%		34,09%	35,10%
Part Régions	8,86%		8,50%	8,84%

Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

TABLEAU 34 : STRUCTURE DES CAPITAUX PERMANENTS DE L'ENSEMBLE DES CT AU 31 DECEMBRE 2021 (EN MILLIONS DE FCFA)

Types de CT	Dotations, subventions, dons et legs en capital	Réserves	Report à nouveau	Résultat fonctionnement	de Dons projets et legs	Total
Communes rurales	377 838,22	81 731,11	31 754,56	4 759,94	13,00	496 096,83
Communes urbaines	155 423,85	128 462,34	22 103,05	5 525,32	0,00	311 514,56
Régions	59 301,11	17 043,95	1 240,44	884,90	0,00	78 470,40
Total	592 563,18	227 237,39	55 098,06	11 170,16	13,00	886 081,80
Proportion	66,87%	25,65%	6,22%	1,26%	0,00%	100%
Communes rurales	63,76%	35,97%	57,63%	42,61%	100,00%	55,99%
Communes urbaines	26,23%	56,53%	40,12%	49,46%	0,00%	35,16%
Régions	10,01%	7,50%	2,25%	7,92%	0,00%	8,86%

Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

TABLEAU 35 : STRUCTURE DE LA DETTE DE L'ENSEMBLE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES AU 31 DECEMBRE 2023 (EN MILLIONS DE FCFA)

Types de CT	Dotations, subventions, dons et legs en capital	Réserves	Report à nouveau	Résultat fonctionnement	de Dons projets et legs	Total
Communes rurales	377 838,22	81 731,11	31 754,56	4 759,94	13,00	496 096,83
Communes urbaines	155 423,85	128 462,34	22 103,05	5 525,32	0,00	311 514,56
Régions	59 301,11	17 043,95	1 240,44	884,90	0,00	78 470,40
Total	592 563,18	227 237,39	55 098,06	11 170,16	13,00	886 081,80
Proportion	66,87%	25,65%	6,22%	1,26%	0,00%	100%
Communes rurales	63,76%	35,97%	57,63%	42,61%	100,00%	55,99%
Communes urbaines	26,23%	56,53%	40,12%	49,46%	0,00%	35,16%
Régions	10,01%	7,50%	2,25%	7,92%	0,00%	8,86%

Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

TABEAU 36 : ÉVOLUTION DU PASSIF DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES (EN MILLIONS DE FCFA)

Types de CT	2019	2020	2021	2022	2023
Communes rurales	306 175,82	359 161,59	423 384,56	461 749,08	525 874,73
Progression CR	0,00%	17,31%	17,88%	9,06%	13,89%
Communes urbaines	229 593,75	255 087,86	277 326,00	297 647,60	329 195,56
Progression CU	0,00%	11,10%	8,72%	7,33%	10,60%
Régions	42 676,18	53 059,56	66 686,21	70 792,51	82 876,71
Progression Régions	0,00%	24,33%	25,68%	6,16%	17,07%
Total	578 445,75	667 309,29	767 397,03	830 189,36	937 947,00
Progression globale	0,00%	15,36%	15,00%	8,18%	12,98%

Source : DGTCP/DSOFE/Base de données des CT, septembre 2024

TABEAU 37: LISTE DE PRESENCE DE L'ATELIER DE COLLECTE DES DONNEES DES COLLECTIVITES TERRITORIALES ET DE FINALISATION DE LA BASE SUR LES OPERATIONS FINANCIERES DES CT DE 2019 A 2023

N°	NOM	PRENOM (S)	SEXE	STRUCTURE	TELEPHONE	COURRIEL
1	BELEMBAGO	Boukaré	M	DSOFE	76 75 67 26	belembaogoboukare@gmail.com
2	COMPAORE	Judith Félicité	F	DSOFE	70 73 75 61	judifeli@yahoo.fr
3	TOU	Ibrahima	M	DSOFE	67 90 49 04	ibrahimatou77@gmail.com
4	MOSSE	Francis	M	DSOFE	70 38 44 76	mossefra@gmail.com
5	ZIDA/TAPSOBA	Odile	F	DSOFE	72 37 92 27	tapsodile@gmail.com
6	YAMEOGO	W. Arlenn	M	DSOFE	75 30 30 25	arlenn2000@gmail.com
7	COMPAORE	A. Rasmané	M	DSOFE	70 43 39 21	cabdoulrasmene@gmail.com
8	MILLOGO	H. Armel	M	DSOFE	76 08 72 71	millogoharmel@yahoo.fr
9	OUEDRAOGO	P. Dieudonné	M	DSOFE	78 02 51 73	payamsseba@gmail.com
10	ZONGO	Yacouba	M	DSOFE	76 50 27 95	zongoyacouba974@gmail.com
11	KABORE	Roland	M	DSOFE	70 49 82 42	roland1kabore@gmail.com
12	KAMBOU	Justin	M	DSOFE	76 32 34 00	Just1kam@yahoo.fr
13	TRAORE	Drissa	M	TR-CASCADE	76 86 52 61	sikolo33@gmail.com
14	SOURATIE	Rokia	F	TR-HBS	76 55 51 17	rokiasoura@gmail.com
15	KONSEBO	Abraham	M	TR-CO	70 04 89 89	akonsebo@gmail.com
16	BAZIE	Jean-Marie	M	TRE	71 74 94 59	baziejmy@gmail.com
17	BADOLO	Nadège	F	DELF	70 23 93 52	nadègebkinda@gmail.com
18	OUATTARA/SAKO	Candide	F	TR-CN	53 30 90 63	eulodieouattara@gmail.com
19	KABORE	P. Ignace	M	TR-PC	72 90 52 33	ikabore34@gmail.com
20	BAMBARA	Félix	F	TR-CE	70 09 14 09	felixherveb@gmail.com
21	SAVADOGO	Abdrahim	M	TR-BMH	66 60 51 55	savadogoabraham@yahoo.fr
22	COULIBALY	S. Alfred	M	TRN	79 79 47 74	Fredcoul88@gmail.com
23	OUEDRAOGO	Ousmane	M	TR-SO	70 00 64 90	safgaoua@yahoo.fr
24	ZOUNDI	Olivier	M	TR-CS	77 01 98 66	zoundiolivier@yahoo.fr
25	ZINSONNE	Jean	M	TRHBS/ Ressource	70 34 06 78	abisamadri@rocketmail.com
26	NIKIEMA	P. Joel	M	TRS	76 19 23 87	pegdwendenikiema@hotmail.com
27	DIARRA	Jean	M	TRC	71 47 59 20	diarrajean58@yahoo.fr
28	RAMDE/YAMEOGO	T. Mariette	F	TP/ZIRO/ Ressource	76 84 88 99	yamariettet@yahoo.fr
	KABORE	Olivier	M	TRCS/Personne Ressource	70 07 73 60	olivier.kabore@tresor.gov.bf

TABEAU 38: LISTE DE PRESENCE DE L'ATELIER D'ELABORATION DU RAPPORT SUR LES OPERATIONS FINANCIERES DES COLLECTIVITES TERRITORIALES DE 2019 A 2023

N°	NOM	PRENOM (S)	SEXE	STRCTURE	TELEPHONE	COURRIEL
1	BASSOLE	Wilfried Gustave	M	DSOFE	70 98 84 51	newoulou2@gmail.com
2	COMPAORE	Judith Félicité	F	DSOFE	70 73 75 61	judifeli@yahoo.fr
3	TOU	Ibrahima	M	DSOFE	67 90 49 04	ibrahimatou77@gmail.com
4	MOSSE	Francis	M	DSOFE	70 38 44 76	mossefra@gmail.com
5	ZIDA/TAPSOBA	Odile	F	DSOFE	72 37 92 27	tapsodile@gmail.com
6	YAMEOGO	W. Arlenn	M	DSOFE	75 30 30 25	arlenn2000@gmail.com
7	COMPAORE	A. Rasmané	M	DSOFE	70 43 39 21	abdoulrasmane@gmail.com
8	MILLOGO	H. Armel	M	DSOFE	76 08 72 71	millogoharmel@yahoo.fr
9	OUEDRAOGO	P. Dieudonné	M	DSOFE	78 02 51 73	payamsseba@gmail.com
10	KABORE	Roland	M	DSOFE	70 49 82 42	roland1kabore@gmail.com
11	KABORE	Balkissa	F	TR-CO	71-05-89-50	Balkissa.k@gmail.com
12	KAMBOU	Justin	M	DSOFE	76 32 34 00	Just1kam@yahoo.fr
13	KABRE	Djibril	M	TR-CASCADE	70 37 71 91	Djibrilkabre83@gmail.com
14	KY	Kassou	M	TR-HBS	76 06 58 12	m.kyassou@gmail.com
15	KABORE	Olivier	M	TR-CS/ Personne Ressource	70 07 73 60	olivier.kabore@tresor.gov.bf
16	TCHIOMBIANO	Yimboiro	M	TRE	70 13 71 47	yimboirocthiombiano@gmail.com
17	YE	Loté Roland	M	DELF	76 38 85 54	rolandloteye13@gmail.com
18	KOUEOGO/SAWADOGO	Yamba Prisca	F	TR-CN	70 11 35 32	ives_prisca@yahoo.fr
19	KABORE	Lassané	M	TR-PC	72 80 80 33	Kaborlas1938@gmail.com
20	BAMBARA	A.F. Hervé	M	TR-CE	75 37 90 35	felixherveb@gmail.com
21	OUEDRAOGO	Sayouba	M	TR-BMH	70 84 00 91	sayoubayamia@gmail.com
22	BATIONO	Jean André P. Bemao	M	TRN	76 24 03 69	bationos7@yahoo.fr
23	TRAORE	Diakalia	M	TR-SO	64 63 23 23	diakaliaa@gmail.com
24	SAWADOGO	Laurent	M	TR-CS	71 38 05 83	Sawlau10@yahoo.fr
25	ZINSONE	Jean	M	TR-HBS/ Personne Ressource	70 34 06 78	abisamadri@rocketmail.com
26	NIAMPA	Daouda	M	TRC	76 06 02 21	dniampa266@gmail.com
27	RAMDE/YAMEOGO	T. Mariette	F	TP-Ziro/ Personne Ressource	76 84 88 99	yamariettet@yahoo.fr
28	HIEN	F. Anicet	M	CAT	78 51 46 46	anicet.hien@gmail.com
29	MAIGA	Adama	M	TR-Sahel		Adamsmaiga84@gmail.com

TABEAU 39: LISTE DE PRESENCE DE L'ATELIER DE VALIDATION DU RAPPORT SUR LES OPERATIONS FINANCIERES DES COLLECTIVITES TERRITORIALES DE 2019 A 2023

N°	NOM	PRENOM (S)	SEXE	STRCTURE	TELEPHONE	COURRIEL
1	BASSOLE	Wilfried Gustave	M	DSOFE	70 98 84 51	newoulou2@gmail.com
2	COMPAORE	Judith Félicité	F	DSOFE	70 73 75 61	judifeli@yahoo.fr
3	TOU	Ibrahima	M	DSOFE	67 90 49 04	ibrahimatou77@gmail.com
4	MOSSE	Francis	M	DSOFE	70 38 44 76	mossefra@gmail.com
5	ZIDA/TAPSOBA	Odile	F	DSOFE	72 37 92 27	tapsodile@gmail.com
6	YAMEOGO	W. Arlenn	M	DSOFE	75 30 30 25	arlenn2000@gmail.com
7	COMPAORE	A. Rasmané	M	DSOFE	70 43 39 21	cabdoulrasmene@gmail.com
8	MILLOGO	H. Amel	M	DSOFE	76 08 72 71	millogoharmel@gmail.com
9	ZONGO	Yacouba	M	DSOFE	76 50 27 95	zongoyacouba974@gmail.com
10	KABORE	Roland	M	DSOFE	70 49 82 42	roland1kabore@gmail.com
11	YE	L. Roland	M	DELF	76 38 85 54	rolandloteye13@gmail.com
12	OUEDRAOGO	Haoua	F	DSOFE	78 16 96 43	haouaouedraogo61@gmail.com
13	KAMBOU	Justin	M	DSOFE	76 32 34 00	Just1kam@yahoo.fr
14	KY	Kassou	M	TR-HBS/ Ressource	Personne 76 06 58 12	m.kykassou@gmail.com
15	KABORE	Olivier	M	TR-CS/ Ressource	Personne 70 07 73 60	olivier.kabore@tresor.gov.bf
16	COULIBALY	Léboué	M	TR-HBS/ Ressource	Personne 70 48 53 69	fozintacoulibal@yahoo.fr
17	RAMDE/YAMEOGO	T. Mariette	F	TRP/Ziro Ressource	Personne 76 84 88 99	yamariettet@yahoo.fr
18	BELEMBAOGO	Boukaré	M	DSOFE	76 75 67 26	belembaogoboukare@gmail.com
19	OUEDRAOGO	P. Dieudonné	M	DSOFE	78 02 51 73	payamsseba@gmail.com

Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique

Secteur n°55 (Ouaga 2000), avenue Mouammar Kadhafi -01 BP. 92 Ouagadougou 01

Tél. : (226) 25 66 20 17 ; Fax : (226) 25 30 57 61

Site web : www.tresor.gov.bf